



La junte birmane condamnée par l'ONU

LES Birmans n'apprennent peut-être pas que la junte qui les gouverne d'une poignée de fer a été condamnée - à l'unanimité - pour sa politique répressive, mardi 3 mars, par la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Les médias sont en effet sous le strict contrôle des militaires, au pouvoir sans interruption depuis 1962. Il n'empêche, un tel consensus de la communauté internationale est assez rare pour être noté et constitue un nouvel encouragement pour Rengoun, priée de recevoir un rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la gravité de la situation des droits de l'homme.

Cet avertissement vient à point nommé, alors que la conception muséale du maintien de l'ordre des généraux birmans, ne se limitant plus au territoire national, débordent vers les pays voisins, au risque de créer une nouvelle instabilité régionale. Après avoir fait le ménage à Rangoun, où le Prix Nobel de la paix, M^{rs} Aung San Suu Kyi, demeure en résidence surveillée, les militaires chassent massivement les musulmans de l'Etat d'Arakan - les Rohingyas - vers le Bangladesh, où ils seraient déjà plus de cent mille. A l'est, ils n'ont pas hésité à violer la frontière avec la Thaïlande pour tenter de prendre à revers les dissidents karens.

A condamnation sans appel de l'ONU illustre clairement l'isolement de la junte. Qui plus est, en se saisissant également du dossier des droits de l'homme en Chine, l'organisation internationale s'en prend au principal protecteur des militaires birmans.

Mais ces derniers se sentiraient moins arrogants et épris d'eux-mêmes si les sanctions internationales étaient efficaces et s'ils ne bénéficiaient pas de la connivence de la plupart des pays de la région. A commencer par l'ASEAN, qui lors de son récent sommet à Singapour, avait refusé de condamner la Birmanie, comme le lui demandaient, entre autres, les Etats-Unis. En se prêtant au compromis, les six pays de l'ASEAN, la Thaïlande voisins en premier lieu, risquent de payer, sur leur propre territoire, le prix de leur faiblesse.

AUTRE leçon, encore plus lourde de conséquences, du drame birman : en lançant un appel à l'aide internationale pour surmonter le « cauchemar logistique » des Rohingyas au Bangladesh, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a montré qu'il avait difficilement les moyens, matériels et financiers, d'y faire face. Cet aveu d'impotence survient alors que le HCR doit se charger, dans les semaines qui viennent, du rapatriement, au Cambodge, de centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées, pour lequel les responsables ne sont pas encore nommés et les crédits trouvés.

A défaut de moyens et d'argent, les décisions votées par l'ONU risquent de rester au niveau des bonnes intentions, alors que la communauté internationale compte sur elle non seulement pour venir en aide aux réfugiés et ramener la paix au Cambodge, mais aussi pour s'opposer dans la poudrière de l'ex-Yugoslavie. Alors que la crédibilité de l'ONU est sortie renforcée par son rôle dans le conflit irakien, la dynamique de la paix se grippe à nouveau pour un problème de ressources financières.

Une révision de la Constitution décidée par Hassan II

L'annonce d'un référendum relance la vie politique au Maroc

Le roi Hassan II a annoncé, mardi 3 mars, à Rabat, une prochaine révision de la Constitution, qui sera soumise à référendum, dans la perspective des élections législatives prévues avant le 9 octobre. Cette décision, qui relance la vie politique au Maroc, et pourrait laisser présager une certaine ouverture politique, sur-

vient alors que la question du Sahara occidental n'est toujours pas résolue. Il y a quelques jours, le sultan chérifien avait managé d'étendre les élections au Sahara occidental en cas d'échec, d'ici à juin prochain, du processus référendaire prévu par l'ONU dans ce territoire.

« La démocratie à doses adaptées »

RABAT

de notre envoyé spécial

Le vent du changement serait-il en train de souffler sur le Maroc ? A l'occasion du trente et unième anniversaire de son accession au trône, le roi Hassan II a annoncé, mardi 3 mars, à Rabat, une révision de la Constitution qui sera soumise à référendum.

Elle « portera essentiellement sur les dispositions qui organisent les rapports entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif », afin d'« établir un meilleur équilibre entre les deux pouvoirs ». Le souverain chérifien a, d'autre

part, redit sa volonté de faire en sorte que les prochaines élections législatives - retardées de deux ans en 1989, dans l'attente d'un règlement de la question du Sahara occidental - se déroulent « dans la transparence la plus totale et loin de toute ambiguïté », afin « d'avoir de notre peuple une photographie aussi conforme que possible à sa réalité ». Il a souhaité « qu'elles aient lieu à leur date », soit avant le 9 octobre, jour d'ou-

verture de la session parlementaire d'automne. D'entrée de jeu, Hassan II a fixé les limites à l'intérieur desquelles il entendait inscrire sa démarche. « Pour réussir et s'implanter, la démocratie, a-t-il expliqué, doit être administrée à des doses minutieusement étudiées et soigneusement adaptées », sous peine « d'implosion de la société ».

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 3

La répression en Algérie

Lire page 3 l'article de GEORGES MARION

La Bosnie-Herzégovine entre paix et guerre

La tension ne cesse de monter dans la République où milices serbes et musulmanes se préparent à l'épreuve de force

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

La capitale de la Bosnie-Herzégovine, où cohabitent Musulmans, Serbes et Croates, a de nouveau été, dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 mars, au bord de la guerre civile. Pourtant, après l'accord de lundi soir entre la communauté serbe et la présidence bosniaque qui avait permis la levée du siège de Sarajevo par les milices serbes (le Monde du 4 mars), la vie avait repris son cours normal : les écoles avaient rouvert, la circulation s'était normalisée. Le calme régnait à Sarajevo.

Toutefois, personne n'avait osé fêter les résultats définitifs du référendum, selon lesquels 99,78 % des votants - soit 62,68 % du corps électoral de la République - se sont prononcés en faveur de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Dans le climat de tension qui régnait encore, toute célébration aurait été considérée comme une provocation par les Serbes, ceux-ci ayant boycotté la consultation pour réaffirmer leur volonté de demeurer en Yougoslavie avec le reste de la communauté serbe. Satisfaits des résultats et du taux de participation qui, en dépit de ce boycottage, a

atteint 63,04 %, le président de Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, avait déclaré : « Cette consultation populaire confirme l'indépendance de la République qui n'attend désormais plus que sa reconnaissance internationale ».

« Les événements de Sarajevo du 2 mars ne se reproduiront jamais plus », avait-il affirmé mardi en milieu de journée, persuadé que des centaines de milliers de personnes descendraient dans la rue pour dissuader pacifiquement les milices armées de dresser des barrières.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 5

L'éducation vitrine des régions

Le développement des lycées et des universités est devenu l'atout majeur des élus

par Gérard Courtois et Christine Garin

Lycées flamboyants neufs, collèges branchés sur le câble, ambitieux plans d'aide à la lecture, campus en voie de réhabilitation ou instituts universitaires de technologie inaugurés en grande pompe : y a-t-il encore, en France, un élu local assez audacieux pour se présenter devant ses administrés sans brandir son projet éducatif, sans afficher ses réalisations scolaires et réclamer, au besoin, une décentralisation accrue en la matière ?

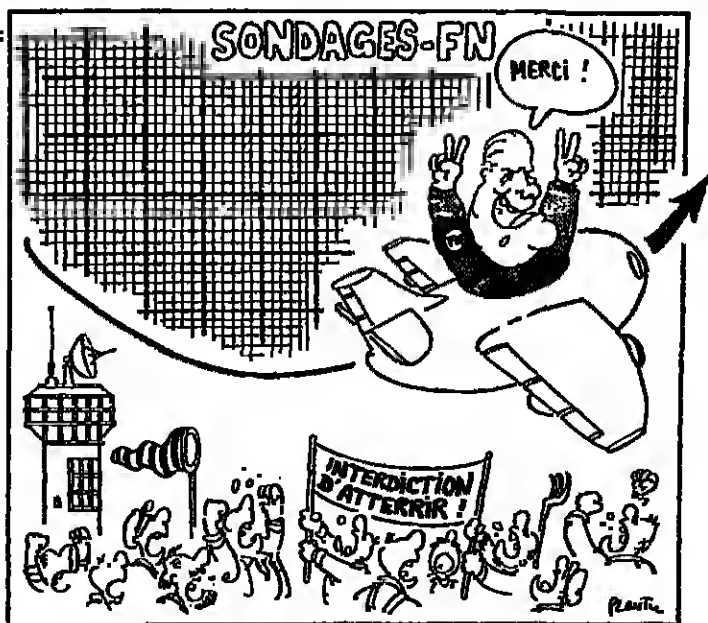
La campagne des élections régionales et cantonales devrait permettre de mesurer cette étonnante révolution dans une France pétrie, à la plus qu'ailleurs, de jacobinisme. En dix ans, depuis l'entrée en vigueur des lois de décentralisation de 1983 et 1985, la place des élus dans le paysage scolaire a radicalement

changé. Qu'il s'agisse des mairies dont le terrain d'action reste l'école primaire, des conseils généraux qui assurent désormais la construction, l'entretien et le fonctionnement des collèges, des conseils régionaux qui exercent ces compétences sur les lycées ou enfin du rôle des uns et des autres dans la politique de développement universitaire, les collectivités locales ont mordu à l'hémisphère.

Rien n'était moins évident avant 1986. « Ce n'est un secret pour personne », rappelle M. Claude Durand-Frémont, ancien recteur et professeur à l'université Paris-I, que la décentralisation a été imposée à une Rive de Gironde plus que réticente, réticence d'ailleurs partagée avec les syndicats d'enseignants et de non-enseignants.

Lire la suite page 8

Les manifestations contre le FN



Lire nos informations page 20

ARTS ET SPECTACLES

La déferlante baroque

Le triomphe d'Atys de Lully par la troupe des Arts florissants, la formidable succès de Tous les matins du monde, le film d'Alain Corneau (sept Césars, un million et demi de spectateurs en France en dix semaines), ne doivent pas faire oublier que la renaissance de la musique baroque, sa reconnaissance, sont bien antérieures. Après les pionniers du début du siècle, il y eut dans les années 50 l'essor du disque et le grand retour à Vivaldi, Albinoni, Bach, Telemann... Aujourd'hui, les « baroqueux » ont partout droit de cité.

Lire page 21 l'article d'ALAIN LOMPECH

Un plan-pilote pour l'emploi à Lille

De grands moyens pour remettre au travail 1 100 personnes en quatre ans.

Lire page 12 l'article d'ALAIN LEBAUDE

Dramatique coup de grisou en Turquie

Au moins 78 morts et de nombreux mineurs bloqués dans une galerie.

page 20

Le sommaire complet se trouve page 20

« Le Monde des carrières », pages 13-14
« Le Monde immobilier », pages 14-15

LE MONDE diplomatique

Mars 1992

- FRANCE : Vraie détresse et faux prophètes : Une citoyenneté au rabais, par Claude Julien. - Qui peut refonder la gauche ? par Bernard Cassen. - L'histoire, le fascisme et les paraboles, par Philippe Vidélier. - Remise en cause de l'économie dominante, par René Passet.
- MAGHREB : La seconde libération, par Mohammed Arkoun.
- EUROPE : Une Allemagne à la limite de ses capacités, par Laurent Carroué. - L'Europe industrielle naîtra-t-elle dans les régions ? par Jean-Pierre Husson et Yves Pérez. - La Grèce ou l'enfant gâté de la Communauté, par Christophe Chiclet.
- AFRIQUE : Les contradictions de la coopération française, par Jean-Pierre Alaux.
- ÉCOLOGIE : Radioactivité « naturelle » et déchets nucléaires, par Martine Deguillaume.
- AMÉRIQUE : Porto-Rico toujours en quête d'un statut, par James Cohen.
- LITTÉRATURE : « Le voleur », une nouvelle d'André Kédro.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

L'affaire Van Geloven

Crime et tourment

En octobre 1991 un cadre commercial au chômage, âgé de quarante-trois ans, était arrêté après le viol et l'assaut de deux petites filles, à Etne (Pyrénées-Orientales). L'homme, Christian Van Geloven, qui a avoué, avait déjà été condamné à deux reprises dans le passé notamment pour des attentats à la pudeur sur des mineurs. Il s'était toujours déclaré volontaire pour subir les soins que la justice lui avait imposés. Depuis son inculpation les enquêtes sur plusieurs affaires de meurtre non élucidées ont été relancées, en France et en Belgique. L'itinéraire de cet homme aux deux visages pose de manière aiguë la question du traitement judiciaire et médical des pulsions criminelles des déviants sexuels.

Lire page 10 l'enquête d'AGATHE LOGEART

M0147 - 0305 0 - 6.00 F



Valeo

En ajoutant
au Macintosh
le meilleur
et le seul
on ne peut



PROMOTION 3C					
	A	B	C	D	E
1	DEFRE SPECIALE PACK MAC CLASSIC				
2					
3	Composant				
4	• MACINTOSH CLASSIC 2/40				
5	• Imprimante Style Writer				
6	• macDraw (dessin)				

Pour accéder à la sérénité en achetant son Macintosh, il ne suffit pas de choisir le meilleur prix, il faut être assuré que le conseil et les services seront à la hauteur. Chez IC, en ce qui concerne le prix, il n'y a pas grand chose à dire, sinon que vous aurez du mal à trouver aussi intéressant ailleurs, et que dans ce cas (peu probable) IC vous fera alors une meilleure proposition. Voilà qui clôt le débat. En devenant client chez IC, vous aurez en plus accès aux conseils et aux services IC :

une maintenance au moindre coût, sans être obligé de payer un contrat à l'année, une hot line efficace, payable à la carte, installation, formation... Aujourd'hui avec plus de 25000 Macintosh installés dans les entreprises et chez les particuliers, IC est devenu le premier distributeur Apple en Europe. C'est déjà une bonne raison de choisir IC pour acheter votre Macintosh ou toutes vos configurations Apple. Mais vous le verrez ce n'est pas la seule.

(1) 42 72 26 26



Apple Center

IC

**INTERNATIONAL
COMPUTER**

10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26

APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90

APPLE CENTER IC MARSEILLE 91 37 25 03 •

IC TOULOUSE 61 25 62 32 • IC NANTES 40 47 08 62 •
IC LYON 78 62 28 28 • IC AIX EN PROVENCE 42 22 22

IC LYON 78 62 38 38 • IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08

En dépla
s'eff

[illegible][illegible]

PERSONNALITÉS EN CAUSE

Pierre Mau

[illegible]



POLITIQUE

La préparation des élections régionales

En déplacement dans le Nord-Pas-de-Calais, le premier ministre s'efforce de rendre crédible son « discours de gauche »

M^{me} Edith Cresson devait effectuer, les 4 et 5 mars, un voyage dans le Nord-Pas-de-Calais. Elle devait mêler, au cours de ce déplacement, des réceptions officielles et un meeting électoral à Dunkerque, où, en compagnie de M. Laurent Fabius, elle apportait son soutien à M. Michel Delebarre, qui tente de conserver au PS la principale région qu'il gère encore. En guise de « cadeau », le premier ministre va concrétiser une promesse de M. Michel Rocard : le transfert vers elle de la responsabilité de la gestion de l'immense patrimoine immobilier des Houillères. Satisfaction est ainsi donnée à une vieille revendication de tous les responsables de cette ancienne région minière.

Le « à gauche toute » de M^{me} Edith Cresson est incontestable dans son discours : il lui reste à être traduit en actes. A la veille des élections, c'est pourtant indispensable pour un premier ministre qui ambitionne de prendre la tête du combat des socialistes et de transformer une déroute annoncée en une retraite maîtrisée. A la fin de l'an dernier, elle a compris que devant la révolte, à peine feutrée, des « éléphants » du PS, l'incompréhension des militants, le désespoir de nombre de ceux qui ont gardé le cœur à gauche, il ne lui était plus possible de se présenter simplement comme une bonne gestionnaire de la « société d'économie mixte » chargée de faire tout ce que ses prédécesseurs à Matignon n'avaient pas fait pour préparer la France au grand marché européen et - surtout - pour lutter efficacement contre le chômage. Elle ne pouvait ignorer que, si elle restait sur cette

ligne, elle serait irrémédiablement rendue responsable de la défaite attendue pour le mois de mars.

Un changement de stratégie lui est apparu d'autant plus indispensable et facile que, selon elle, les dirigeants de son parti ne se sont pas engagés véritablement dans la bataille régionale, se contentant d'une action de terrain, au lieu de lancer une série de grands meetings, qui ont, au moins, comme avantage de redonner du cœur à l'ouvrage aux militants et de permet-

tre de présenter les grands axes politiques de la campagne. Elle s'est donc engagée dans ce qu'elle a jugé être un vide. Le premier acte de ce nouveau discours fut son intervention à l'Assemblée nationale, lors de la session extraordinaire consacrée à l'affaire Habache; le deuxième fut sa participation au meeting des socialistes du Val-de-Marne à Créteil, la semaine dernière, dont elle devait reprendre les grandes lignes, mercredi soir à Dunkerque. Son thème se déploie sur

deux registres : défense et illustration du bilan de la gauche depuis 1981, c'est-à-dire de tout ce qu'on lui a fait avant elle, sous l'autorité de M. François Mitterrand, MM. Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard, que pourtant elle ne porte guère dans son cœur; attaque contre la droite, accusée de servir de « tremplin » au Front national. M^{me} Cresson définit ainsi le seul axe de campagne qui peut, peut-être, remobiliser la gauche. Ce faisant, elle participe à ce niveau à la ten-

tative de polarisation du débat politique autour de l'extrême droite, et accorde indirectement la caution du chef du gouvernement aux manifestants qui tentent d'empêcher les meetings de M. Jean-Marie Le Pen et de ses lieutenants.

La crédibilité de M^{me} Cresson dans ce nouveau rôle reste pourtant à démontrer. Pendant sept mois, elle a donné l'image d'un premier ministre dont la principale préoccupation était de muscler les entreprises, sous le prétexte, oh ! combien justifié, de

lutter contre le chômage, et qui pour ce faire était contraint de donner plus de satisfaction aux patrons qu'aux salariés. Elle n'a pas cessé non plus de se plaindre de « l'héritage » que lui avait laissé M. Rocard, et des bâtons dans les roues que lui mettaient les autres dirigeants du PS. Aussi quand, aujourd'hui, elle se présente tout à la fois comme le porte-drapeau et le chef de guerre de tous les socialistes, elle paraît jouer à contre-emploi. Cela ne facilite pas la bonne perception de son nouveau message, bien au contraire, et l'opinion, y compris à gauche, semble avoir quelque mal à s'y retrouver.

Traduire son discours en actes est donc une priorité pour M^{me} Cresson. Les décisions prises, mardi, au comité interministériel sur la ville, en sont un premier exemple. Le fait qu'elle ait choisi de tenir son deuxième meeting électoral dans le plus vieux des fiefs socialistes, et un fief menacé, en est la confirmation. Mais pour apporter son soutien à un M. Delebarre sur la défensive, elle ne pouvait se contenter de participer à une réunion publique. Il lui fallait garnir l'escalier de son ministre. Elle ne pouvait trouver mieux que de donner satisfaction à une vieille revendication des élus du bassin minier, toutes tendances confondues, et qui de surcroît concrétise une promesse de M. Rocard. Elle démontre ainsi qu'aujourd'hui, elle place son action dans la continuité de celle de son prédécesseur.

Un discours de gauche, des décisions qui peuvent donner satisfaction à l'électorat traditionnel des socialistes, c'est grâce à cela que M^{me} Cresson peut espérer éviter la déroute.

Th. B.

THIERRY BRÉHIER

Les élus géreront le patrimoine des Houillères

Le dossier du patrimoine des Houillères amoncelle le débat politique du Nord-Pas-de-Calais depuis des années. Les élus, qui n'ont jamais supporté que Charbonnages de France soit le maître de la plus grande partie des terrains de leurs communes, n'avaient plus aucune raison de le tolérer, maintenant que le dernier puits de mine a fermé en décembre 1990. Le problème était particulièrement grave pour les 80 000 logements, où les Houillères, depuis toujours, logeaient leurs salariés, mais qu'elles avaient tendance à ne plus entretenir. Les habitants rendaient responsables d'un manque de confort, pour ne pas dire de salubrité, les maires qui, pourtant, n'y pouvaient rien (le Monde du 29 janvier 1991).

Lors d'un déplacement à Arras le 9 janvier 1990, M. Rocard, alors premier ministre, avait bien envisagé de confier la gestion de ce patrimoine à une société d'économie mixte, rassemblant les partenaires locaux, l'Etat et les Char-

bonnages, mais le dossier était fort délicat, ne serait-ce que parce qu'il était estimé à quelque 7 milliards de francs, et que l'entreprise publique ne voulait pas détenir son bilan sans sérieuses contreparties. M^{me} Cresson a donc ouvert ce chantier, et, en liaison avec le cabinet de Matignon, la ministre des finances a fini par trouver une solution acceptable par toutes les parties en cause. Celle-ci devait être symbolisée par le signature, mercredi après-midi, d'un protocole d'accord entre M. Bernard Pache, président des Charbonnages de France, et M. Jean-Pierre Kuchel, député socialiste et président de cette société d'économie mixte.

L'entreprise publique va céder, pour le franc symbolique, à la SACOM, cette société d'économie mixte qui avait été créée par la loi de 1981, mais qui n'avait jamais pu commencer à fonctionner. Les quelque 4 000 hectares de friches industrielles (bâtiments désaffectés, usines, mines fermées, etc.) dont elle est encore propriétaire.

Elle va aussi engager des négociations avec la SAFER, les organisations agricoles et l'Office national des forêts, pour leur céder les terres agricoles et les bois qu'elle détient. Surtout elle va signer avec la SACOM un contrat de gestion de ses logements. Ceux-ci resteront sa propriété, et leur gestion quotidienne restera le fait d'une des filiales, SOGINORPA, mais c'est la société d'économie mixte qui déterminera les grands principes de gestion, c'est-à-dire les politiques de location (dans le respect du statut des mineurs, qui attribue à ceux-ci et à leurs ayants droit la gratuité du logement), de réhabilitation, d'entretien, de restructuration des cités minières, et de cession aux ayants droit et de vente. Pour ce faire, la SACOM sera associée aux choix des dirigeants de la SOGINORPA.

Dans l'immédiat, cela va se traduire par une accélération de la réhabilitation des cités minières, qui en ont grand besoin, notamment parce que les élus seront

plus sensibles que des dirigeants d'entreprise aux demandes de leurs électeurs. Cela va permettre de concrétiser la promesse de M. Rocard de faire passer de 2 000 à 3 000 le nombre de logements des Houillères remis en état tous les ans pendant dix ans. Pour financer ce programme, le SOGINORPA devra se priver de la moitié des 300 millions de francs de loyer qu'elle touche tous les ans des locataires qui ne disposant pas du statut des mineurs, mais en compensation la valeur en capital de ces bâtiments sera forcément revalorisée.

Les élus n'ont pas eu tout ce qu'ils désiraient - le transfert gratuit de la totalité du patrimoine, - mais ils vont pouvoir engager une politique d'aménagement d'un territoire menacé par l'industrialisation, la plus vaste menée en Europe, se plaçant à souligner à Matignon.

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Pierre Mauroy et Michel Delebarre remontent sur le pont

Le maire de Lille et celui de Dunkerque bataillent pour garder la région à gauche

LILLE

de notre envoyé spécial

Leur histoire est aussi celle de la région. Ses premières lignes s'écrivent un matin de l'été 1970. Sur sa route des vacances, un jeune sans a pris rendez-vous, au Cateau, avec le conseiller général socialiste du coin. Diplôme de géographe en poche, sans étiquette politique à la boutonnière, le premier travailliste depuis peu au comité d'expansion de Nord-Pas-de-Calais. Il y fera connaissance de son futur beau-père, le recteur Guy Debye, mais il s'y morfond. Le second passe pour un socialiste moderne, ouvert et entreprenant, mais les temps sont durs. Battu une fois encore aux législatives, il vient, en plus, d'être privé de l'héritage de Guy Mollet pour la direction du nouveau PS. Entre Michel Delebarre, vingt-quatre ans, l'enfant de la JEC, et Pierre Mauroy, quarante-deux ans, le « jeune turc » de la SFIO vivant encore sous les manteaux gris des hauts fourneaux, le tissu d'une loquace complicité presque filiale va se tramer.

Entre les deux « ch'tis », c'est le coup de foudre. Le Nord sera leur passion. Leur pari, un peu fou pour l'époque, est d'acquiescer un pouvoir régional face à l'Etat giscardien; de redonner foi, aussi, à une région de Nord-Pas-de-Calais déjà victime, plus que d'autres, de la crise économique.

Deux ans plus tard, dans l'indifférence quasi générale, Pierre Mauroy devient le premier président de la toute nouvelle institution régionale et Michel Delebarre le premier directeur de cabinet du premier président. Pendant près de dix ans, avec le patronage prestigieux de Guy Debye, régionaliste convaincu, dont Michel Delebarre a épousé la fille, avec aussi, par la suite, la bénédiction discrète du préfet André Chadeau, qui, au lendemain de mai 1981, ce sera tout deux tranquilles à prendre en mains les destinées de la région : Pierre Mauroy devant, sur le pont, improvisant et provoquant; Michel Delebarre derrière, dans la soutie, rigoureux, ramant sur tous les dossiers avec cette obstination qui l'a toujours distingué. Pierre Mauroy

a trouvé son complément. Michel Delebarre son sillon. A eux deux, ils vont imposer une cadence, lancer des projets dépassant largement les compétences de toute région normalement constituée et conforter, entre les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, une homogénéité politique tirant une solide soudure contre le pouvoir central.

« Un colot pas possible »

L'un et l'autre ne se remémorent point cette époque particulièrement héroïque sans une certaine nostalgie. « On avait un colot pas possible », se rappelle Pierre Mauroy. « Nous avions voulu nous atteler à la construction d'un nouveau Nord, lui donner du souffle. Avec cette région, j'ai pu constituer face à Paris un petit gouvernement qu'on avait fini par respecter. » C'était une période fabuleuse, approuve Michel Delebarre. Notre région, avant toutes les autres, avait réussi à devenir majeure ou sens légal du terme. Pierre Mauroy s'était identifié complètement à elle, et, pour la

suite de son carrière politique, ce fut loin d'être inutile.

Il est vrai qu'alors, Valéry Giscard d'Estaing avait pris le pouvoir central de fermer les yeux sur cette témérité nordiste. C'était l'époque où le président de République, en quête lui-même d'innovation et soucieux de distinguer cette région, transporta un mercredi matin son conseil des ministres à Lille. C'était le temps surtout où l'Elysée, dans un bel aveuglement, entendait choyer Pierre Mauroy pour une possible « ouverture » - déjà - vers la gauche.

Quand en 1973 Pierre Mauroy hérite du vieux Augustin Laurent la mairie de Lille, Michel Delebarre est toujours là. « C'était facile de vivre dans son ombre, glisse-t-il, elle est large. » Quand en mai 1981, Pierre Mauroy emménage à Matignon, Michel Delebarre fait partie aussi des valises. Cette histoire-là a fait le tour de la France. A Paris comme à Lille, quand Pierre Mauroy est là, Michel Delebarre n'est jamais loin. Tous deux devront abandonner leurs occupations régionales, mais Matignon, pendant quatre ans, sera aussi une enclave du Nord dans la capitale, où la convivialité coulait comme bière sur le zinc. François Mitterrand,

qui connaît trop la valeur de l'amitié en politique, dira un jour à son premier ministre : « Vous, au moins, vous savez vous entourer. » Pierre Mauroy n'a pas oublié. Cela reste pour lui encore aujourd'hui l'un des plus beaux compliments.

A partir de l'été 1984, le couple va connaître une autre vie, une vie d'adulte, forcément plus passionnée. Pierre Mauroy est congédié. En remerciement de ses bons et loyaux services, Michel Delebarre se serait bien vu préfet, préfet de la région de Lille, mais il n'est pas son père en politique lui a imaginé un autre destin : ministre du travail dans le nouveau gouvernement Fabius. Voici l'homme de l'ombre forcé de s'exposer à la lumière crue du chômage. A trente-huit ans, on accepte mal de voir les autres choisir votre destin à votre place. C'est, entre les deux hommes, le premier malentendu. Il y en aura d'autres. Quand, en 1987, avec les jeunes pousses du PS, Henri Nallet, Jean-Louis Bianco et Henri Emmanuelli, Michel Delebarre prétend imiter les jeunes loups de droite en jouant dans le parti la carte de la rénovation, Pierre Mauroy, replié sous son beffroi de Lille, versant dans une espèce de fondamentalisme socialiste à contre-courant de l'eau

tiède fabiusienne, n'appréciera pas. En 1989, Michel Delebarre, réélu député du Nord et retrouvant, après la cohabitation, un nouveau portefeuille, veut prendre racine à Lille. Double méprise; il avait espéré que les socialistes du Pas-de-Calais lui laisseraient, en vertu d'une règle d'alternance plus ou moins définie, la présidence de la région, mais le titulaire de la fonction, Noël Joseph, fait de la résistance.

La méthode Jules Guesde

Pierre Mauroy et les socialistes du Nord, peu enclins à ménager celui qui fait alors figure, pour eux, de « parvenu », ne bougent pas d'un pouce. Il avait espéré être derrière Pierre Mauroy dans le combat municipal de Lille, on le prie de se rabattre sur Dunkerque. Le message est clair : la succession n'est pas ouverte.

Aujourd'hui, Michel Delebarre est ministre d'Etat. Pierre Mauroy n'est plus premier secrétaire du PS. Saura-t-on jamais le dernier mot de l'improvisé de janvier, quand

Pierre Mauroy, une fois encore, passa le témoin à Laurent Fabius? « J'avais expliqué à Laurent, confie-t-il aujourd'hui, que, de toute façon, si notre opération réussissait pas, je proposerais Michel. » Quel évènement tout com-mentaire sur le sujet en assurait, dans un sourire enjoué : « Tous les socialistes sont, maintenant, mes amis. »

Plus de vingt ans après leur première « bistouille » du Cateau, Michel Delebarre et Pierre Mauroy sont repartis pour un nouveau combat régional. Les pages de la même histoire continuent de se tourner. C'est la distribution des rôles qui a changé. Officiellement, plus un nuage à l'horizon du plat pays socialiste. « Vous en connaissez beaucoup de couples politiques, demande Michel Delebarre, qui soient capables de vivre autant d'années ensemble, dans des fonctions aussi exposées et dans un climat où il se trouve toujours plus de personnes pour vous monter les uns contre les autres plutôt que de vous aider à vivre ensemble? »

« Jules Guesde, ajoute Pierre Mauroy, nous a donné le sens de la méthode. Entre Michel et moi, ce sera la continuité des générations. Le moment viendra où ce sera lui le dépositaire de notre authenticité et de notre tradition. »

Chacun a son exemple à ne pas suivre. « Moi, dit le premier, je ne veux pas être comme Boudis, simple héritier de son papa. » Son vaillant combat aux municipales de Dunkerque semble l'avoir définitivement prémuni contre ce genre de reproches. « Lille ne sera jamais Marseille, assure le second. Quand je vois comment on a dilapidé l'héritage de Gaston ! » Fêtes de la Rose, conférences de presse, djeuners avec les élus, meetings communs, Pierre Mauroy a bien l'intention, dans cette campagne, de retrouver ses manières. Les voici une fois encore tous deux sur le même bateau. Avec le même pragmatisme, la même foi, la même volonté de défendre, contre les vœux de Jean-Louis Borloo et des écologistes et les mardes de la droite, ce dernier grand bastion de la gauche, réputé si longtemps imprenable.

DANIEL CARTON

« O comme oxygène » présente trois listes

M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes et député européen, qui conduit une liste pour les élections régionales dans le Nord, vient de fonder l'association « O comme oxygène », dont l'objet est « de rassembler [ceux] qui sont attachés à l'existence de la démocratie et soucieux d'en assurer la pérennité et le développement en participant activement à la recomposition du paysage politique français et européen ». Si la nouvelle association assure qu'il n'y a pas « déficit d'électeurs », mais pénurie de candidats, elle précise que « la grave des élections révèle que l'offre ne répond pas à la demande ».

M. Borloo patronne également la liste que conduit M^{me} Annie Wable, adjoint au maire de Boulogne-sur-Mer dans le Pas-de-Calais. Une troisième liste « Oxygène 53 » a été constituée en Mayenne. Elle est menée par M. Jean-Charles Baucher, conseiller régional sortant, élu sur une liste socialiste dissidente en 1986 et qui adhère au mouvement France unie. En deuxième position figure sur cette liste, qui compte cinq maires de communes rurales sur neuf candidats, M. René Rouall, conseiller général de Laval-Est, en congé du RPR.

M. Borloo affirme que Oxygène n'accueille en son sein

aucun membre, ni aucun sympathisant de groupes ou partis extrémistes. La première initiative de cette association est la publication d'un « Abécédairaire » qui doit être adressé aux maires de communes de moins de deux mille habitants. Ce petit livre commence par « A comme angle mort » ainsi expliqué : « Le haut est vu l'angle mort où l'extrême droite a su s'engouffrer, pour l'élargir à la dimension d'une porte au soir de l'élection présidentielle de 1988. » Et se termine par « Z comme Zorro », assorti du commentaire : « Zorro n'existe pas, même en politique; Zéro existe, même en politique. »

CHER : M^{me} Bahissou renonce à se présenter aux cantonales. - M^{me} Marie-Danielle Bahissou, qui avait annoncé le 18 février sa candidature aux élections cantonales dans le deuxième canton de Vierzonn (le Monde du 20 février), renonce à se présenter. Ancien sous-préfet, ancien directeur du cabinet du préfet du Cher, M^{me} Bahissou, inculpée de complicité d'abus de confiance dans l'affaire du Carrefour du développement, doit comparaître devant la cour d'assises de Paris, aux côtés de M. Yves Chaliar, du 17 au 27 mars. La fédération socialiste du Cher, à direction fabiusienne, précise qu'elle avait bien donné son investiture à M^{me} Bahissou, mais indique que celle-ci a décidé de retirer sa candidature pour se consacrer à la préparation de sa défense dans le procès du Carrefour du développement. - (Corresp.)

ÉCONOMIE

Après le Crédit local de France

Argent frais

Après avoir reproché, parfois non sans raisons, au gouvernement de la période de cohabitation de privatiser au rabais, M. Pierre Bérégovoy ne pouvait risquer d'encourir la même blâme.

Le report in extremis de la mise en vente, le 10 décembre dernier, de 2,3 % d'Elf-Aquitaine a permis d'attendre une remontée de la Bourse. Celle-ci vient enfin de retrouver ses niveaux d'avant la guerre du Golfe, mais l'action Elf-Aquitaine n'en a pas particulièrement profité. Depuis le 1^{er} janvier, elle a perdu 0,9 % quand la Bourse de Paris gagnait dans le même temps 12,35 %. Elf-Aquitaine n'a même jamais retrouvé ses cours du 13 novembre, le jour de l'annonce de la privatisation partielle.

Alors pourquoi maintenant ? Parce qu'il s'agit d'une « vraie-fausse » privatisation qui n'exprime aucune stratégie industrielle ou financière, mais représente une simple cuisine budgétaire. Si le gouvernement a déjà réalisé des cessions minoritaires d'entreprises publiques (de Pechiney international à l'UAP, en passant par le GAN, les AGF et même une précédente émission d'Elf-Aquitaine), il s'agit dans chaque opération d'illustrer la politique industrielle chère au premier ministre. En tout cas, les fonds propres des entreprises concernées s'en trouvent renforcés.

Cette fois, la logique est tout autre, dans la droite ligne de la vente de 20 % du capital du Crédit local de France le 20 novembre 1991, qui avait apporté 2 milliards de francs d'argent frais à un Etat épuisé. Le déficit budgétaire, de l'ordre de 130 milliards de francs en 1991, pourrait être de 150 milliards cette année. Pour compenser de médiocres rentrées fiscales, on vend le patrimoine et on finance ainsi les dépenses courantes. Et il vaut mieux le faire avant le 22 mars et le premier tour des élections régionales.

La vente des 5,7 millions d'actions Elf-Aquitaine rapportera entre 2 et 2,5 milliards de francs. L'opération en elle-même n'est pas particulièrement condamnable. Le grignotage de la part de l'Etat dans Elf-Aquitaine est continu depuis 1986 (elle était de 66 %), au gré des augmentations de capital que le holding Erap ne suit pas. Cette part reviendra finalement à 51,5 %. Mais si les opérations de ce genre venaient à se multiplier, elles donneraient l'impression que la vocation de la Bourse est de compenser les faiblesses budgétaires. La relance de l'actionnariat n'y gagnerait sûrement pas.

ÉRIC LESER

L'indice composite américain a fortement augmenté en janvier

Le département du commerce a fait savoir mardi 3 mars que l'indice composite avait augmenté de 0,9 % en janvier par rapport à décembre, alors qu'il avait diminué de 0,2 % le mois précédent. Cet indice, qui regroupe onze indicateurs calculés dans les principaux secteurs de l'économie annonce l'évolution de la conjoncture à court terme. La hausse de janvier, la plus importante depuis celle de 1,2 % enregistrée en juillet, s'explique notamment par la forte augmentation des indices boursiers et par celle des commandes de biens d'équipement. Le département du commerce a également annoncé que les ventes de logements neufs avaient progressé de 12,9 % en janvier.

Les marchés financiers ont vivement réagi à ces nouvelles. Les cours des obligations ont fortement chuté, leur taux augmentant, car la concrétisation de la reprise économique signifie l'arrêt de la politique d'assouplissement du crédit. Sur le marché des changes, le dollar a vivement progressé, provoquant une intervention de la Banque du Canada, puis, mercredi 4 mars, de la Banque du Japon.

Le gouvernement privatise 2,3 % d'Elf-Aquitaine

Le gouvernement a annoncé mardi 3 mars la vente en Bourse, le 13 mars, de 2,3 % du capital du groupe pétrolier Elf-Aquitaine. La mise sur le marché concerne 5 780 000 actions Elf-Aquitaine détenues par l'ERAP, le holding étatique contrôlant le premier groupe pétrolier français. Cette opération, initialement prévue le 11 décembre, a été reportée le 10 décembre du fait de la mauvaise conjoncture boursière. Elle représentera la deuxième privatisation partielle effectuée par le gouvernement après celle du Crédit local de France, le 20 novembre.

La cession des titres prendra la forme en France d'une offre publique de vente portant sur 3,38 millions d'actions, plus éventuellement 360 000 titres provenant de la tranche internationale. Le chef de file bancaire de l'opération est la BNP. Les ordres d'achat seront recueillis du 10 au 12 mars. L'opération comportera également une vente internationale de 2,4 millions d'actions.

Elf-Aquitaine bénéficie d'une excellente image auprès des investisseurs étrangers. La Société des Bourses françaises précise que le prix des titres mis sur le marché sera fixé le 9 mars. La procédure ne prévoit pas de traitement particulier pour les petits ordres et vise donc avant tout les investisseurs institutionnels. La mise en vente des titres du Crédit local de France d'avait pas rencontré un grand succès auprès des petits actionnaires.

Le cours de l'action Elf-Aquitaine a oscillé entre 352 et 395 francs depuis début janvier pour atteindre 385 francs en clôture le 3 mars. A un tel niveau,

l'opération devrait faire rentrer dans les caisses de l'Etat environ 2,2 milliards de francs.

Lorsque ces cessions ont été annoncées à l'automne, le ministre des finances a souligné qu'elles ne seraient « pas bradées », leur produit devant servir à financer notamment le plan emploi du ministre du travail, M^{me} Martine Aubry, dont le premier volet coûte quelque 3,3 milliards de francs. Si cette cession d'actifs respecte la forme annoncée, M. Bérégovoy va saisir la commission d'évaluation des entreprises publiques, qui déterminera une valeur minimale pour le groupe. C'est sur cette base que le ministre des finances fixera ensuite la valeur de l'action et donc celle de l'offre publique de vente.

51,5 % pour l'Etat

En dépit de cette cession, l'Etat va garder le contrôle d'Elf-Aquitaine, dont il continuera à détenir directement 51,5 %. Parmi les autres actionnaires publics du groupe pétrolier figurent notamment la Caisse des dépôts et consignations, l'UAP, le Crédit lyonnais et la BNP, qui détiennent des parts de l'ordre de 1 à 3 %.

L'annonce de la cession intervient alors que le groupe Elf-Aquitaine a annoncé au début de février un bénéfice net pour 1991 de 9,8 milliards de francs, au lieu de 10,6 milliards de francs en 1990. Ce qui permet tout de même à Elf de dégager un résultat qui sera sans doute le plus important de toute l'industrie française. Le chiffre d'affaires a progressé l'année dernière et s'est établi à 190 milliards de francs, soit 15 milliards de plus qu'en 1990.

E. L.

Elf-Aquitaine et Total négocient avec l'Irak des accords pétroliers

« Il s'agit de préparer l'après-embargo. L'Irak redeviendra un jour un pays fréquentable. » Ainsi confirme-t-on au siège d'Elf-Aquitaine et de Total les informations du *Canard enchaîné* du 4 mars, faisant état de discussions entre les deux compagnies pétrolières et le régime irakien.

Placés sous embargo pétrolier par l'ONU depuis la guerre du Golfe, les Irakiens ont actuellement dans l'obligation d'exporter la moindre goutte de pétrole. Seule la vente de 1,6 milliard de dollars de brut a été autorisée le 15 août 1991 par les Nations unies pour l'achat de produits alimentaires. Mais Bagdad a refusé l'offre au prétexte que l'argent allait être versé sur un compte mis sous séquestre aux Nations unies.

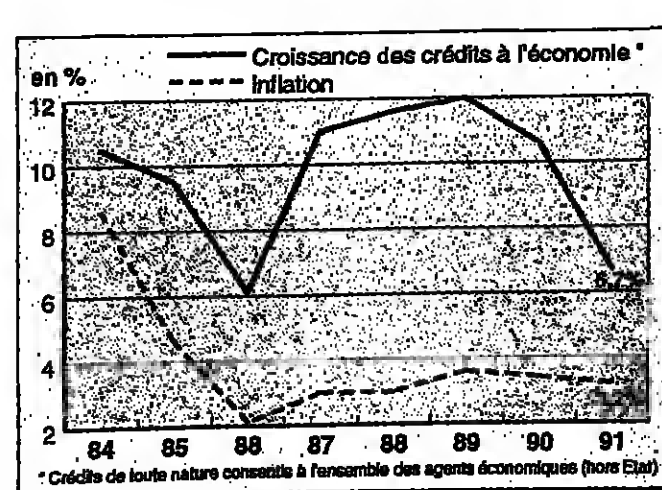
Pour autant, toutes les grandes compagnies internationales s'agitent de près à l'Irak. Avec une centaine de milliards de barils de réserves de brut prouvées à la fin de 1990, Bagdad est le deuxième

pays pétrolier du Moyen-Orient, derrière l'Arabie saoudite.

Les Irakiens, intrigués par les adeptes d'un nationalisme pétrolier, ont considérablement assoupli leur position ces dernières années. Alors qu'avant la guerre du Golfe, ils s'opposaient à travailler avec les pétroliers étrangers que dans le cadre de « contrats d'assistance » technique, ils sont aujourd'hui favorables à la signature de contrats dits de « partage de production », beaucoup plus intéressants pour les compagnies, assurées d'un accès au pétrole brut sur le long terme.

C'est ce genre d'accord que Elf et Total discutent depuis plusieurs mois. « Il est hors de question de signer quoi que ce soit tant que l'Irak n'aura pas réintégré la communauté internationale », assure-t-on au siège des deux compagnies. Engagement confirmé par le Quai d'Orsay.

Moindre croissance du crédit en France



La progression des crédits à l'économie est en net recul en 1991 par rapport aux années euphoriques (1987-1990). Mais elle reste supérieure à l'inflation. On ne peut donc pas parler aujourd'hui en France de « crédit crunch » ou contraction du crédit sur le modèle américain. Toute la question est de savoir si la chute de la croissance des crédits va continuer cette année.

Mauvaise surprise pour les Français à la réunion des Douze à Bruxelles

Interruption inopinée du débat sur la réforme de la politique agricole commune

Un coup d'arrêt aussi brutal qu'inattendu a été donné mardi 3 mars au débat sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). Après que plusieurs Etats membres eurent fait valoir qu'ils n'étaient pas en mesure d'avaliser les orientations générales de la réforme telle qu'elle a été proposée par la Commission européenne, les présidences portugaise et espagnole ont décidé de ne pas remplir pour engager la négociation sur le fond.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres de l'Agriculture des Douze disposaient d'un projet de compromis mis au point par la présidence portugaise. La philosophie de ce document restait fidèle à celle qui inspire les propositions de la Commission, ce qui lui valut d'être saluée comme une contribution positive par M. Louis Mermaz.

S'agissant de céréales, qui occupent une place centrale dans l'économie, le président portugais proposait de ramener en trois ans leur prix de 155 euros par tonne (1 085 francs) aujourd'hui à 105 euros par tonne au lieu des 100 euros préconisés par la Commission. N'appréciant sans doute pas de voir majorer le débat sur des bases proches des propositions de la Commission, plusieurs Etats membres expliquèrent que, faute d'accord sur les principes de la réforme, un examen approfondi du projet de compromis portugais n'avait pas de sens. A des nuances près, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, la Belgique, l'Italie — qui fin valait la proximité de ses élections législatives — s'exprimèrent dans le même sens. Les Allemands, qui préoccupés de la perspective de fortes baisses de prix, furent soulagés par une telle dérobade. Tirant la conclusion logique de ce qui venait d'être dit, le président portugais décida de renvoyer le dossier aux experts, étant entendu que les ministres reprendraient les discussions lors de leur prochaine session à la fin mars.

Le Conseil, dont on avait prévu qu'il pourrait éventuellement siéger jusqu'au mercredi 4 mars, se sépara tout déçu, déconcerté, donnant l'impression

de ne pas exactement réaliser ce qui s'était passé. Le débat pourra-t-il reprendre un cours normal dans moins d'un mois ?

L'interruption inopinée du 3 mars ne fait pas l'affaire des Français dont l'espoir — tardivement apparu il est vrai — était de parvenir à un accord sur les lignes directrices de la réforme avant que la Communauté ne se trouve sous la pression du GATT. « Ceux de nos partenaires qui sont plus enclins que nous à un arrangement au GATT, se montrent pusillanimes, dès lors qu'il faut réformer la PAC. Pourtant il faudrait s'engager sur la réforme pour se protéger du GATT », a commenté M. Mermaz à l'issue de la réunion. Selon le ministre français, il sera « difficile mais pas impossible » de boucler pour l'essentiel le débat sur la réforme avant juillet.

Ne pas se presser

Les problèmes budgétaires ont pu jouer un rôle dans la volonté manifestée par plusieurs Etats membres de réfléchir davantage sur la méthode proposée avant d'aller de l'avant. Des pays comme la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Danemark sont déjà réticents pour de simples raisons de concurrence à l'idée que les baisses de prix, qu'ils considèrent comme nécessaires, soient compensées durablement et presque intégralement, ils se rendent compte, en plus, que cela risque de coûter cher. A cet égard, les propositions de la Commission sur le financement de la CEE au cours des cinq années à venir (le « paquet

Delors II») a peut-être joué un rôle de révélateur. Dans l'esprit de certains gouvernements, réformer la PAC était synonyme d'économies. Aussi ont-ils été surpris de découvrir qu'au contraire les dépenses agricoles allaient augmenter.

Autre élément perturbateur, le nouveau régime de soutien appliqué par la Communauté aux oléagineux, qui préfigure les mécanismes envisagés par la Commission dans le cadre de la réforme de la PAC (octroi d'une aide à l'hectare), est attaqué par les Etats-Unis devant le GATT. Le panel qui a été constitué pour arbitrer ce litige pourrait donner tort à la CEE.

Il reste que le scénario mis en place par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, pour tenter de conclure l'Uruguay Round vers le 15 avril, suit son cours. Le Conseil a finalement donné son feu vert pour que la Commission transmette à Genève, certes assorties des observations critiques de quelques Etats membres, les « listes d'engagements agricoles » prévues dans ledit scénario. Une majorité d'Etats membres avaient estimé que le projet préparé par la Commission faisait la part trop belle à la logique qui anime les Américains dans ces négociations. Mais la réaction a été modeste.

La Communauté, et en particulier la France, risque de se trouver soumise à une vive pression pour souscrire à des concessions agricoles allant au-delà de ce qu'elles souhaitent.

PHILIPPE LEMAITRE

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● **Activité industrielle :** amélioration de la tendance en février. — Selon l'indice des directeurs d'achats, considéré comme un excellent indicateur de la conjoncture, l'activité industrielle a augmenté en février pour la première fois depuis novembre. L'indice d'ensemble de l'activité s'est élevé à 52,4 % au lieu de 47,4 % en décembre et en janvier.

FINLANDE

● **Crédit :** notation financière abaissée. — L'agence de notation financière Standard and Poors a annoncé mardi 3 mars l'abaissement de la note financière attribuée aux emprunts de la Finlande. Le pays perd la prestigieuse note AAA, attribuée aux meilleurs emprunteurs, et ne jouit plus que d'un « AA+ ». Standard and Poors a expliqué sa décision par les mauvaises performances économiques de la Finlande, qui a subi l'an dernier une chute de 6 % de son PIB, et dont la balance des paiements s'est fortement détériorée.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE
BANQUE LA HENIN



Le Conseil d'Administration de la Banque La Hénil, réuni le 26 février 1992, sous la présidence de Monsieur Philippe Pontet, a arrêté le bilan et les comptes de l'année 1991.

ACTIVITE : 1 - La Banque a distribué un total de 6.442 millions de francs de crédits à moyen et long terme en 1991. La production financée par la Banque dans le secteur de l'accession à la propriété des particuliers s'est accrue de près de 13 % (4.181 millions de francs), sur un marché globalement en régression. Le volume des crédits distribués aux entreprises, pour financer leur patrimoine immobilier, a connu une croissance de 15 % en 1991 (2.261 millions de francs).

2 - Les financements à court terme distribués aux professionnels de l'immobilier (9.916 millions de francs) ont enregistré une baisse de 34 % par rapport à 1990, en raison du ralentissement des mises en chantier et de la politique de sélectivité de la Banque.

3 - L'encours global des crédits distribués s'élève ainsi à 61.195 millions de francs au 31 décembre 1991, en augmentation de 6,6 % par rapport à 1990, l'encours porté par la Banque (42.136 millions de francs) progressant, quant à lui, de 11,9 %. La ventilation des encours de crédit au 31 décembre 1991 est la suivante :

- financement des professionnels de l'immobilier : 32 %
- financement à long et moyen terme des particuliers et du patrimoine immobilier professionnel : 68 %

4 - Les dépôts se sont élevés à 3.057 millions de francs, en baisse de 5 % du fait de la diminution des comptes des promoteurs. L'encours moyen annuel des Sicav et Fonds Communs de Placement commercialisés par la Banque est de 3.656 millions de francs, en progression de 15 %. La vente de produits d'assurance-vie a également connu une augmentation importante de 32 %.

RESULTATS : En dépit d'une progression satisfaisante du produit net bancaire de + 11,4 % (soit 1.470 millions de francs), la croissance du bénéfice d'exploitation avant

provisions nettes sur risques (446 millions de francs, soit + 19,8 %) n'a pas compensé l'effort de provisionnement. Aussi, le bénéfice net consolidé, qui tient compte également de la quote-part de résultats de la Société Immobilière La Hénil apportée par le groupe en cours d'exercice, ressort-il à 105,83 millions de francs, contre 128,03 millions de francs en 1990, en baisse de 17,3 %.

La Banque a en effet arrêté une politique de provisionnement prudente des risques liés à la situation du marché immobilier, aux délais d'écoulement des programmes et à la situation financière de certaines entreprises de promotion ou de rénovation. La charge nette de l'exercice s'élève à 300 millions de francs en hausse de 46 %.

FONDS PROPRES : Les fonds propres consolidés (y compris les titres subordonnés), après distribution de l'exercice, s'élèvent à 2.272 millions de francs, en progression de 30 %, notamment après apport de la Société Immobilière La Hénil par la Compagnie Foncière Internationale qui se trouve ainsi aux côtés de Credisuez, actionnaire à 11 % de la Banque.

Cette croissance constitue la première étape d'un plan de renforcement des fonds propres, mis en place avec la Compagnie de Suez et Credisuez, pour se conformer au calendrier d'entrée en vigueur des normes internationales relatives aux ratios de solvabilité. Ce plan sera poursuivi au premier semestre 1992.

Compte tenu d'un nouvel apport de l'actionnaire, d'une opération de restructuration immobilière et d'une émission de 250 millions de Titres Subordonnés Remboursables effectuée en février 1992, les fonds propres consolidés devraient atteindre 3.340 millions de francs au 30 juin 1992, permettant ainsi à la Banque d'atteindre le ratio de solvabilité de 8 %.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Le développement des entreprises d'insertion

Lille se mobilise pour le retour à l'emploi de 1 100 chômeurs

Jusqu'elors confidentielles, les « entreprises d'insertion » ont le vent en poupe depuis juillet, quand le gouvernement, aidé par de grands groupes, décide de les soutenir. Un premier bilan, présenté en conseil des ministres (le Monde du 27 février), a révélé l'ampleur prise par cette formule de retour progressif à l'emploi normal pour les jeunes en difficulté et les chômeurs de longue durée. Normalement, le nombre de places d'accueil devrait doubler. C'est à Lille, depuis juin 1990, que se développe l'expérience pilote la plus élaborée. Connue sous le nom de « plan lillois d'insertion », elle a pour objectif de remettre au travail 1 100 personnes en quatre ans, et mobilise un budget de 120 millions de francs. A Roubaix, Tourcoing, Wattrelos et Dunkerque, des opérations similaires ont été lancées. A Marseille, il ne manque plus qu'une signature pour démarrer.

LILLE

de notre envoyé spécial

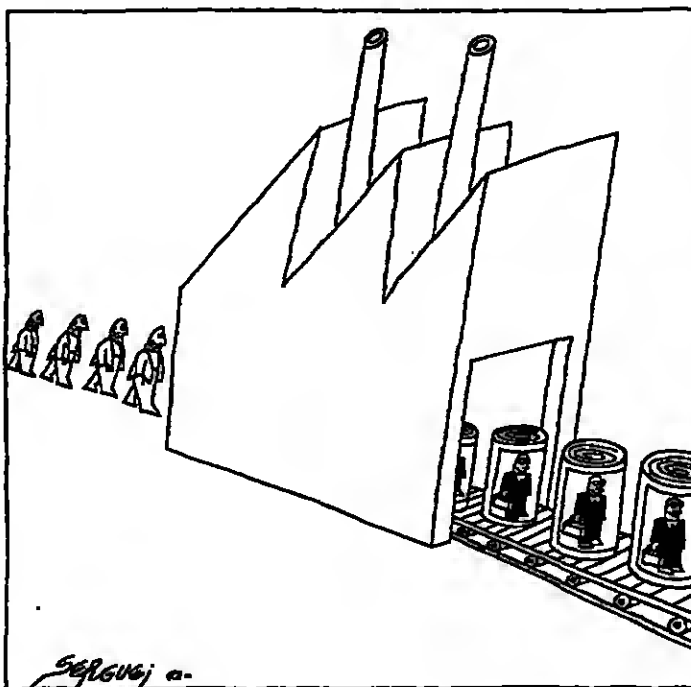
En attendant Marseille (230 millions de francs), le plan lillois d'insertion, P.L.I., donne dans un gigantesque qui attire bien des émeutes dans d'autres agglomérations de Nord-Pas-de-Calais. Avec la municipalité (4 millions), le conseil régional, l'Etat, le Fonds social européen (10 millions), le Promofas, fonds d'assurance formation des professions de l'action sanitaire et sociale (2,5 millions),

l'association Réussir, qui pilote l'opération, aura disposé cette année d'un budget de plus de 20 millions de francs. Sur quatre ans, de 1990 à 1994, dans le cadre d'un contrat pluriannuel — une nouveauté — le programme aura mobilisé, au total, 120 millions de francs.

En regard, les objectifs sont également ambitieux. Il s'agit, pendant cette période, de conduire ou de reconduire dans un emploi stable et durable 1 100 Lillois parmi les plus démunis, chômeurs de longue durée depuis plus de trois ans et jeunes sans diplôme, abonnés des missions locales ou des stages à répétition. La barre est fixée haut, quoi qu'en dise le PCF, prompt à dénoncer les « petits boulots » : le plan aura réussi quand tous tiendront un poste depuis au moins six mois et qu'ils auront obtenu un contrat d'une entreprise classique. Sachant que, en moyenne, chaque parcours « d'insertion » dure vingt-quatre mois, il faudra consacrer 30 000 francs par personne, hors rémunération, pour former et « re-professionnaliser ».

Enorme concentration de moyens

Dix-huit mois après le lancement, en juin 1990, les résultats sont déjà impressionnants. M. Hervé Barré, directeur de Réussir, comptabilise 603 personnes qui sont entrées dans le « plan », dont 150 ont trouvé un emploi (71 depuis moins de six mois), 48 suivent une formation et le reste est au travail dans l'une des entreprises d'insertion ou des associations intermédiaires qui servent de « sas ». Mais 20 % des candidats virtuels ont abandonné et ont rejoint dans le chômage de longue durée ou la marginalisation. Et puis, dans la seule ville de Lille, il reste encore 13 000 demandeurs d'emploi, dont 4 000 chômeurs de longue



durée, 3 700 RMistes, et 3 500 jeunes inscrits dans les missions locales, qui ne pourront être tous accueillis malgré l'ampleur du programme.

C'est pourtant cette situation, « dramatique » ou « explosive », selon les interlocuteurs, qui a justifié à l'origine la mobilisation de « tous les acteurs » et le montage de ce plan, imaginé par M. Pierre de Saintignon, conseiller municipal et membre — fait exceptionnel — des cabinets de M. Michel Delebarre et de M. Martine Aubry. « Il fallait frapper un grand coup », martèle celui qui est

directeur général de La Sauvegarde de l'enfance et, sans conteste, l'âme du « plan » : « Les élus, les fonctionnaires et les chefs d'entreprise doivent prendre leurs responsabilités. Il fallait créer une synergie pour dynamiser les actions existantes ou pousser à l'émergence d'initiatives nouvelles. »

Tel qu'il est, le « plan lillois d'insertion » apparaît en effet comme une énorme concentration de moyens, capable d'entraîner l'adhésion et de diffuser dans la société, principalement dans la sphère économique. Sous la férule de la structure de tête, l'association Réussir,

animée par six permanents, s'est mise en place « en partenariat », vite devenu incontournable dans la capitale du Nord. Réussir active un gigantesque réseau de compétences diverses. S'y côtoient les représentants de l'administration, les différents éléments du service public de l'emploi et les organismes de formation, chaque bénéficiaire pouvant passer de cent cinquante à cinq-cents heures en stage. S'y ajoutent aussi tout ce que Lille compte de services sociaux, pour déborder l'arrière-plan des difficultés, les problèmes de santé, d'endettement ou de logement, qui empêchent de travailler. Enfin — et c'est le plus important — s'y associent les chantiers-écoles, les associations intermédiaires et les entreprises d'insertion, en plein essor, qui vont permettre à ces publics d'apprendre ou de réapprendre le travail. En aval, parce qu'elles ont compris l'enjeu, ou qu'elles souffrent de pénurie de main-d'œuvre, des entreprises traditionnelles vont participer et embaucher. Ainsi Carrefour, qui doit ouvrir un hypermarché dans le centre Eurallille, a-t-il confié au P.L.I. la préparation de 300 futurs salariés.

Concrètement, le dispositif fonctionne comme une chaîne et l'on s'aperçoit, avec le temps, que des rapprochements s'effectuent, sous l'impulsion de la mairie. Des travaux « non marchands » sont confiés à une association pour l'aménagement d'espaces verts dans un groupe scolaire. Ce qui permet de former seize chômeurs, dont Louis, cinquante-sept ans, cinq ans sans emploi, à qui M. Alain Chausson, son chef de chantier, promet qu'il peut « trouver tout de suite une place », après seulement trois semaines de réadaptation. Ici, des entreprises d'insertion comme Pyramide, brutalement passées à un effectif de 90 personnes, décrochent des marchés, dont celui du nettoyage de stations de métro, dans des conditions de stricte égalité de chances, et font travailler des « exclus », titulaires d'un CES (contrat d'emploi-solidaire), d'un CRE (contrat de retour à l'emploi) ou même du RMI, qui seront payés au SMIC horaire, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée. Il en est de même au sein du groupe Vitamine T — comme travail — qui comprend sept entreprises, dont une agence de travail temporaire, qui réalise 15 millions de chiffre d'affaires. Ici, qui « emploie » près de 500 personnes par an pour l'équivalent de 150 postes à temps plein. Les écologistes s'en mêlent, qui ont créé les Chantiers nature pour réhabiliter notamment les friches industrielles.

Un vivier pour les « vraies » entreprises

Peu à peu, le mouvement en faveur de l'insertion s'intègre dans l'économie lilloise. Les chefs d'entreprises traditionnelles y trouvent un vivier pour leurs propres emplois. Parfois poussés par le courant, ils vont maintenant plus loin, et s'engagent dans une collaboration, toute préventive surmontée. C'est le cas du groupe d'intégration RMO, qui s'apprête à soutenir la création d'une agence de travail temporaire qui sera dirigée par d'anciens chômeurs. « Ce ne sont pas des concurrents », assure M. Philippe Bonnet, directeur régional, qui reconnaît : « Mon objectif, c'est de leur piquer des gens. » A un autre niveau, c'est ce que fait le groupe régional du BTP, Caroni, qui

s'associe sur des appels d'offres avec des entreprises d'insertion « en groupement d'entreprise ou en sous-traitance ». « Il suffit qu'ils soient compétents », dit M. Jean-Claude Cousin, qui reconnaît que l'aide apportée à l'insertion vient compenser un manque de productivité (de 20 % à 50 %) et ne se traduit pas par des prix plus bas. L'idéal, à terme, est préfiguré par la SCOP du bâtiment COTRAV, dirigée par M. Christian Raingeval, qui a constitué une entité, COTRAV Insertion, pour embaucher directement dix chômeurs en difficulté, « parce que les entreprises normales doivent s'engager dans l'insertion ».

« Marché captif »

Une dynamique est née, qui doit cependant beaucoup au poids financier de la ville (150 millions de francs de travaux par an, dont un tiers de maintenance) et à la myriade de relais dont elle dispose. Les services techniques s'adressent pour une part aux entreprises d'insertion et les appels d'offres tiennent compte du volet « insertion » contenu dans les propositions faites par les entreprises classiques. Omniprésent et hégémonique, puisqu'il regroupe 20 000 logements qui abritent un quart de la population, dont la moitié des chômeurs, l'office municipal d'HLM ne fait pas mystère de ses intentions. Sur les 600 millions annuels de travaux (dont 150 de maintenance), un « marché captif de 15 millions, pour la qualité de service, a été réservé aux entreprises d'insertion », assure M. André Dupon, directeur d'agence, à l'origine de cette politique volontariste. « Cela fait partie des instruments modernes du métier de bailleur », prétend-il, en soulignant que cette action « nous assure le service après-vente social ». Les locaux retrouvent un emploi et les installations sont davantage respectées.

Quant aux entreprises normales, « elles jouent le jeu », et, affirme-t-il, elles ne sont pas victimes d'une « concurrence déloyale ». D'ailleurs, et il en est fier, les entreprises d'insertion ont finalement remporté 23,5 millions de francs de travaux en participant à des appels d'offres ouverts où elles ont été jugées « mieux disantes ». Ce que tout le monde semble admettre, après deux jugements du tribunal administratif.

Pour gagner le pari engagé, le « plan lillois d'insertion » devra cependant maintenir son effort à ces sommets pendant des années. Il faudra que tous les partenaires continuent d'y croire et ne jugent pas trop forte l'intrusion du social dans l'économie. Il faudra, aussi, que chacun y trouve son intérêt. Aujourd'hui, Lille vit dans l'euphorie de la construction de sa gare TGV et de l'édification de son centre d'affaires. Qu'en sera-t-il demain ? Pour un programme qui croit aux vertus du marché, il est indispensable que les entreprises d'insertion et les entreprises normales profitent d'un gâteau à se partager sans devoir se battre à mort. D'autant que le succès de la préparation à l'emploi chez les uns dépend de l'activité des autres, capables de recruter d'anciens chômeurs.

ALAIN LEBEAUBE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE P3R - 0,10% février 1988

Les intérêts courus du 18 décembre 1991 au 17 mars 1992 seront payables à partir du 18 mars 1992 à 505,09 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 75,76 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,68 francs, faisant ressortir un net de 410,65 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE P3R - 0,15% octobre 1988 et assimilés

Les intérêts courus du 18 décembre 1991 au 17 mars 1992 seront payables à partir du 18 mars 1992 à 492,45 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,86 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,20 francs, faisant ressortir un net de 400,39 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE P3R - 0,15% mai 1989 et assimilés

Les intérêts courus du 18 décembre 1991 au 17 mars 1992 seront payables à partir du 18 mars 1992 à 492,45 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,86 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,20 francs, faisant ressortir un net de 400,39 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE P3R - 0,25% mai 1989

Les intérêts courus du 18 décembre 1991 au 17 mars 1992 seront payables à partir du 18 mars 1992 à 487,39 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,10 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,02 francs, faisant ressortir un net de 396,27 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE P3R - 0,25% juillet 1989

Les intérêts courus du 18 décembre 1991 au 17 mars 1992 seront payables à partir du 18 mars 1992 à 487,39 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,10 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 18,02 francs, faisant ressortir un net de 396,27 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE P3R - 0,05% octobre 1990

Les intérêts courus du 18 décembre 1991 au 17 mars 1992 seront payables à partir du 18 mars 1992 à 124,38 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,65 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,38 francs, faisant ressortir un net de 101,15 francs.

SAPAR FINANCE P3R - 0,25% octobre 1989

Les intérêts courus du 18 décembre 1991 au 17 mars 1992 seront payables à partir du 18 mars 1992 à 121,85 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,27 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,49 francs, faisant ressortir un net de 99,09 francs.

sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,49 francs, faisant ressortir un net de 99,09 francs.

SAPAR

P3R - 0,25% décembre 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 18 décembre 1991 au 17 mars 1992 seront payables à partir du 18 mars 1992 à 121,85 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 36,55 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9 francs, faisant ressortir un net de 198,15 francs.

SAPAR

P3R - 0,25% décembre 1988 (tranche B)

Les intérêts courus du 18 décembre 1991 au 17 mars 1992 seront payables à partir du 18 mars 1992 à 121,85 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,27 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,49 francs, faisant ressortir un net de 99,09 francs.

SAPAR

P3R - 0,30% janvier 1989

Les intérêts courus du 18 décembre 1991 au 17 mars 1992 seront payables à partir du 18 mars 1992 à 242,43 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 36,55 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,95 francs, faisant ressortir un net de 197,12 francs.

SAPAR

Obligations 1% décembre 1986 (tranche 1)

Les intérêts courus du 23 mars 1991 au 22 mars 1992 seront payables à partir du 23 mars 1992 à 45 francs par titre de 5 000 francs, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 5 francs (montant brut : 50 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 2,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,85 francs, faisant ressortir un net de 40,66 francs.

Les retenues mentionnées au 2° paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 11% juin 1977

Les intérêts courus du 20 mars 1991 au 19 mars 1992 seront payables à partir du 20 mars 1992 à 99 francs par titre de 1 000 francs contre détachement du coupon n° 15 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 francs (montant brut : 110 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,07 francs, faisant ressortir un net de 89,44 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au paragraphe III de l'article 125 du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) et décret n° 83-559 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

FINANCES

Dans le souci de clarifier la situation

L'IFINT renonce à sa procédure d'appel contre le CBV

L'IFINT, holding luxembourgeoise de la famille Agnelli, et qui se trouve au centre de la bataille boursière pour le contrôle de Perrier, a décidé de renoncer à sa procédure d'appel contre la prorogation de son OPA (offre publique d'achat) sur Exntr décidée par le CBV (Conseil des Bourses de valeurs).

Par cette décision, le holding qui contrôle Exor et, avec ses alliés (Saint-Louis et la Société générale), 49,3 % de Source Perrier, renonce en fait à tenter d'obtenir l'interdiction de l'OPA lancée le 20 février par BSN sur Exor. Cette démarche a également pour but de simplifier la situation dans cette bataille boursière pour le contrôle du numéro un de l'eau minérale qui dure depuis le mois de novembre 1991.

Le 27 novembre dernier, l'IFINT lançait une OPA sur les deux tiers du capital d'Exor, à 1 320 francs l'action. Dès le 5 décembre, l'offre

était étendue à la totalité du capital. Cette OPA devait prendre fin le 24 janvier. Le 20 janvier, Nestlé et la Banque Indosuez lançaient une OPA sur la totalité du capital de Perrier au prix de 1 475 francs par titre. Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) décidait alors de prolonger l'OPA de l'IFINT jusqu'au 21 février. Le 6 février, nouvelle prolongation de l'OPA décidée par le CBV jusqu'au 24 mars.

Cette nouvelle prolongation suscitait l'appel de l'IFINT car le 21 février, BSN avait proposé à son tour une contre-OPA sur Exor. Or, pour être recevable, une contre-OPA doit être déposée au moins dix jours avant la clôture de l'offre initiale. Si la cour d'appel avait donné raison à l'IFINT sur la seconde prolongation, l'OPA aurait été close le 21 février. Ce qui n'est pas le cas, puisque l'IFINT a renoncé à sa procédure.

INDUSTRIE

Sous les prévisions

Le transport aérien de 5,5 % par an

Le transport aérien de passagers et de fret a augmenté de 5,5 % en 1991, selon les prévisions de l'Association française des transporteurs aériens (AFTA). Cette hausse est due à une augmentation de 6,5 % du trafic passagers et à une baisse de 1,5 % du trafic fret. L'AFTA prévoit une croissance de 5,5 % pour 1992.

Le trafic aérien français a connu une année record en 1991, avec un total de 10,5 millions de passagers. Cette performance est due à une augmentation de 6,5 % du trafic passagers et à une baisse de 1,5 % du trafic fret. L'AFTA prévoit une croissance de 5,5 % pour 1992.

Le trafic aérien français a connu une année record en 1991, avec un total de 10,5 millions de passagers. Cette performance est due à une augmentation de 6,5 % du trafic passagers et à une baisse de 1,5 % du trafic fret. L'AFTA prévoit une croissance de 5,5 % pour 1992.

Le trafic aérien français a connu une année record en 1991, avec un total de 10,5 millions de passagers. Cette performance est due à une augmentation de 6,5 % du trafic passagers et à une baisse de 1,5 % du trafic fret. L'AFTA prévoit une croissance de 5,5 % pour 1992.

Le trafic aérien français a connu une année record en 1991, avec un total de 10,5 millions de passagers. Cette performance est due à une augmentation de 6,5 % du trafic passagers et à une baisse de 1,5 % du trafic fret. L'AFTA prévoit une croissance de 5,5 % pour 1992.

Le trafic aérien français a connu une année record en 1991, avec un total de 10,5 millions de passagers. Cette performance est due à une augmentation de 6,5 % du trafic passagers et à une baisse de 1,5 % du trafic fret. L'AFTA prévoit une croissance de 5,5 % pour 1992.

Le trafic aérien français a connu une année record en 1991, avec un total de 10,5 millions de passagers. Cette performance est due à une augmentation de 6,5 % du trafic passagers et à une baisse de 1,5 % du trafic fret. L'AFTA prévoit une croissance de 5,5 % pour 1992.

Le trafic aérien français a connu une année record en 1991, avec un total de 10,5 millions de passagers. Cette performance est due à une augmentation de 6,5 % du trafic passagers et à une baisse de 1,5 % du trafic fret. L'AFTA prévoit une croissance de 5,5 % pour 1992.

Le trafic aérien français a connu une année record en 1991, avec un total de 10,5 millions de passagers. Cette performance est due à une augmentation de 6,5 % du trafic passagers et à une baisse de 1,5 % du trafic fret. L'AFTA prévoit une croissance de 5,5 % pour 1992.

مكتبة من الكتب

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Selon les prévisions de Boeing

Le transport aérien augmenterait de 5,5 % par an d'ici à l'an 2000

Le marché aéronautique se de beaux jours devant lui si l'on croit les prévisions à long terme de Boeing. L'avionneur américain prévoit un développement du transport aérien à un rythme moyen de 5,5 % par an d'ici à l'an 2000, revenant à 5 % au cours des dix années qui suivront. Selon nous, les événements de 1991 n'ont constitué qu'une légère inflexion à court terme de la tendance générale, a estimé M. Dick Albrecht, vice-président de Boeing Commercial Airplane Group, même si l'on observe aujourd'hui « des taux d'endettement record, un resserrement du crédit et une baisse de confiance de la part des consommateurs ».

Ces prévisions optimistes se fondent sur un taux de croissance de l'économie mondiale de 3,4 % par an entre 1991 et l'an 2000 et sur un coût des carburants évoluant autour de 20 dollars le baril jusqu'à la fin de la décennie. Boeing annonce d'ici à 2010 un triplement du nombre de passagers-kilomètre payants augmentant en moyenne de 5,2 % par an. C'est l'extrême-Orient qui bénéficiera le plus de cette expansion avec une progression annuelle de 8,6 %. Boeing prévoit que le trafic intérieur aux États-Unis progressera de 5 % à 7 %

Les « bêtises » à la mode espagnole

La société qui fabrique les bêtises de Cambrai, ces célèbres bonbons à la menthe, vient d'être rachetée par le groupe de confiserie espagnol Chupa Chups. Cession décidée par M. Daniel Chavy, arrière-petit-fils du créateur de ces bonbons en 1850.

En dépit de leur notoriété toujours vivace, les bêtises ne réalisaient plus qu'un chiffre d'affaires de 9,5 millions de francs. Selon M. Chavy, leur intégration dans un groupe dont le chiffre d'affaires, dans le monde entier, est de 1,2 milliard de francs, devrait leur offrir un nouveau marché.

Le président de Chupa Chups France, M. Jean-Martin Gautier, présidera désormais aux destinées de la firme, dont la production devrait être maintenue à Cambrai.

COMMUNICATION

Le plan de M. Silvio Berlusconi

Premières suppressions d'emplois prévues à La Cinq

De premières indications circulent à La Cinq sur le détail des suppressions d'emplois prévues par le projet de reprise de M. Silvio Berlusconi. Depuis février, les salariés de La Cinq savent que M. Berlusconi compte maintenir 400 contrats à durée indéterminée et déterminer 204 emplois intermittents sur 310 salariés toutes catégories confondues, supprimant ainsi un petit peu moins de 300 emplois (soit presque deux fois moins que le plan de restructuration présenté par Haebette en décembre). L'administrateur judiciaire, M. Hubert Laffont, a annoncé la semaine dernière au comité d'entreprise que deux réunions seraient consacrées, le 6 et le 11 mars, à ces suppressions d'emplois.

Une liste non nominative établie par la direction a commencé à circuler, mardi 3 mars, dans la chaîne, avec un détail service par service sur les 112 premiers licenciements.

La plupart des responsables des programmes recrutés par Haebette en 1990 (divertissements, documentaires, filiale cinéma, achats) et de nombreux membres de leurs équipes céderaient la place aux experts italiens. La rédaction, de son côté, semble moins touchée : 22 licenciements (dont 16 journalistes) sur un effectif de 158 personnes.

o Alexandre Baloud quitte ses fonctions à M6. — Alexandre Baloud, directeur des programmes et de l'information de la chaîne de télévision M6, a présenté mardi 4 février sa démission. Dans un communiqué, la direction de la chaîne lui a rendu hommage en indiquant que, grâce à son travail, l'audience avait progressé de manière « significative ». Pour expliquer son départ, M. Baloud a déclaré que celui-ci était prévu de longue date : « Je suis journaliste avant tout et je souhaite revenir sur le terrain après trois ans passés à la direction des programmes et de l'information de M6. » Invité à tirer le bilan de son expérience, M. Baloud a estimé que la « réglementation » était principalement à l'origine des déboires financiers de l'audiovisuel en France. Son successeur à la direction des programmes est M. Thomas Valentin, auparavant responsable des achats et de la production.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

sogera

filiale d'EIF aquitaine

RÉSULTAT NET EN CROISSANCE DE 49 % DIVIDENDE: 21 F / ACTION

Le Conseil d'Administration de Sogera réuni le 2 mars 1992 a arrêté les comptes de 1991 qui seront soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 1992.

Le résultat net 91 s'élève à 110,5 MF contre 74,4 MF en 1990 soit une progression de 49 %.

Le résultat net par action progresse de 7 % de 21,20 F à 22,71 F, compte tenu de l'augmentation de capital réalisée le 14 mai 1991 et du choix de 83 % des actionnaires d'opter pour le paiement en actions du dividende 90.

(en MF)	EXERCICE 91	EXERCICE 90
Revenus nets courants	91,7	92,2
dont : dividendes reçus des filiales	52,5	67,9
- intérêts sur trésorerie	28,9	5,9
Revenus exceptionnels nets	13	(17,6)
RÉSULTAT NET	110,5	74,4

Avant impôt, les revenus courants s'élèvent à 118 MF contre 108,2 MF l'an dernier. Cet accroissement provient principalement des produits de trésorerie (43,7 MF contre 9,4 MF) générés par l'augmentation de capital et qui compensent le recul des revenus reçus des filiales et participations (66,7 MF en 1991 contre 82,9 MF en 1990).

Les revenus exceptionnels s'analysent par la compensation de :
- 30 MF de moins values nettes de cessions, résultant principalement de la réduction du portefeuille boursier.
- des reprises de provisions nettes de 45,1 MF (reprises qu'en 1990 les dotations nettes aux provisions s'élevaient à 73,4 MF).

DIVIDENDE

Au titre de l'exercice 1991, il sera proposé à l'Assemblée Générale de fixer à 21 F par action le montant du dividende.

Compte tenu de l'accroissement du nombre d'actions, ce versement global sera ainsi accru de plus de 38 %.

Cette année encore, les actionnaires auront la faculté de recevoir leur dividende en actions selon les modalités qui feront l'objet d'une information ultérieure.

Le Monde des Carrières

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

recherche

pour son siège, basé à Paris, un

Ingénieur financement de projets

Celui-ci aura pour mission de conduire l'instruction, l'évaluation et le suivi des projets soumis au financement de l'établissement dans le secteur transport.

Il devra contribuer à la réflexion générale sur les méthodes d'intervention dans ce secteur et assurer tous contacts professionnels nécessaires dans le cadre de ses activités.

Il devra être en mesure de proposer des solutions en vue d'améliorer la gestion et le développement des entreprises étudiées.

Une formation d'ingénieur et une expérience professionnelle de quelques années sont nécessaires pour réussir dans ce poste qui implique des qualités de contact et de négociation, une disponibilité pour des missions, un intérêt marqué pour les problèmes de développement ainsi qu'une bonne connaissance des techniques d'évaluation économique et financière.

Une bonne maîtrise de l'anglais est requise.

Envoyer lettre de candidature + CV sous n° 8489

Monde Publiée, 15-17, rue du Colonel-Pierre-avia
75902 Paris Cedex 15

Établissement public à vocation financière intervenant dans les pays en voie de développement

RECHERCHE

pour son siège, basé à Paris, un

JURISTE GÉNÉRALISTE

Le candidat retenu participera à l'appui juridique et fiscal à l'établissement, aussi bien en ce qui concerne ses opérations de financement (montage, suivi) que son fonctionnement interne (études, contentieux).

Le poste à pourvoir requiert une formation juridique de niveau 3^e cycle en droit privé, orienté en priorité vers le droit des affaires et la fiscalité, ainsi qu'une expérience professionnelle minimum de trois ans dans ces domaines.

Une bonne maîtrise de l'anglais est requise.

Envoyer lettre de candidature + CV sous n° 8490

Monde Publiée, 15-17, rue du Colonel-Pierre-avia
75902 Paris Cedex 15

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

maîtrise droit privé, pour service juridique et contentieux

EXPÉRIENCE :

(3 ans minimum) dans secteur immobilier d'entreprise appréciée.

Disponibilité, déplacements en province fréquents.

Envoyer CV + prétentions à :

BATICENTRE, 105, bd Haussmann, 75008 Paris

CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL, à fort potentiel, recherche pour DOUALA (Cameroun) :

Des jeunes EXPERTS-COMPTABLES diplômés ou finalistes.

Des AUDITEURS confirmés et diplômés de grandes écoles, universités (maîtrise, D.E.S.S., M.I.A.G.E., D.E.S.C.F.).

Adresser lettre, CV, photo, prétentions, sous n° 8491

au Monde Publiée, 15/17, rue du Colonel-P.-Avia
75902 Paris Cedex 15

Association pour la Rééducation Professionnelle et l'Intégration des personnes Handicapées (A.R.P.I.H.) recrute

DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour ses établissements de la région Nord/Pas-de-Calais : ateliers de production et services commerciaux, centre de formation. Services d'insertion et résidences

Formation technique, solide expérience de gestionnaire et de commercial (à l'export appréciée)

Ouverture d'esprit et sens social pour animer et coordonner les équipes chargées de la formation et de l'insertion socioprofessionnelle des personnes âgées (handicapées physiques)

A.R.P.I.H., secrétariat, 81, rue de Wavre, 59166 BOUSBEQUE

AGENCE DE COOPÉRATION RÉGIONALE POUR LA DOCUMENTATION EN RHONE-ALPES (ACORD)

cogérée État-Région

RECRUTE SON DIRECTEUR (H/F)

Mission : Sous l'autorité du Conseil d'administration, il gère, anime, coordonne les activités de l'Agence ; assure la direction de projets, en collaboration étroite avec les organismes de documentation et les bibliothèques de la région ; développe une politique partenariale aux niveaux national et international.

Profil : Bonne expérience de la gestion d'un organisme de documentation. Diplôme niveau 3^e cycle (bac + 5 : DESS, DEA...). Pratique des langues. Résidence professionnelle : Valence.

Adresser candidature à : M. le Président
ACORD, 471, avenue Victor-Hugo - 26000 Valence

REPRODUCTION INTERDITE

LE C. ASSOCIATION AGRÉE DE SÉJOURS LINGUISTIQUES, rech. PRO-FESSEUR ANGLAIS/ALLEMAND, JUILLET ou AOUT. Tél. : 171 42-67-75-76.

URGENT
recrute
VENDEUSE QUALIFIÉE
bonne présentation
Se présenter :
6, rue Sévigné, Paris-18^e
Dern. LIGNE

ORGANISME DE FORMATION
MARINE-LA-VALLEE
cherche

FORMATEUR EN ASSURANCES

Interventions en entreprises
Niveau BP. Connaissances en assurance de personnes et IARD. Expérience de la formation souhaitée. BTS Assurances minimum exigé. Salaires à négocier selon profil. Répondre au :
80-05-14-48

Sté Conseil, RÉALISATION APPLI DOCUMENTAIRES

recherche Paris
ASSISTANTE COMMERCIALE
Connaissances info-info et documentaires, goût des contacts, dynamisme et autonomie.
CV à SCALAIRE
75006 Paris

Conseil strat. fin. mar. ch. H/F jeune, HEC ou équiv., maîtrise admissible, autonome, présentable à une BG.
Tél. : 48-10-50-70.

COMITÉ BANQUE DE PARIS

cherche

EMPLOYÉ(E)

Animations culturelles

Titulaire DEFA ou équivalent. Organisation, rédaction, dynamisme souhaités. Siret dossier 115 000 F annuel brut. Réf. n° 8492
LE MONDE PUBLIÉE
15-17, rue du Col.-P.-Avia
75902 Paris Cedex 15.

Cabine traduct. juridique, rech. missions ponctuelles, juristes et traducteurs, experts langues européennes et anglaises.
Ecrire sous réf. 8493.
Le Monde Publiée,
15-17, rue du Col.-P.-Avia,
75902 Paris Cedex 15.

URGENT. Ecole de danse (150 km nord Paris, 1815 m. alt.) ch. Professeur de Modern Jazz cours adult. et enf. (8 p. de 4 ans)

Envoyer CV à :
Ecole de danse S. POLARD
7 bis, rue Notre-Dame
10000 Gisors
(06) 234-91-27, 23-62-57-69

SAGE

S.E.M.I. de TREMBLAY-EN-FRANCE

1931

Aménagement et Construction

recherche

CHARIÈRE

D'OPÉRATIONS

pour montage dossiers

de ZAC et conduits d'opérations.

Bonne expérience professionnelle.

Adresser cand. CV

+ dossier réf. montage opé.

à SAGE BP 6

93290 Tremblay-en-France

JURISTE (H.F.)

Société en droit fiscal et des sociétés. Diplômé de l'enseignement supérieur (bac + 3 minimum). Il devra avoir en charge la réalisation d'une étude relative aux statuts du travailleur indépendant.

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE 10 MOIS

Adresser lettre de candidature + CV

+ photo sous réf. 35211M

à LTA Antoine St-Lazare

10600 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

75010 Paris Cedex 15

Le Monde des Carrières

CONCOURS 1992

En 1992, l'Ecole Nationale de la Magistrature organise deux concours d'entrée :
Le premier, qui offre 120 postes, s'adresse aux candidats âgés de 27 ans au plus au 1er janvier 1992 et titulaires au moins d'une licence.
Le second, pour 30 postes, concerne les fonctionnaires et agents publics âgés de 40 ans au plus au 1er janvier 1992 et justifiant à la même date d'au moins quatre ans de service.
Les candidats doivent déposer leur demande d'inscription au Parquet du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Cayenne, Nanterre et Nantes.
Les épreuves orales d'admission auront lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.
Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le 1er concours d'admission à l'Ecole Nationale de la Magistrature aura lieu en novembre et décembre 1992, à des dates à déterminer ultérieurement par le jury.

Les conditions détaillées d'admission à concours et le programme des épreuves peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse suivante :
Ecole Nationale de la Magistrature
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX Cédex

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2^e arrdt
METRO BOULVARD
BEAU 2 PCES, cuis., w.c.,
bain, chauffage indiv., digicode,
Gardien - Façade neuve.
485 000 F. ord. 43-70-04-84.

3^e arrdt
GRAND STUDIO
Refait, imm. 17^e, R+scd
P. 750 000 F.
Tel. 43-04-24-30.

4^e arrdt
LES ATELIER
HOTEL DE VILLE
LIVRAISON 1^{er} TRIM. 1992
Du studio au 7 P., duplex
Terrasse, parking
Protections exceptionnelles
45-72-50-59
ELMER DWIGHT EGOARD

5^e arrdt
CHATELET (4^e), immeuble
P. 1^{er} étage, 4 appartements
4 étages + 150 m² + 20 m²
terrasse, 5 p. originaux,
chauffage central, 2 pers.
possibles. Prix : 4 millions
URGENT
43-89-24-63 (R. éq.).

6^e arrdt
RUE MILITAIRE
RUE PIETONNE, RARE
Rég. 1^{er} étage, P. 500 F.
STUDIO 790 000 F.
VUE TOUR EIFFEL
CASSIN - 45-85-43-43.

7^e arrdt
RUE VERNEUIL
B. STUDIO TT CFT
1050 000 F. 45-85-43-43.

8^e arrdt
M^e ALMA
4 étages, grand 2 pièces
sur 80 m²
45-22-03-80
43-59-59-04

9^e arrdt
PARIS 8^e, RUE LA BOÉTIE
Studio 28 m² dans imm. class.
1 plan, 1 bath, 1 s.d.b., w.c.,
cuisine équipée, 2 étages,
cave, digicode, parking
chauffage. Très bon état.
Prix : 800 000 F.
Tél. 43-85-43-43 (R. éq.).

10^e arrdt
J.F. 27 ans, Bac +3, anglais
courant, exp. informatique,
rech. emploi d'assistante
scénariste. Tél. 43-85-43-43.

11^e arrdt
J.F. 27 ans, Bac +3, anglais
courant, exp. informatique,
rech. emploi d'assistante
scénariste. Tél. 43-85-43-43.

12^e arrdt
NATION - 2 PIÈCES
Tt conf., 2 étages, clim
cheffr. indiv., digicode
gardiennage, 2 étages,
445 000 F. ord. 43-70-04-84.

13^e arrdt
M^e NATION, BO PICPUS
Imm. rénovée, BEAU STUDIO
cuis., w.c., bain, w.c.,
eau, w.c., Grande cave
850 000 F. - 45-04-35-35.

14^e arrdt
Forte Dorée, 5 p. 100 m²
1870, 9^e ét., cuisine s/l'ind.
Vue dégagée, box, urgent.
2 700 000 F. Remise à neuf.
V.A.S. du mercredi au samedi.
12 h/18 h, 17, rue du Colonel
Oudin. Etc. C. 43-45-22-53.

15^e arrdt
IMM. PIERRE DE T.
Ancien
2 P. ET 3 P.
Surfaces aménagées
A partir 19 000 F/m²
Vente jeudi 13 h 30/16 h 30
5, RUE FORNIER-MARÇAY

16^e arrdt
DUPLIX
PLEIN CIEL
Terrasse 50 m²
3 ch., 3 s.d.b., bain
VUE CALME ABSOLUE
Livraison 4^e trim. 92
45-72-50-59

17^e arrdt
PARC MONTSOURIS studio
22 m², ref. 9^e ét., P. 500 F.
550 000 F. 34-85-08-84.

18^e arrdt
OBERFERT, Pierre de T. 3^e ét.
est. 85 m² bon plan
1 570 000 F. 45-87-95-17.

19^e arrdt
Alma, P. 5 p., 180 m², serv.
baillet, P. 5 p., 120 m², bal.
Ampl. mod., 130 m², serv.
Morgue, 5 p., 100 m², serv.
Port. 3/4 p. 43-55-10-38.

20^e arrdt
M^e JOURDAIN
2 P. cuis., w.c., 2 ét.
45-22-03-80, 43-59-59-04

21^e arrdt
78 ST-GERMAIN-EN-LAYE
Part. vend. beau 5 p. 100 m²
réf. mod., 45-22-03-80, 43-59-59-04

22^e arrdt
NEUILLY-ROULE
Bel imm., pierre de t. 7 P.
2 b. 200 m², 200 m², 200 m²,
EUROPA - 47-05-24-10.

23^e arrdt
MONTEAU, imm. stand.
1985, 5 P. 125 m², bal.,
part. s/l'ind., 8^e et dernier ét.
Nécessite répar. 2 450 000 F.
Boulevard, S.I. 39-89-82-37.

24^e arrdt
LEVALLOIS (Seine 17^e)
Neuf, jamais habité, 45 m²,
avec terrasse, env. 190 m²,
Réception double + salon
+ cuisine, 2 b. de bain
+ 1 s.d.b., cuisine, Cave.
2 pers., 1 pers. nous réduits.
45-22-03-80, 43-59-59-04

25^e arrdt
ASNIÈRES de la Seine, 1874
PARTICULIER, 100 m², 100 m²,
Tt conf., 2 étages, clim
cheffr. indiv., digicode
gardiennage, 2 étages,
445 000 F. ord. 43-70-04-84.

26^e arrdt
Cue, équip. et s.d.b., nouvelle
Porte blindée, serv. cave
Asc., interph., parking couvert.
800 000 F. Tél. 40-85-08-84

27^e arrdt
94
Val-de-Marne
LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS

28^e arrdt
LE RÉSIDENTIEL
DE BERCY
EXCEPTIONNEL
3 PIÈCES, 73 m² NEUF
Libre de suite. Exp. S.O.
double parking inclus

29^e arrdt
LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS
Tél. 43-27-15-12

30^e arrdt
Province
DEAUVILLE
Dans immeuble récent,
part. vend. beau studio, prov.
Hôtel Royal, 150 m², 150 m²,
27 m², 150 m², 150 m², 150 m²,
Park., cave et conf. État
Imprec. - 43-59-59-04

31^e arrdt
A voir absol., Port-Camargue,
de réél., avec pisc. Merne, Duplex
Type 2, 2 b. 200 m², 200 m²,
500 000 F. 43-59-59-04

32^e arrdt
BD MURAT
Part. vend. dans petit imm.
ancien. Fables chères.
BEAU 2 P. 42 m²

33^e arrdt
R. de Ch., 4^e et 5^e ét., 10 m²,
Living 21 m² + chère 14 m²,
P. 500 000 F. Tél. 43-59-59-04

34^e arrdt
REFAIT NEUF, TRÈS CALME.
850 000 F. 43-59-59-04

35^e arrdt
automobiles
Café, Peugeot vend
450 000 F. 43-59-59-04

36^e arrdt
Café, Peugeot vend
450 000 F. 43-59-59-04

37^e arrdt
Café, Peugeot vend
450 000 F. 43-59-59-04

38^e arrdt
Café, Peugeot vend
450 000 F. 43-59-59-04

39^e arrdt
Café, Peugeot vend
450 000 F. 43-59-59-04

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS
Préférence RIVE GAUCHE
avec ou sans travaux.
P. 500 000 F. ord. 43-70-04-84.

ACHÈTE COMPTANT
NOTAIRE, studio, à 9 P.
OCCUPATION IMMÉDIATE.
43-04-04-84, poste 237.

EMBASSY SERVICE
recherche clients
ÉTRANGERS APPARTS
DE HAUT DE GAMME
PARIS, RESIDENCE
Tél. : (1) 45-62-16-40

CABINET KESSLER
78, Champ-Élysées, 8^e
recherche de clients urgents
beaux appart. de standing,
p. 200 m², 200 m², 200 m²,
43-59-59-04

immobilier information
LOI MEHAUGNERIE
Gestion
location assurée
Gardiennage
location 3 ans.

GROUPE BAMA
Constructeur
45-38-86-81.

hotels particuliers
PL. DES TERRES (belle Hte)
part. 220 m² + s/l'ind. usage
professionnel ou bourgeois. R. de ch.
Cave, cuisine, chauffage central
médical, jardiens de commant.
440 000 F. Tél. : 40-45-72.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e,
47, rue Victor Hugo
Tél. : 42-55-38-13, le soir.

locations meublées offres
Paris
Particulier loue
2 P., totalement meublé
(35 m²), Paris 16^e

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
7 ^e ARRONDISSEMENT								
5/6 PIÈCES 159 m², 1 ^{er} étage	110, rue Saint-Dominique SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	22 000 + 2 280 15 840	4/5 PIÈCES 159 m², 5 ^e étage possib. parking	135, av. de Versailles SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	15 900 + 2 366 11 408	4 PIÈCES 90 m², 3 ^e étage parking	COURBEVOIE 35, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 200 + 630 8 650
8 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 92 m², 5 ^e étage	4, rue Robert-Edonne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	12 580 + 824 9 058	5/6 PIÈCES 177 m², 4 ^e étage possib. parking	15-17, rue Reynouard SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	26 300 + 3 653 19 939	6 PIÈCES 104 m², 1 ^{er} étage	COURBEVOIE 33, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 700 + 735 8 925
11 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PCES IMM. NEUF 46 m², 2 ^e étage Box, cave	8, Cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-70	4 800 + 480	2 PIÈCES 75 m², 4 ^e étage possib. parking, cave	14, rue Pétrarque SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	26 650 + 2 187 19 116	5 PIÈCES 107 m², 3 ^e étage possib. parking	COURBEVOIE 92, galerie des Damiens SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 200 + 1 784 3 744
3 PCES IMM. NEUF 71 m², 2 ^e étage box, cave	8, cité de Phalsbourg CGI - 40-16-28-70	7 000 + 680	17 ^e ARRONDISSEMENT	27, avenue Kléber CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	9 970 + 1 015 7 450	3 PIÈCES 80 m², 4 ^e étage parking	GARCHES 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 200 + 910 4 734
12 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 64 m², 7 ^e étage parking, cave	9/10, rue Jules-César AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 180 + 680 5 110	4 PIÈCES 110 m², 6 ^e étage cave	173, bd Pénine AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	15 000 + 1 200 10 874	3 PIÈCES 95 m², RC possib. parking	GARCHES 5/9, rue du Regard CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 900 + 600 5 190
13 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 64 m², 5 ^e étage parking	21, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 000 + 981 5 040	19 ^e ARRONDISSEMENT	74/84, rue Petit AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 010 + 1 170 4 277	4 PIÈCES 87 m², 1 ^{er} étage 2 park., 2 balcons	NEUILLY 9, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	10 360 + 818 7 830
15 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 63 m², 4 ^e étage cave	11, rue A. Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 800 + 800 5 408	78 - YVELINES	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 quai, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 700 + 1 040 4 788	4 PIÈCES 121 m², 5 ^e étage	NEUILLY 92, rue de Longchamp AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	12 500 + 1 813 8 895
3 PIÈCES DUPLEX 87 m², 5/6 ^e étage 2 parkings, 2 balcons Terrasse 27 m²	4, rue du Bocage LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	9 700 + 813 7 254	4 PIÈCES 110 m², 3 ^e étage possib. parking	VERSAILLES 36 bis, rue du Mal. Gallieni CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de parking	8 130 + 1 380 9 124	5 PIÈCES 168 m², 2 ^e étage	NEUILLY 14, rue Chauveau AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	17 500 + 1 841 12 463
4 PIÈCES 80 m², 1 ^{er} étage Possib. park.	17/19, rue Bausset CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 110 + 1 520 5 390	PAVILLON 6 PIÈCES 121 m², jardin garage	VILLEPREUX 9, impasse de la Fontaine AGIFRANCE - 30-44-01-13 Frais de commission	7 028 + 345 4 998	7 PIÈCES 261 m², 4 ^e étage	NEUILLY 43, bd Victor-Hugo AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	27 009 + 3 208 19 219
16 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 74 m², RC cave	7, rue Vital AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 000 + 900 4 982	92 - HAUTS-DE-SEINE	BOULOGNE 229, boulevard Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71	4 363 + 598	4 PIÈCES 89 m², 3 ^e étage parking, cave	SURESNES 19, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	7 120 + 1 240 5 067
2 PIÈCES 53 m², 7 ^e étage balcon, parking	185, bd Murat LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	6 560 + 629 4 268	2/3 PIÈCES 51 m², 3 ^e étage parking	BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 000 + 1 220 2 846	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
4 PIÈCES 122 m², 7 ^e étage possib. parking	11-13, rue Gros SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	14 700 + 1 998 10 584	STUDIO 55 m², 1 ^{er} étage parking, cave	BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 200 + 1 700 5 835	3 PIÈCES 78 m², 12 ^e étage parking, cave	PIERREFITTE 52/64, av. Gal.-Gallieni AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 160 + 1 020 2 249
4/5 PIÈCES 138 m², 3 ^e étage	87/89, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	18 000 + 1 945 12 960	3 PIÈCES 82 m² rez-de-chaussée	BOULOGNE 33/35, rue Anna-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 200 + 1 700 5 835	94 - VAL-DE-MARNE		
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
3 PIÈCES 74 m², RC cave	7, rue Vital AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 000 + 900 4 982	2 PIÈCES 48 m², 4 ^e étage	BOULOGNE 6, rue des Princes SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 800 + 994 3 456	2 PIÈCES 54 m², 1 ^{er} étage parking, cave	VINCENNES 4, allée N.-Népoc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 805 + 540 3 420
94 - VAL-DE-MARNE								
2 PIÈCES 53 m², 7 ^e étage balcon, parking	185, bd Murat LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	6 560 + 629 4 268	3 PIÈCES 69 m², 2 ^e étage parking	BOULOGNE 33/37, rue Louis-Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 500 + 695 5 781	4 PIÈCES 83 m², 2 ^e étage 2 parkings, balcon	VINCENNES 84, rue Deira LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	8 777 + 800 5 156
95 - VAL-D'OISE								
4 PIÈCES 122 m², 7 ^e étage possib. parking	11-13, rue Gros SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	14 700 + 1 998 10 584	4 PIÈCES 94 m², 2 ^e étage parking	BOULOGNE 33/37, rue Louis-Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	13 000 + 941 10 150	95 - VAL-D'OISE		
4/5 PIÈCES 138 m², 3 ^e étage	87/89, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	18 000 + 1 945 12 960						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région et 630 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 844 000 lecteurs.
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.
(Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires.
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour tous renseignements : **PROFESSIONNELS 46-62-73-43**
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



VIE DES ENTREPRISES

Futur concurrent pour SGS-Thomson

Daimler-Benz veut renforcer son activité « composants »

Confronté à la baisse d'activité du secteur de l'automobile et à la crise de l'électronique, Daimler-Benz veut intensifier sa diversification dans l'électronique. Pour mieux affronter ce secteur, le premier groupe industriel allemand a décidé de créer une nouvelle société en regroupant les unités microélectroniques de ses filiales AEG et Deutsche Aerospace (DASA).

La nouvelle firme, qui porte provisoirement le nom de Mikroelektronik Gesellschaft mbH, aura un capital de 600 millions de marks (2 milliards de francs environ) détenu à part égale par AEG et DASA. Elle emploiera 16 500 salariés. Son objectif est d'atteindre un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de marks cette année. Son premier exercice devrait se solder par une perte de 100 millions de marks, mais un profit est attendu en 1993.

Mikroelektronik Gesellschaft prévoit de réaliser un maximum de

20 % de son chiffre d'affaires au sein du groupe Daimler-Benz; 1,5 milliard de marks doit être investi pour la production d'ici à 1996, 1,7 milliard pour la recherche et le développement.

Telefunken Electronic GmbH (TEG), actionnaire à hauteur de 50 % de la société de composants électroniques Matra MHS constituera le cœur de la nouvelle entité. DASA, de son côté, apporte notamment les activités dans les « puces sur mesure » (ASIC) produites par Messerschmitt-Bölkow-Blohm GmbH (MBB), ainsi que l'électronique automobile de Dornier.

Ce nouveau pôle devrait encore accroître le poids de l'Allemagne dans le domaine de l'équipement automobile, domaine où, avec Bosch en particulier, ce pays a déjà une position forte. D'autant plus que le nouveau groupe serait, selon M. Peter Koetke, président de Mercedes France, prêt à procéder à des

acquisitions. Une telle stratégie est à comparer à celle du groupe Matra qui cherche au contraire à se désengager des 30 % qu'il détient dans la société d'équipement automobile Ufiema. D'autant plus que Daimler-Benz et Matra entretiennent de multiples relations financières (Daimler-Benz détient 4,9 % du capital de Matra) et industrielles (dans le domaine du radiotéléphone numérique en particulier).

Si les deux groupes faisaient affaire ensemble, l'accord pourrait avoir de multiples répercussions : dans la mesure où Ufiema est un important acheteur de composants ASIC SGS-Thomson, composants « sur mesure » qui sont également la spécialité de TEG. Chez Matra, on indique ne pas être actuellement en négociation avec Daimler-Benz sur ce point, bien que Daimler-Benz ait déjà manifesté son intérêt pour Ufiema.

ANNIE KAHN

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CESSIONS

Chargers Textiles cède 51 % des Teintures et Apprêts de Rouanne (TAR). - Le groupe Chargers cède 51 % du capital de l'entreprise d'ennoblissement Teintures et Apprêts de Rouanne (TAR) (140 personnes, 70 millions de francs de chiffre d'affaires) à la société holding BDS. Celle-ci est détenue par le PDG de TAR, M. Claude Dessertine (51 %), la SIMM (24,3 %) et Bel Maille Finance, holding familiale du trio-riche rouennais Bel Maille (24,3 %). Chargers Textiles qui emploie 9 000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 7,9 milliards de francs en 1991, conserve 49 % de TAR.

ASEA Brown Boveri (ABB) met en vente ses activités « instruments de mesure ». - Désireux de se recentrer sur l'électromécanique dont il est le numéro un mondial, le groupe suédo-helvétique ASEA Brown Boveri (ABB) a annoncé, mardi 3 mars, la mise en vente de ses activités « instruments de

mesure » (compteurs d'eau, etc.). Les trois principales sociétés du groupe sur ce marché sont britanniques : ABB Kent-Taylor, Kent Introl et Kent Meters. La cession de cette division, bien implantée sur son marché, devrait générer une substantielle plus-value, alors qu'elle emploie 4 500 personnes seulement et représente moins de 2 % du chiffre d'affaires total du groupe qui atteignait en 1990, 26,7 milliards de dollars (150 milliards de francs).

ATTRIBUTION

La compagnie TAT desservira Marseille et Toulouse. - M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a attribué, le 2 mars, dans le cadre de la libéralisation souhaitée par Bruxelles, deux lignes aériennes intérieures - Paris-Roissy-Marseille et Paris-Roissy-Toulouse - à la compagnie TAT, qui concurrencera ainsi Air Inter. TAT les exploitera à partir du mois de septembre avec des Fokker 100 ou des Boeing 737. Aucune compagnie ne s'étant portée candidate, le gouvernement a renoncé à attribuer Paris-Roissy-Marseille et Paris-Roissy-Toulouse à la compagnie TAT. Le peu d'enthousiasme des transporteurs à desservir Paris au départ de l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle a amené le ministre de l'équipement à mettre à l'étude une éventuelle évolution des règles de partage de la desserte aéroportuaire entre les deux plateformes parisiennes.

RÉSULTATS

La Rochette : bénéfice net de 28,8 millions de francs en 1991. - Victime de l'effondrement des prix de la pâte à papier, le groupe papeterier et d'emballage en carton La Rochette n'a réalisé l'an dernier qu'un bénéfice net de 28,8 millions de francs, huit fois inférieur à celui de 1990 (230,2 millions), pour un chiffre d'affaires de 3,7 milliards de francs. Ce résultat permettra le versement d'un dividende de 1,20 franc par action, supérieur de 10 centimes à celui de l'année précédente. Mais, précise le groupe, sans la plus-value tirée de la cession de Soulier (récupération de vieux papiers) à la Compagnie générale des eaux, La Rochette aurait terminé l'année 1991 dans le rouge. Le résultat courant a en effet été négatif de 45,3 millions de francs, contre un résultat courant positif de 345 millions un an auparavant.

Alusuisse : bénéfice net 1991 en recul de 62 %. - Le bénéfice net du groupe Alusuisse-Lonza s'est élevé en 1991 à 101 millions de francs suisses (373 millions de francs français), en recul de 62,3 % par rapport à l'année précédente, sous l'effet de la récession et de l'effondrement des cours de l'aluminium. Le président du conseil d'administration du groupe Hans K. Jucker a affirmé mardi 3 mars à Zurich que 1991 avait constitué un exercice de « survie » pour Alusuisse et « ce résultat montre que notre groupe peut générer des profits même en période de très grandes difficultés ».

Il a précisé que les perspectives pour 1992 s'annoncent meilleures. L'effondrement des cours de l'aluminium a été accéléré par le fait que les Etats de l'ex-URSS en quête de devises ont jeté sur le marché de grandes quantités de métal brut, a souligné Alusuisse. Le chiffre d'affaires est resté inchangé

à 6,3 milliards de francs suisses (23,31 milliards de francs), réalisé à 51 % dans l'aluminium, 30 % dans la chimie et 19 % dans l'emballage.

FUSION

Maintenance informatique : Thomson-CSF réunit Spectral-Mis et Thomaifor. - Le groupe Thomson-CSF va fusionner les activités de ses deux filiales de maintenance informatique, Thomaifor et Spectral-Mis, selon un communiqué du groupe diffusé mardi 3 mars. Thomson-CSF a annoncé en octobre 1991 qu'il prenait le contrôle de Spectral-Mis en rachetant la participation du groupe Concept. A la fin du mois dernier, sa participation atteignait 99,7 % du capital de Spectral-Mis. La nouvelle entité issue de la fusion, baptisée Thomaifor-Spectral, aura un chiffre d'affaires total de près de 1,2 milliard de francs (850 millions de francs par Thomaifor et 280 millions pour Spectral-Mis) et 14 000 clients, pour un effectif de 1 400 personnes environ. Les deux sociétés sont rattachées à la branche Services et Informatique de Thomson-CSF, dont le chiffre d'affaires annuel est de 4 milliards de francs.

RACHAT

Bowater reprend deux sociétés britanniques d'emballage. - Le groupe britannique Bowater (papier, emballage, matériaux de construction) a annoncé, lundi 2 mars, l'acquisition de deux sociétés d'emballage spécialisées, DRG Packaging et Cope Allman Packaging pour un total de 444 millions de livres (4,3 milliards de francs). L'achat sera partiellement financé par une augmentation de capital de 333 millions de livres (3,2 milliards de francs). En 1991, Bowater a vu son bénéfice imposable baisser à 112,7 millions de livres contre 113,1 millions l'année précédente, et son chiffre d'affaires reculer de 7 % à 1,268 milliard de livres contre 1,365 milliard en 1990.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaux, gérant
directeur de la publication
Bruno Fraipont, directeur
de la rédaction
Jacques Gulu, directeur
de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire
général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Yves Agnès
Jacques Anélie
Thierry Ferey
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
Jacques Fauvet (1968-1982)
André Laurent (1982-1986)
André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, rue Falguière
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-39
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 3 mars ↑

Calmé

A l'issue de la veille, le jour de la semaine à la Bourse de Paris. En repli de 0,04 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi un gain de 0,42 %, avant de finir le jour se terminant sur une double hausse de 0,21 %. Le marché continuait à consolider les gains acquis lors des semaines précédentes. Cela se dénotait dans de bonnes conditions en dépit d'une nouvelle poussée sur les taux à court terme qui, à Paris, qui dépassait les 10 % mardi matin. Les experts qui travaillent sur graphiques, les chartistes, estiment que le marché pourrait plier pendant un certain temps au niveau des 1 880 points, sauf de réajustement pour le CAC 40. Mais les légères corrections que subit le marché durant cette période ne sont pas de mauvais augures. Ces prises de bénéfices devraient, selon eux, renforcer la hausse prévue pour le moyen terme au regard de la configuration des courbes sur les graphiques. Du côté des principales hausses figurant Métrologie, Roussel-Uclaf et Alcatel-Alsthom qui régissent favorablement du mieux des 30 % du capital d'Alcatel IV détenue par l'américain ITT. Du côté des baisses on trouve Radiotechnique, Valours, Pinal et Compagnie bancaire. A noter que l'indice MSCI-Hennessy-Louis Vuitton vient de procéder à l'émission de titres subordonnés à durée indéterminée (TSOI) d'un montant net de 1,1 milliard de francs. Le montant nominal de l'émission est de 1,5 milliard de francs. L'opération va contribuer à refinancer une partie de la dette à long terme de LVH avant à échéance ainsi que des financements à court terme ayant servi aux acquisitions réalisées en 1991.

NEW-YORK, 3 mars ↑

Nouveau record

Wall Street a établi un nouveau record mardi 3 mars, progressant prudemment alors que la publication de statistiques économiques encourageait à recevoir un accueil assez favorable auprès des investisseurs. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a été porté à 3 280,25, en hausse de 14,98 points soit un gain de 0,46 %.

De son côté, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, a affirmé que quelques signes encourageants de relance étaient visibles actuellement aux Etats-Unis, tout en soulignant néanmoins que les perspectives de l'économie américaine restent incertaines. La réponse des investisseurs face à ces bonnes nouvelles a été de pousser l'indice de la publication vendred des chiffres du chômage américain pour février.

VALEURS	Cours de 2 mars	Cours de 3 mars
Alcatel	20 2/4	20 3/4
Alstom	28 3/4	28 1/2
Bois	46 1/4	46 5/8
Chemins de fer	24 1/4	24 1/2
Compagnie	46 1/4	46 5/8
Electricité	44 3/4	44 7/8
Industrie	24 1/4	24 1/2
Lyons	27 1/2	27 3/8
Marcelle	27 1/2	27 3/8
Oréal	27 1/2	27 3/8
Peugeot	27 1/2	27 3/8
Renault	27 1/2	27 3/8
Saatchi	27 1/2	27 3/8
Sanofi	27 1/2	27 3/8
Sevill	27 1/2	27 3/8
St. Gobain	27 1/2	27 3/8
Talbot	27 1/2	27 3/8
Thomson	27 1/2	27 3/8
Unilever	27 1/2	27 3/8
Veolia	27 1/2	27 3/8
Wendel	27 1/2	27 3/8
Zenith	27 1/2	27 3/8

LONDRES, 3 mars ↑

Optimiste

Les valeurs ont terminé sur une note optimiste, mardi 3 mars au Stock Exchange. Au cours de la séance, les valeurs ont enregistré une hausse de 11,1 points soit 0,4 % à 2 565,4. Le volume des échanges s'est élevé à 518,2 millions de titres contre 433,6 millions la veille.

La tendance a été soutenue par le marché à l'étranger et la hausse surprise des réserves de change britanniques. Colles ont en effet progressé de 181 millions de dollars alors que les analystes tablent sur une baisse de 120 millions, due en partie au fait que le marché a anticipé une nouvelle tranche de titres de l'électricité privatisée.

TOKYO, 4 mars ↑

Légère progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en légère progression mercredi 4 mars, à l'issue d'une séance morose, sans véritable orientation. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a terminé en hausse de 53,71 points, soit un gain de 0,28 % à 21 056,42.

La faiblesse du yen et les craintes liées à des révisions à la baisse de résultats de sociétés ont pesé sur le marché. Toutefois, certains compartiments, tels ceux de la biotechnologie et de la pharmacie ont relancé l'intérêt des investisseurs. Selon un opérateur de Baring Securities, « il est très difficile de s'y retrouver. Les pharmaciens progressent, mais il est décevant de voir encore de faibles Nikkei et d'autres électriques ».

VALEURS	Cours de 3 mars	Cours de 4 mars
Alcatel	865	864
Bois	1090	1090
Chemins	1090	1090
Compagnie	2 190	2 190
Electricité	1 480	1 480
Industrie	1 310	1 310
Lyons	821	821
Marcelle	4 080	4 070
Peugeot	1 380	1 370

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4295	4295	Intertec Computer	158	158
Alcatel Assoc.	280	280	IP.B.M.	88 50	88 50
B.C.	83	83	Luca Invest.	208	208
Bouy	800	800	Locomac	82 50	82 50
Bouy (L)	384	384	Meca Com.	112	112
Bouy (L)	218	218	Meca	180	180
C.A.L. (L)	300	300	Publ. Filippini	373 10	373 10
Cabestan	358	358	Selva Invest. (L)	535	488 00
Carif	825	825	Stal	328	328
C.E.G.P.	180	180	Phone-Alp. (L)	88	88
C.F.P.L.	270	270	Selva Invest. (L)	915	915
C.N.I.M.	878	878	Selva	320	320
COFIDUR	228	228	T.F.	371	370
Confiance	1040	1040	Thomson H. (L)	385	385
Dagblin	210	210	Unilog	229	229
Delfin	1090	1090	Viel et Co.	100	100
Demachy Worms Co.	340	308 90	V. St-Laurent Group	838	840
Dewarley	985	985			
Duval	225	225			
Duval	130	130			
Edison Belland	190	190			
Europ. Propriété	239	240 10			
Fraser	105	105			
G.F.F. (group. I)	118 30	118			
G.F.F. (group. II)	350	350			
G.F.F. (group. III)	183	183			
G.F.F. (group. IV)	818	815			
G.F.F. (group. V)	186 10	186 10			
G.F.F. (group. VI)	100	100			
G.F.F. (group. VII)	1171	1200			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 mars 1992

Nombre de contrats estimés : 63 806

COURS	Mars 92	Jun 92	Sept. 92
Dernier	107,78	109,24	109,44
Précédent	107,86	109,22	109,40

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE
	Jun 92	Sept. 92
110	0,48	1,14

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	2 882	2 821,50	2 830
Précédent	1 999	2 815	2 830

CHANGES

Dollar : 5,64 F ↑

Le dollar s'inscrivait en forte hausse contre toutes les devises, mercredi 4 mars, après la publication de nouveaux indices américains. La Banque du Japon est intervenue, sans succès, pour ramener le yen. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,64 francs contre 5,625 francs mardi à la cotation officielle.

FRANCFORT	3 mars	4
Dollar (en DM)...	1,6515	
TOKYO	3 mars	4
Dollar (en yens)...	129,60	

MARCHE MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (4 mars).....	10. 11
New-York (3 mars).....	4

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (4 ans) : 10-18 1/8 %

New-York (3 ans) : 4 1/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises : 112,80 113,00
Valeurs étrangères : 104,80 105,50
SBF, base 100 : 31-12-91 : 57,60
Indice général CAC : 506,90
SBF, base 100 : 31-12-91 : 57,60
Indice CAC 40 : 1 979,60 1 983,70

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 3 275,71 3 290,25

Londres (indice Financial Times)

100 valeurs : 2 554,30 2 565,40

Mines d'or : 128,90 130,10

Fonds d'Etat : 88,28 88,15

FRANCOFORT

Dax : 1 747,87 1 763,31

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 21 052 21 105

Indice général : 1 542 1 537

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,6350	5,6370	5,7185	5,7235
Yen (100)	4,2790	4,2823	4,3334	4,3393
Ec	6,9540	6,9560	6,9575	6,9619
Deutschmark	3,3667	3,3687	3,3692	3,3722
Franc suisse	2,7300	2,7327	2,7425	2,7522
Lira italienne (1000)	4,5385	4,5325	4,5104	4,5165
Livre sterling	9,7825	9,7875	9,7775	9,7825
Peseta (100)	5,4111	5,4157	5,3967	5,4017

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4 3/16	4 5/16	4 3/16	4 5/16	4 3/16	4 7/16
Yen (100)	9 1/16	9 1/8	5 1/8	5 1/8	4 13/16	4 15/16
Deutschmark	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/8	10 1/8	10 1/8
Franc suisse	9 1/16	9 11/16	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
Lire italienne (1000)	7 15/16	8 1/16	7 13/16	7 13/16	7 11/16	7 13/16
Livre sterling	11 13/16	12 1/16	11 3/4	12 1/16	11 11/16	11 15/16
Peseta (100)	18 7/16	18 1/4	18 1/4	18 3/8	18 3/16	18 5/16
Franc français	12 1/16	12 5/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 5/16
Franc japonais	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16	9 7/8	10

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mercredi 4 mars :

Claude Hauriou,

PDG d'Auguste Thouard.

Jeudi 5 mars :

Alain Levisnapi,

directeur général

de Motorola.

BOURSE DE

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcatel	4295	4295
Alcatel Assoc.	280	280
B.C.	83	83
Bouy	800	800
Bouy (L)	384	384
Bouy (L)	218	218
C.A.L. (L)	300	300
Cabestan	358	358
Carif	825	825
C.E.G.P.	180	180
C.F.P.L.	270	270
C.N.I.M.	878	878

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 MARS

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1211	1210	Palmi Marmont	640	....	Etrangères		
Emp. Ecl. 8,95/77	8 87	C.I.T.R.A.M. (R)	1860	....	Parfonce	157 10	....	A.E.G.	745	....
Emp. Ecl. 9,95/78	9 31	Cogit.	348	350	Paris France	232 50	....	Alcan Alumin.	111 80	....
10,00% 79/94	0 37	Complan	545	600 d	Paris Orléans	205	....	American Brands	249 40	....
Emp. Ecl. 15,45/82	4 50	Coulois	6400	....	Parthena Inver	265 20	....	Ashland	803	....
Emp. Ecl. 12,25/84	4 39	Cy Onex Almond	380	380	Piedr. Cadena	558	....	Basco Paper Exp.	122	....
10,26% mars 86	10 60	Concordia	670	655	Piper Haddock	1219	....	B. B. B. B. B. B.	19000	....
GAT 10% 5/2000	7 70	Coastal Mid. Prov.	31	30	Pischer	428	....	Car. Pacific	61 30	....
GAT 8,95 12/1987	2 21	Odé. G. G. G.	411	....	Provençal (C)	1685	....	Chrysler Corp.	80	....
GAT 5,95 1/1989	0 61	C. Universal (C)	150	....	Publicis	770	762	C.I.R.	8 10	....
PTT 11,25 85	2 75	Dagobert	675	....	Rochefort	190	....	Commerzbank	812	....
CP 10,30% 1987	1 11	Départ. Vélizy	1785	1785	Rouge	177	....	Dow Chemical	318 50	....
CP 10,30% nov 80	0 94	Départ. Vélizy	3250	....	S.A.C.E.R.	432	270 80	Far	2170	....
CNA 10 10 1979	0 34	Départ. Vélizy	1178	....	S.A.F.A.A.	246	....	Gen. (Brux Lend)	555	....
CND Bayes 5000F	1 64	East Bruns. Vélizy	2720	....	S.A.F.I.C. Alcan	230	....	Gewiss	986	....
CND Paribas 5000F	1 64	Euro Vélizy	955	950	Ség	345 50	....	Glass Holdings Ltd.	80	....
CND Suez 5000F	1 64	Eu. Mar. Paris	328	328	Saint Dominique F.I.	113	113 10	Goodway Inc.	340	....
CNE 11,25 85	7 77	Eu. Mar. Paris	4300	....	Saint-Denis M.	552	565	Grain and Co (N.Y.)	245	....
CN 1182 5000F	1 64	Eux. (en Extrém)	1715	1742	Société M.	180	....	Honeywell Inc.	400	....
CNT 8 10 85	7 34	Flakings	267 40	....	S.C.A.C.	675	....	Johannesburg	71 50	....
CNT 10,80% déc-85	1 74	F.I.P.P.	85	....	Servite	430	....	Katanga Plateau	145	....
CHARG. F.C. 3% 100	F.I.A.C.	1880	1850	S.E.Ext. Par. (M)	106	....	Kellogg	22 80	....
Cienc.	Forclon Ecl.	474	....	Silic	595	....	Midland Ind.	25 50	....
Almond 8 10 june 88	Forclon Ecl.	370	....	Servin	138	138	Moravia Mines	85 10	....
Thom. ex 6 10 85	For. L'Yverhois	633	635	S.L.P.H.	199 10	219 40	Oldway Inc.	8 80	....
Thom. ex 6 10 85	Forclon	425	....	S.M.C.I.	90	72 2M	Polar Inc.	418 50	....
	Forclon	625	....	Sofel	537	....	Rich	23 50	....
	Forclon	708	708	Sofra	344 50	....		
	France S.A.L.	1910	1910	Sofral	1224	....		
	France S.A.L.	2350	....	Sofral (en Saut.)	74 95	....		
	From. Pail-Reverd	493	....		1430	....		

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Frais incl	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl	Rachet net
Action	217 93	212 10	France Parcs	107 80	104 66	Parcs	997 66	973 33
Agyron	828 89	789 18	Financ-Registre	1259 89	1214 56	Quintess	138 13	134 12
Amén-gén	8228 43	7911 99	Finco-Associations	34 52	34 52	Réhabilit	832 80	818 27
Anglin	28000 16	28080 18	Finco-Capit	41 14	40 53	Renault	180 87	159 49
Asphaltes	868 42	647 01	Fransid	237 15	233 66	Renault Transm	5309 42	5266 85
Arbitrages Court T	7038 01	7039 01	Franchisage act.édu.	804 96	902 40	Renault-Ven	1141 92	1125 04
Assoc.	1072 48	1072 48	Gardien	14515 91	14447 27	Revo-Ver	1071 55	971 41
Astos Finst.	413 02	402 65	Gaz Association	176 45	172 57	St Honoré Bio-Alim	10775 55	1285 04
Auric	1235 08	1199 11	Horizon	1262 43	1216 95	St Honoré Bore du Tr.	10927 78	10819 18
Avant	1780 37	1725 85	HUM Mobilité	13589 57	13569 57	St Honoré Global	238 63	228 76
Axa Capital	186 25	101	Interp. Fin. Court T	1434 20	1434 20	St Honoré Invest.	788 59	782 83
Axa Court Terme	7739 24	7739 24	Intek-Fin. Court	106961 74	106661 68	St Honoré Mus. Phis.	207 82	198 21
Axa Crédisant	1006 08	962 74	Interp. Fin.	13922 34	13649 36	St Honoré Pacific	559 45	563 68
Axa Europe	131 47	125 01	Intelligence Fin.	640 29	529 70	St Honoré P&E	538 61	514 18
Axa Investments	129 37	115 19	Jaguar	182 55	167 83	St Honoré Real	14616 39	14550 15
Axa NF	133 01	127 28	Jayco-jump	282 17	278	St Honoré Services	463	445 15
Axa Promiss	115 56	116 61	Lehigh	2203 43	2200 13	Servicis	1704 86	1704 86
Axa Sélection	149 34	142 91	Leont C.	1220 12	1227 14	Sleat-Gén	16219 95	12273 49
Axa Values P&E	127 99	122 48	Leont L.	6160 25	6570 15	Slovakia	1360 40	1380 40
Cadenas 1	1052 91	1032 26	Lon Association	1110 96	1110 96	Slovakia	712 29	701 70
Cadenas 2	1042 96	1022 63	Lon Institution	28097 46	28024 80	Snap	1800 24	1804 24
Cadenas 3	1043 86	1033 02	Lomplex	591 47	942 82	SVC-OP	693 67	573 47
Capinvestments	6156 50	6150 36	Lon Trailer	2280 42	2238 04	S.V.G. Fr. opportunit.	1199 38	1163 12
Capitall	139 53	8209 01	Lon 20 000	26975 24	26975 24	Staw 5,000	453 89	441 74
Capital	1289 57	1270 51	Luxat Bourse Inv.	584 79	567 70	SLT	1469 88	1396 63
Casale	1287 86	1286 22	Lvnti Pourville	744 98	723 28	Strandzone	705 59	680 71
Compawater	3427 59	3422 86	Midiemarine	189 76	181 59	Stwinn	422 82	411 80
Convergencia	365 34	349 36	Mensuel OC	10046 86	9946 39	Stwinn	211 68	211 68
Creditor	487 85	473 45	Moricon	86333 07	86333 07	Stwinn	221 01	211 68
Credit Mutual Capital	1282 82	1238 05	Moré J.	70939 08	70939 08	Stwinn	451 06	439 99

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4/3	COURS DES BILLET	
			achat	vente
Bata-Unis (1 unit.)	5 625	.....	.....	.....
Bat.	5 955	.....	.....	.....
Bellone (100 fl.)	338 760	.....	.....	.....
Belgique (100 fr.)	5 517	.....	.....	.....
Pays-Bas (100 f.)	301 960	.....	.....	.....
Italie (1000 lire)	.....	.....	.....	.....
Danemark (100 kr.)	67 640	.....	.....	.....
G.D. Bretagne (1 l.)	9 785	.....	.....	.....
Grèce (100 drachmes)	2 945	.....	.....	.....
Suisse (100 fr.)	374 170	.....	.....	.....
Suède (100 kr.)	80 590	.....	.....	.....
Norvège (100 l.)	86 710	.....	.....	.....
Autriche (100 sch.)	48 285	.....	.....	.....
Espagne (100 pes.)	1 048	.....	.....	.....
Portugal (100 esc.)	3 953	.....	.....	.....
Canada (1 \$ can.)	4 722	.....	.....	.....
	330	.....	.....	.....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 4/3
Dr fin (50 c en barre)	83800	.....
Dr fin fin engot.	65350	.....
Deposition (200)	358	.....
Rece Fr 110 R	450	.....
Rece Suisse (20 R)	365	.....
Rece Larine (20 R)	369	.....
Couverain	454	.....
Rece 20 dollars	2065	.....
Rece 10 dollars	1102 50	.....
Rece 5 dollars	690	.....
Rece 50 pesos	2360	.....
Rece 10 florins	373	.....

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

Tuileries : de l'art topiaire à l'art forain

La gravure, pour elle-même

CARNET DU Monde

AUTOMOBILE

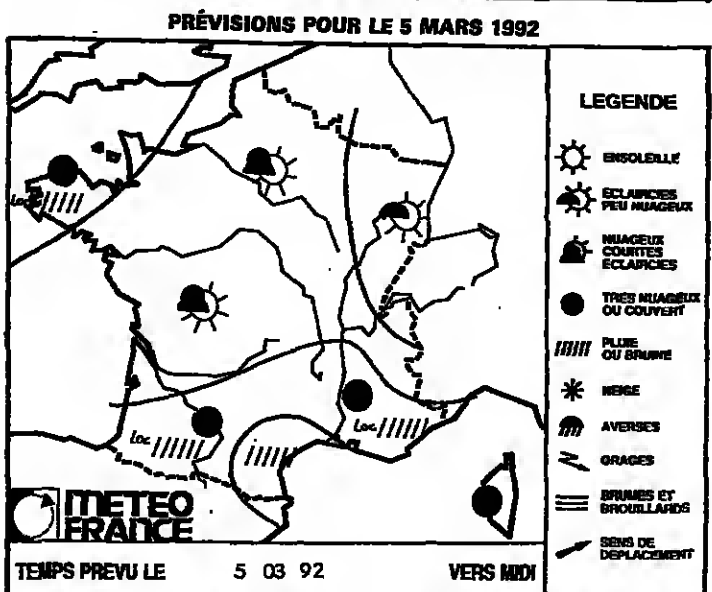
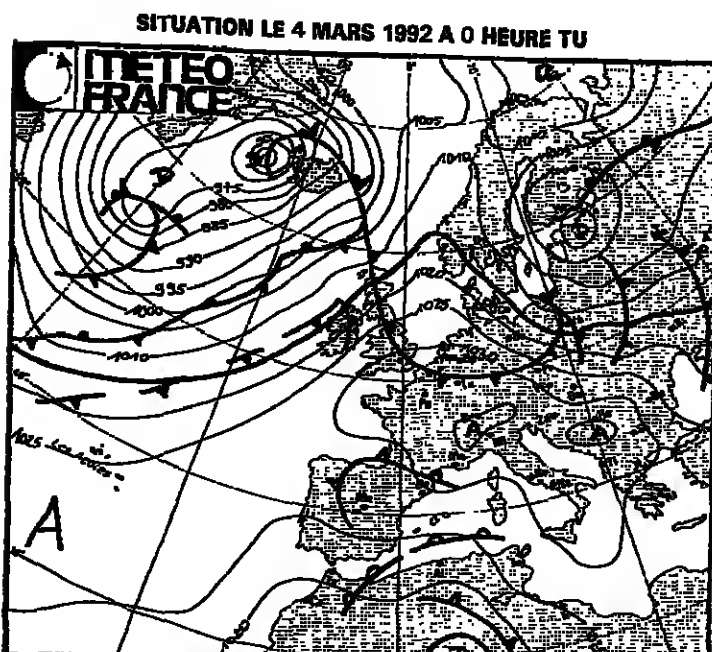


C. L.

CONFÉRENCES

143

MÉTÉOROLOGIE

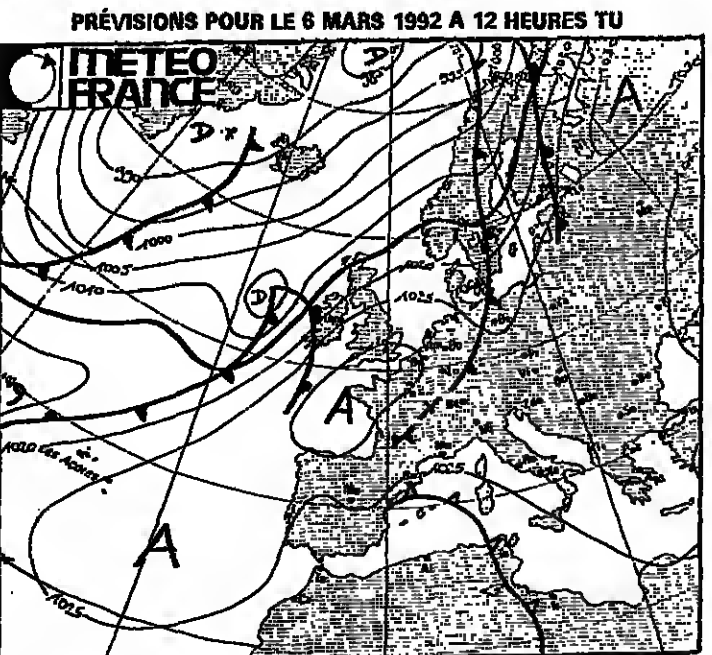


Jeudi : toujours de la douceur, mais plus de nuages. - De la Bretagne à l'ensemble des régions voisines de la Manche, le ciel sera couvert ou se couvrira rapidement de l'extrême sud de l'Aquitaine, au Midi-Pyrénées, à l'Auvergne, au sud de la région lyonnaise ainsi que sur les régions méditerranéennes et la Corse. Ces nuages apporteront de la pluie sur le Languedoc-Roussillon. Elles seront moins continues sur les autres régions. Le vent d'est à sud-est soufflera assez fort.

Ailleurs, les nuages élevés présents dès le matin, vont s'épaissir par l'Ouest. Toutefois, on percevra le soleil.

Les températures seront un peu fraîches au lever du jour avec encore des gelées sur le nord-est, le centre-est et le centre du pays. Les minimales seront comprises entre 2 degrés et 8 degrés sur le Nord-Ouest, entre 4 degrés et 7 degrés dans le Sud-Ouest, entre 7 degrés et 10 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront toujours très douces pour la saison. Elles seront assez homogènes sur l'ensemble de la France. Généralement comprises entre 15 degrés et 17 degrés, elles ne devraient pas dépasser les 13 degrés près des côtes de la Manche.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

le 3-3-1992 à 18 heures TU et le 4-3-1992 à 6 heures TU

FRANCE		TOULOUSE		LUXEMBOURG	
ALGER	16 4 D	14 6 C	10 5 N		
ARLES	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
BARRIS	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
BORDAUX	15 6 C	16 1 D	15 3 C		
BRETAGNE	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
CAEN	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
CHERBOURG	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
CLERMONT-FR.	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
DIJON	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
LYON	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
MARSEILLE	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
NANCY	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
NANTES	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
PARIS	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
PARIS-MONTS	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
RENNES	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
STRASBOURG	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
TOULOUSE	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
TOURS	15 6 D	16 1 D	15 3 C		
VALENCIENNES	15 6 D	16 1 D	15 3 C		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Humus, joie et bonne humeur

A quoi tient l'authenticité télévisée ? A quoi tient ce miracle : le ton juste ? Alors qu'une vraie-fausse émotion en canot bouilli devient, chaque soir davantage, le carburant du « prime time », lors que toute apparition d'un M. Mouchet de Saint-Saturnin-les-Peupliers, escorté de sa grand-mère retrouvée ou de sa petite amie en panna d'orgasme, a en vingt pas le forcé, le répété devant la glace, le piège à audience, l'épave à mouches, voici une émission de vie quotidienne dans laquelle jamais les caméras ni l'animateur ne paraissent traquer les larmes de l'invité.

Un n'imaginer que trop aisément comment d'aucuns, avec la même pâte, basculeraient dans l'indigné, le graveleux ou la larmoyant. A quoi tient donc, encore une fois, la Grande Famille, chaque jour en clair sur Canal Plus à 12 h 30, accueille des gens ordinaires, venus de Dordogne ou des Côtes-d'Armor. Ils sont en proie à des problèmes d'inségné gravité. Celle-ci, dans son village, est victime d'un corbeau. Cette jeune mère eimerait bien s'arrêter de gifler sa fille de trois ans et demi. Cet aubergiste lutte contre un projet d'autoroute dans la vallée d'Aspe, dans les Pyrénées. Cette étudiante a toujours rêvé de faire l'amour dans une forêt, à même l'humus.

Il suffisait d'y penser, et le résultat est là : l'émission « fonctionne ». Au moins pour certains invités des derniers mois, venus raconter comment le « grande famille » a contribué à résoudre leur difficulté. Voyant l'émission, la « corbeuse » s'est dégonflé et, après deux dernières lettres impressionnées à sa victime et... à l'animateur, a regagné son nid. La petite fille de trois ans et demi ne reçoit plus de gifles, et visionne régulièrement la cassetta de la psychothérapie auprès de maman. La vallée d'Aspe n'est pas encore définitivement sauvée, mais l'étudiante sylvo-phile e assuré avoir assouvi son fantasme « dans la joie et la bonne humeur ». En plein mois de janvier, mais il paraît qu'après un certain temps l'humus prend la température du corps...

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◯ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 4 mars

TF 1

20.55 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.

NOCTURNE tous les JEUDIS 22 heures.

Exceptionnel le 5 mars : -10% sur tout le gros électroménager* de 19 h à 22 h.

SAMARITAINE

*Seul points rouges.

21.20 Variétés : Sacré soirée.

Spécial Serge Gainsbourg.

22.50 Magazine : En quête de vérité.

Les transsexuels.

0.05 Journal et Météo.

A 2

UN TORERO, L'HIVER

UN INÉDIT. ÉLEVÉS ET TOREROS ENTRE DEUX SAISONS.

CE SOIR 22H00 SUR PLANÈTE

23.30 Magazine :

Musiques au cœur de l'actualité.

0.35 Journal et Météo.

FR 3

20.40 Magazine : La Marche du siècle.

Contraception et avortement ; Invités : le professeur Étienne Baulieu, chercheur en génétique moléculaire ; Henri Leridon, directeur de recherche à l'Institut national des études démographiques.

22.20 Journal et Météo.

22.40 Mercredi en France.

23.35 ► Traverses. Asie centrale, état d'urgence, documentaire de Ludovic Segarra et Stéphane A. Dudoignon.

0.30 Musique : Métomanuit.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Flic et rebelle.

Film américain de Jack Sholder (1989).

22.40 Flash d'informations.

22.45 Sport : Football. Benfica-Sparta Prague. 3^e journée, poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, en direct.

0.35 On peut toujours rêver.

Film français de Pierre Richard (1990).

LA 5

20.50 Sport : Football. Coupe de l'UEFA (quart de finale, match aller) : Gènes-Liverpool.

22.40 Téléfilm : Nuit d'enfer.

0.10 Journal de la nuit.

M 6

20.40 Téléfilm : Meurtre d'un père.

22.20 Téléfilm : Silence, on improvise !

0.00 Magazine : Vénus.

0.30 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Documentaire :

Calra mercado pare morir.

23.00 Cinéma :

La Mort d'un bureaucrate. ■■ Film cubain de Tomas Gutierrez Alea (1988).

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Traduire la poésie ; la Danse devant le temple.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Champ libre : les Contes de Canterbury, de Chaucer (4 et fin).

22.40 Les Nuits magnétiques. Trois chanteurs russes : Okoudjava, Galitch, Viassotski.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra (en direct de la salle Pleyel) : L'Or du Rhin. de Wagner, par l'Orchestre philharmonique et le chœur de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : James Morris, Graham Clark, Ekkehard Wlaschka, Uwe Pöppel, Hanna Schwarz, Eve Johansson, Michael Ebbecke, James Anderson, Matthias Hölle, Philip Kang, Badewig Rappa, Julie Kaufmann, Hanna Schaefer, Brigit Calm.

22.40 Espace libre.

23.10 Ainsi la nuit... Œuvres de Schubert, Brahms.

0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le Concert : la Quatrième du saxophoniste François Cohaud ; Les nouveautés discographiques ; L'introuvable ; Des Américains à Paris.

Jeudi 5 mars

TF 1

14.30 Feuilleton : Côte Ouest.

15.25 Série :

Les Enquêtes de Remington Steele.

18.15 Série : Tribunal.

16.45 Club Dorothea.

17.30 Série : Les Professionnels.

18.25 Jeu : Une famille en or.

18.55 Feuilleton : Santa Barbara.

19.20 Jeu : La Roue de la fortune.

19.50 Tirage du Tac-O-Tac.

20.00 Journal, Tiercé, Météo, Trafic infos.

20.50 Loto sportif et Tapis vert.

20.50 Débat :

Le Grand Débat des régionales.

23.00 Magazine : Ex libris.

Invités : Haroun Tazieff (le Vagabond des volcans) ; Erick Surocou (la Mor en héritage) ; Nicolas Vanier (Transsibérie : le mythe sauvage) ; Vassil Paskov (Ermites dans la neige) ; Maurice Denuzière (héraldique) ; Hervé Claude (la Jeu de la rue du loup).

0.00 Journal et Météo.

A 2

13.45 Série : Les Enquêtes

du commissaire Maigret.

15.15 Tiercé, en direct de Saint-Cloud.

15.25 Série : Aventurier de la jungle.

18.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.

16.45 Magazine : Défendez-vous.

17.00 Magazine : Giga.

18.10 Série : L'homme qui tombe à pic.

19.00 Série : Flic à tout faire.

19.30 Divertissement :

La Caméra indiscreète.

19.59 Journal et Météo.

20.50 Magazine : Envoyé spécial.

L'Audimat : Côte d'Ivoire ; Couche d'ozone : danger.

22.10 Cinéma : Mad Max 2.

Film australien de George Miller (1981).

23.60 Magazine : Mercat et encore Bravo.

0.50 1. 2. 3. Théâtre.

FR 3

14.30 Le Choix de Lulo.

15.30 Série : La Grande Vallée.

16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.

Invités : Louis Rigo et Nilda Fernandez.

18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information.

De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.00 Un livre, un jour. L'Empire et les Nou-

16.45 Jeu : Zygomusic.

17.15 Magazine : Zygomachine.

17.35 Série : Drôles de dames.

18.30 Série : Flipper, le dauphin.

19.00 Série :

La Petite Maison dans la prairie.

19.50 Météo des neiges.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Météo.

20.40 Cinéma : Scoop.

Film américain de Ted Kotcheff (1988).

22.25 Météo des neiges.

22.30 Téléfilm : La Messagère de l'au-delà.

0.00 Météo des neiges.

0.05 Six minutes d'informations.

LA SEPT

16.30 Documentaire : Cent ans de jazz.

17.30 Téléfilm : Les Poules de Cervantes.

18.55 Flash d'informations (et à 19.55, 20.55, 21.50, 23.15, 0.05).

19.00 Documentaire : Lignes de via.

20.00 Documentaire : Histoire parallèle.

21.00 Magazine : Mégamix.

21.55 Magazine : Avis de tempête.

22.55 Danse : Dernière fuite. Chorégraphie de François Verret et Anne Koren.

23.20 Documentaire :

Le Salon de musique, Claude Helffer.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Lou Andras Salomé, d'André Nard.

21.30 Profils perdus. Roland Laudénbach (1).

22.40 Les Nuits magnétiques. Rendez-vous du cinéma québécois.

0.05 Du jour au lendemain. Avec Daniel Fennac (Comme un roman).

0.50 Musique : Coda. Le rock ichèque (4).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : Ecuatorial, Offrandes, Dénaté 21.5, Nocturnal, de Varese ; Le Prince de bois, de Bartok ; Déserts, de Varese, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. Kent Nagano ; sol. : Phyllis Bryn-Julson, soprano, Philippe Pierlot, flûte.

23.10 Ainsi la nuit...

0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue. Par André Clergeat.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-23 34 et 40-65-23 35

Les abonnements sont en France : 100 F/an (hors taxes) ; 120 F/an (hors taxes) ; 140 F/an (hors taxes) ; 160 F/an (hors taxes) ; 180 F/an (hors taxes) ; 200 F/an (hors taxes) ; 220 F/an (hors taxes) ; 240 F/an (hors taxes) ; 260 F/an (hors taxes) ; 280 F/an (hors taxes) ; 300 F/an (hors taxes) ; 320 F/an (hors taxes) ; 340 F/an (hors taxes) ; 360 F/an (hors taxes) ; 380 F/an (hors taxes) ; 400 F/an (hors taxes) ; 420 F/an (hors taxes) ; 440 F/an (hors taxes) ; 460 F/an (hors taxes) ; 480 F/an (hors taxes) ; 500 F/an (hors taxes) ; 520 F/an (hors taxes) ; 540 F/an (hors taxes) ; 560 F/an (hors taxes) ; 580 F/an (hors taxes) ; 600 F/an (hors taxes) ; 620 F/an (hors taxes) ; 640 F/an (hors taxes) ; 660 F/an (hors taxes) ; 680 F/an (hors taxes) ; 700 F/an (hors taxes) ; 720 F/an (hors taxes) ; 740 F/an (hors taxes) ; 760 F/an (hors taxes) ; 780 F/an (hors taxes) ; 800 F/an (hors taxes) ; 820 F/an (hors taxes) ; 840 F/an (hors taxes) ; 860 F/an (hors taxes) ; 880 F/an (hors taxes) ; 900 F/an (hors taxes) ; 920 F/an (hors taxes) ; 940 F/an (hors taxes) ; 960 F/an (hors taxes) ; 980 F/an (hors taxes) ; 1000 F/an (hors taxes) ; 1020 F/an (hors taxes) ; 1040 F/an (hors taxes) ; 1060 F/an (hors taxes) ; 1080 F/an (hors taxes) ; 1100 F/an (hors taxes) ; 1120 F/an (hors taxes) ; 1140 F/an (hors taxes) ; 1160 F/an (hors taxes) ; 1180 F/an (hors taxes) ; 1200 F/an (hors taxes) ; 1220 F/an (hors taxes) ; 1240 F/an (hors taxes) ; 1260 F/an (hors taxes) ; 1280 F/an (hors taxes) ; 1300 F/an (hors taxes) ; 1320 F/an (hors taxes) ; 1340 F/an (hors taxes) ; 1360 F/an (hors taxes) ; 1380 F/an (hors taxes) ; 1400 F/an (hors taxes) ; 1420 F/an (hors taxes) ; 1440 F/an (hors taxes) ; 1460 F/an (hors taxes) ; 1480 F/an (hors taxes) ; 1500 F/an (hors taxes) ; 1520 F/an (hors taxes) ; 1540 F/an (hors taxes) ; 1560 F/an (hors taxes) ; 1580 F/an (hors taxes) ; 1600 F/an (hors taxes) ; 1620 F/an (hors taxes) ; 1640 F/an (hors taxes) ; 1660 F/an (hors taxes) ; 1680 F/an (hors taxes) ; 1700 F/an (hors taxes) ; 1720 F/an (hors taxes) ; 1740 F/an (hors taxes) ; 1760 F/an (hors taxes) ; 1780 F/an (hors taxes) ; 1800 F/an (hors taxes) ; 1820 F/an (hors taxes) ; 1840 F/an (hors taxes) ; 1860 F/an (hors taxes) ; 1880 F/an (hors taxes) ; 1900 F/an (hors taxes) ; 1920 F/an (hors taxes) ; 1940 F/an (hors taxes) ; 1960 F/an (hors taxes) ; 1980 F/an (hors taxes) ; 2000 F/an (hors taxes) ; 2020 F/an (hors taxes) ; 2040 F/an (hors taxes) ; 2060 F/an (hors taxes) ; 2080 F/an (hors taxes) ; 2100 F/an (hors taxes) ; 2120 F/an (hors taxes) ; 2140 F/an (hors taxes) ; 2160 F/an (hors taxes) ; 2180 F/an (hors taxes) ; 2200 F/an (hors taxes) ; 2220 F/an (hors taxes) ; 2240 F/an (hors taxes) ; 2260 F/an (hors taxes) ; 2280 F/an (hors taxes) ; 2300 F/an (hors taxes) ; 2320 F/an (hors taxes) ; 2340 F/an (hors taxes) ; 2360 F/an (hors taxes) ; 2380 F/an (hors taxes) ; 2400 F/an (hors taxes) ; 2420 F/an (hors taxes) ; 2440 F/an (hors taxes) ; 2460 F/an (hors taxes) ; 2480 F/an (hors taxes) ; 2500 F/an (hors taxes) ; 2520 F/an (hors taxes) ; 2540 F/an (hors taxes) ; 2560 F/an (hors taxes) ; 2580 F/an (hors taxes) ; 2600 F/an (hors taxes) ; 2620 F/an (hors taxes) ; 2640 F/an (hors taxes) ; 2660 F/an (hors taxes) ; 2680 F/an (hors taxes) ; 2700 F/an (hors taxes) ; 2720 F/an (hors taxes) ; 2740 F/an (hors taxes) ; 2760 F/an (hors taxes) ; 2780 F/an (hors taxes) ; 2800 F/an (hors taxes) ; 2820 F/an (hors taxes) ; 2840 F/an (hors taxes) ; 2860 F/an (hors taxes) ; 2880 F/an (hors taxes) ; 2900 F/an (hors taxes) ; 2920 F/an (hors taxes) ; 2940 F/an (hors taxes) ; 2960 F/an (hors taxes) ; 2980 F/an (hors taxes) ; 3000 F/an (hors taxes) ; 3020 F/an (hors taxes) ; 3040 F/an (hors taxes) ; 3060 F/an (hors taxes) ; 3080 F/an (hors taxes) ; 3100 F/an (hors taxes) ; 3120 F/an (hors taxes) ; 3140 F/an (hors taxes) ; 3160 F/an (hors taxes) ; 3180 F/an (hors taxes) ; 3200 F/an (hors taxes) ; 3220 F/an (hors taxes) ; 3240 F/an (hors taxes) ; 3260 F/an (hors taxes) ; 3280 F/an (hors taxes) ; 3300 F/an (hors taxes) ; 3320 F/an (hors taxes) ; 3340 F/an (hors taxes) ; 3360 F/an (hors taxes) ; 3380 F/an (hors taxes) ; 3400 F/an (hors taxes) ; 3420 F/an (hors taxes) ; 3440 F/an (hors taxes) ; 3460 F/an (hors taxes) ; 3480 F/an (hors taxes) ; 3500 F/an (hors taxes) ; 3520 F/an (hors taxes) ; 3540 F/an (hors taxes) ; 3560 F/an (hors taxes) ; 3580 F/an (hors taxes) ; 3600 F/an (hors taxes) ; 3620 F/an (hors taxes) ; 3640 F/an (hors taxes) ; 3660 F/an (hors taxes) ; 3680 F/an (hors taxes) ; 3700 F/an (hors taxes) ; 3720 F/an (hors taxes) ; 3740 F/an (hors taxes) ; 3760 F/an (hors taxes) ; 3780 F/an (hors taxes) ; 3800 F/an (hors taxes) ; 3820 F/an (hors taxes) ; 3840 F/an (hors taxes) ; 3860 F/an (hors taxes) ; 3880 F/an (hors taxes) ; 3900 F/an (hors taxes) ; 3920 F/an (hors taxes) ; 3940 F/an (hors taxes) ; 3960 F/an (hors taxes) ; 3980 F/an (hors taxes) ; 4000 F/an (hors taxes) ; 4020 F/an (hors taxes) ; 4040 F/an (hors taxes) ; 4060 F/an (hors taxes) ; 4080 F/an (hors taxes) ; 4100 F/an (hors taxes) ; 4120 F/an (hors taxes) ; 4140 F/an (hors taxes) ; 4160 F/an (hors taxes) ; 4180 F/an (hors taxes) ; 4200 F/an (hors taxes) ; 4220 F/an (hors taxes) ; 4240 F/an (hors taxes) ; 4260 F/an (hors taxes) ; 4280 F/an (hors taxes) ; 4300 F/an (hors taxes) ; 4320 F/an (hors taxes) ; 4340 F/an (hors taxes) ; 4360 F/an (hors taxes) ; 4380 F/an (hors taxes) ; 4400 F/an (hors taxes) ; 4420 F/an (hors taxes) ; 4440 F/an (hors taxes) ; 4460 F/an (hors taxes) ; 4480 F/an (hors taxes) ; 4500 F/an (hors taxes) ; 4520 F/an (hors taxes) ; 4540 F/an (hors taxes) ; 4560 F/an (hors taxes) ; 4580 F/an (hors taxes) ; 4600 F/an (hors taxes) ; 4620 F/an (hors taxes) ; 4640 F/an (hors taxes) ; 4660 F/an (hors taxes) ; 4680 F/an (hors taxes) ; 4700 F/an (hors taxes) ; 4720 F/an (hors taxes) ; 4740 F/an (hors taxes) ; 4760 F/an (hors taxes) ; 4780 F/an (hors taxes) ; 4800 F/an (hors taxes) ; 4820 F/an (hors taxes) ; 4840 F/an (hors taxes) ; 4860 F/an (hors taxes) ; 4880 F/an (hors taxes) ; 4900 F/an (hors taxes) ; 4920 F/an (hors taxes) ; 4940 F/an (hors taxes) ; 4960 F/an (hors taxes) ; 4980 F/an (hors taxes) ; 5000 F/an (hors taxes) ; 5020 F/an (hors taxes) ; 5040 F/an (hors taxes) ; 5060 F/an (hors taxes) ; 5080 F/an (hors taxes) ; 5100 F/an (hors taxes) ; 5120 F/an (hors taxes) ; 5140 F/an (hors taxes) ; 5160 F/an (hors taxes) ; 5180 F/an (hors taxes) ; 5200 F/an (hors taxes) ; 5220 F/an (hors taxes) ; 5240 F/an (hors taxes) ; 5260 F/an (hors taxes) ; 5280 F/an (hors taxes) ; 5300 F/an (hors taxes) ; 5320 F/an (hors taxes) ; 5340 F/an (hors taxes) ; 5360 F/an (hors taxes) ; 5380 F/an (hors taxes) ; 5400 F/an (hors taxes) ; 5420 F/an (hors taxes) ; 5440 F/an (hors taxes) ; 5460 F/an (hors taxes) ; 5480 F/an (hors taxes) ; 5500 F/an (hors taxes) ; 5520 F/an (hors taxes) ; 5540 F/an (hors taxes) ; 5560 F/an (hors taxes) ; 5580 F/an (hors taxes) ; 5600 F/an (hors taxes) ; 5620 F/an (hors taxes) ; 5640 F/an (hors taxes) ; 5660 F/an (hors taxes) ; 5680 F/an (hors taxes) ; 5700 F/an (hors taxes) ; 5720 F/an (hors taxes) ; 5740 F/an (hors taxes) ; 5760 F/an (hors taxes) ; 5780 F/an (hors taxes) ; 5800 F/an (hors taxes) ; 5820 F/an (hors taxes) ; 5840 F/an (hors taxes) ; 5860 F/an (hors taxes) ; 5880 F/an (hors taxes) ; 5900 F/an (hors taxes) ; 5920 F/an (hors taxes) ; 5940 F/an (hors taxes) ; 5960 F/an (hors taxes) ; 5980 F/an (hors taxes) ; 6000 F/an (hors taxes) ; 6020 F/an (hors taxes) ; 6040 F/an (hors taxes) ; 6060 F/an (hors taxes) ; 6080 F/an (hors taxes) ; 6100 F/an (hors taxes) ; 6120 F/an (hors taxes) ; 6140 F/an (hors taxes) ; 6160 F/an (hors taxes) ; 6180 F/an (hors taxes) ; 6200 F/an (hors taxes) ; 6220 F/an (hors taxes) ; 6240 F/an (hors taxes) ; 6260 F/an (hors taxes) ; 6280 F/an (hors taxes) ; 6300 F/an (hors taxes) ; 6320 F/an (hors taxes) ; 6340 F/an (hors taxes) ; 6360 F/an (hors taxes) ; 6380 F/an (hors taxes) ; 6400 F/an (hors taxes) ; 6420 F/an (hors taxes) ; 6440 F/an (hors taxes) ; 6460 F/an (hors taxes) ; 6480 F/an (hors taxes) ; 6500 F/an (hors taxes) ; 6520 F/an (hors taxes) ; 6540 F/an (hors taxes) ; 6560 F/an (hors taxes) ; 6580 F/an (hors taxes) ; 6600 F/an (hors taxes) ; 6620 F/an (hors taxes) ; 6640 F/an (hors taxes) ; 6660 F/an (hors taxes) ; 6680 F/an (hors taxes) ; 6700 F/an (hors taxes) ; 6720 F/an (hors taxes) ; 6740 F/an (hors taxes) ; 6760 F/an (hors taxes) ; 6780 F/an (hors taxes) ; 6800 F/an (hors taxes) ; 6820 F/an (hors taxes) ; 6840 F/an (hors taxes) ; 6860 F/an (hors taxes) ; 6880 F/an (hors taxes) ; 6900 F/an (hors taxes) ; 6920 F/an (hors taxes) ; 6940 F/an (hors taxes) ; 6960 F/an (hors taxes) ; 6980 F/an (hors taxes) ; 7000 F/an (hors taxes) ; 7020 F/an (hors taxes) ; 7040 F/an (hors taxes) ; 7060 F/an (hors taxes) ; 7080 F/an (hors taxes) ; 7100 F/an (hors taxes) ; 7120 F/an (hors taxes) ; 7140 F/an (hors taxes) ; 7160 F/an (hors taxes) ; 7180 F/an (hors taxes) ; 7200 F/an (hors taxes) ; 7220 F/an (hors taxes) ; 7240 F/an (hors taxes) ; 7260 F/an (hors taxes) ; 7280 F/an (hors taxes) ; 7300 F/an (hors taxes) ; 7320 F/an (hors taxes) ; 7340 F/an (hors taxes) ; 7360 F/an (hors taxes) ; 7380 F/an (hors taxes) ; 7400 F/an (hors taxes) ; 7420 F/an (hors taxes) ; 7440 F/an (hors taxes) ; 7460 F/an (hors taxes) ; 7480 F/an (hors taxes) ; 7500 F/an (hors taxes) ; 7520 F/an (hors taxes) ; 7540 F/an (hors taxes) ; 7560 F/an (hors taxes) ; 7580 F/an (hors taxes) ; 7600 F/an (hors taxes) ; 7620 F/an (hors taxes) ; 7640 F/an (hors taxes) ; 7660 F/an (hors taxes) ; 7680 F/an (hors taxes) ; 7700 F/an (hors taxes) ; 7720 F/an (hors taxes) ; 7740 F/an (hors taxes) ; 7760 F/an (hors taxes) ; 7780 F/an (hors taxes) ; 7800 F/an (hors taxes) ; 7820 F/an (hors taxes) ; 7840 F/an (hors taxes) ; 7860 F/an (hors taxes) ; 7880 F/an (hors taxes) ; 7900 F/an (hors taxes) ; 7920 F/an (hors taxes) ; 7940 F/an (hors taxes) ; 7960 F/an (hors taxes) ; 7980 F/an (hors taxes) ; 8000 F/an (hors taxes) ; 8020 F/an (hors taxes) ; 8040 F/an (hors taxes) ; 8060 F/an (hors taxes) ; 8080 F/an (hors taxes) ; 8100 F/an (hors taxes) ; 8120 F/an (hors taxes) ; 8140 F/an (hors taxes) ; 8160 F/an (hors taxes) ; 8180 F/an (hors taxes) ; 8200 F/an (hors taxes) ; 8220 F/an (hors taxes) ; 8240 F/an (hors taxes) ; 8260 F/an (hors taxes) ; 8280 F/an (hors taxes) ; 8300 F/an (hors taxes) ; 8320 F/an (hors taxes) ; 8340 F/an (hors taxes) ; 8360 F/an (hors taxes) ; 8380 F/an (hors taxes) ; 8400 F/an (hors taxes) ; 8420 F/an (hors taxes) ; 8440 F/an (hors taxes) ; 8460 F/an (hors taxes) ; 8480 F/an (hors taxes) ; 8500 F/an (hors taxes) ; 8520 F/an (hors taxes) ; 8540 F/an (hors taxes) ; 8560 F/an (hors taxes) ; 8580 F/an (hors taxes) ; 8600 F/an (hors taxes) ; 8620 F/an (hors taxes) ; 8640 F/an (hors taxes) ; 8660 F/an (hors taxes) ; 8680 F/an (hors taxes) ; 8700 F/an (hors taxes) ; 8720 F/an (hors taxes) ; 8740 F/an (hors taxes) ; 8760 F/an (hors taxes) ; 8780 F/an (hors taxes) ; 8800 F/an (hors taxes) ; 8820 F/an (hors taxes) ; 8840 F/an (hors taxes) ; 8860 F/an (hors taxes) ; 8880 F/an (hors taxes) ; 8900 F/an (hors taxes) ; 8920 F/an (hors taxes) ; 8940 F/an (hors taxes) ; 8960 F/an (hors taxes) ; 8980 F/an (hors taxes) ; 9000 F/an (hors taxes) ; 9020 F/an (hors taxes) ; 9040 F/an (hors taxes) ; 9060 F/an (hors taxes) ; 9080 F/an (hors taxes) ; 9100 F/an (hors taxes) ; 9120 F/an (hors taxes) ; 9140 F/an (hors taxes) ; 9160 F/an (hors taxes) ; 9180 F/an (hors taxes) ; 9200 F/an (hors taxes) ; 9220 F/an (hors taxes) ; 9240 F/an (hors taxes) ; 9260 F/an (hors taxes) ; 9280 F/an (hors taxes) ; 9300 F/an (hors taxes) ; 9320 F/an (hors taxes) ; 9340 F/an (hors taxes) ; 9360 F/an (hors

La campagne de l'extrême droite pour les élections régionales et cantonales

Les meetings du Front national continuent de se heurter à des manifestations hostiles

La campagne du Front national pour les élections régionales et cantonales continue de se heurter à des manifestations d'hostilité des partis et associations de gauche et d'extrême gauche et à des refus de salle de la part de maires d'orientations politiques diverses. Des incidents violents se sont produits mardi 3 mars dans le Val-d'Oise, tandis qu'une réunion publique du Front national était interdite par le préfet dans l'Aube.

L'organisation d'une réunion publique autour de M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, mardi, à Saint-Ouen-l'Aumône, dans le Val-d'Oise, a été l'occasion d'incidents violents. A l'appel du PS, du PCF, de la LCR, de la CGT, de la CFDT, du SNI-PEGC, de la FEN, du SGEN, du MRAP et de SOS-Racisme, trois cents personnes ont défilé devant la salle de la mairie, M. Alain Richard (PS), d'accepter cette réunion ait lieu dans sa commune.

Après la dispersion de cette manifestation, sans incident, des affrontements se sont produits entre les forces de l'ordre et une centaine de jeunes gens, affrontements au

cours desquels cinq automobiles ont été incendiées et une quinzaine de vitrines de magasins brisées. Cinq personnes, interpellées mardi soir, étaient en garde en vue mercredi matin au commissariat de la ville.

Au même moment, à Troyes, dans l'Aube, cinq cents à six cents personnes manifestaient dans le calme à l'appel du PCF, des Verts, de la FEN et de la CFDT, à l'occasion d'une réunion à laquelle devait participer, dans cette ville, M. Bruno Mégret, député général du parti d'extrême droite. Environ deux cents personnes se sont massées ensuite devant la Bourse du travail, où devaient se réunir les sympathisants du Front national. Tenu à distance par un cordon de policiers, des jeunes gens ont empêché les militants léninistes de pénétrer dans le bâtiment, leur lançant des canettes de bière et proférant des injures.

Refus de salle à Châtelleraut

Le préfet, M. Jacques Coffré, a annoncé l'interdiction de la réunion en raison des «troubles graves à l'ordre public causés par un nombre important de manifestants violents et déterminés à empêcher [son] déroulement». Une trentaine de personnes qui avaient déjà pris place dans la salle de réunion sont sorties du bâtiment sous la protection de la police. Trois membres des SCAIF (Sections carrément anti-Le Pen) ont été interpellés et entendus, en milieu de soirée, au commissariat de Troyes.

M. Mégret a publié une déclaration dans laquelle il «met en cause le pouvoir, qui organise le désordre et sème la violence dans le pays en suscitant, d'une main, des manifestations agressives contre le Front national et en condamnant, de l'autre, les forces de l'ordre à la passivité» et annonce qu'il «reviendra, sous dix jours, tenir un nouveau meeting à Troyes».

A Poitiers, nous indique notre correspondant Michel Lévêque, M. Jean-Marie Le Pen s'est exprimé, mardi soir, dans un hôtel de Chasseneuil, devant neuf cents sympathisants venus de Poitiers, Charente, du Limousin et de Touraine. La visite du président du Front national a suscité des réactions dispersées : des socialistes, d'abord, il y a trois semaines ; du Parti communiste et des organisations qui s'inscrivent dans sa mouvance, mardi en fin d'après-midi devant la préfecture ; dans la soirée, enfin, sur les lieux mêmes du meeting, à l'initiative de la Fédération

anarchiste de la Vienne. Quelques deux cents manifestants, en grande majorité jeunes, ont été chargés par un escadron de gendarmes mobiles après qu'ils eurent harcelé les gardes du corps de M. Le Pen, ceux-ci étant armés de manches de pioche et de bâtons de base-ball. Les gendarmes mobiles ont été obligés, ensuite, les derniers groupes de manifestants à se disperser afin de permettre aux partisans du Front national de regagner leurs voitures.

M. Le Pen avait indiqué aux journalistes, avant la réunion, qu'il s'agissait d'un «engagement des actions contre l'interdiction qui est faite [au Front national] de mener campagne», après les manifestations qui avaient marqué sa venue en Corse, la semaine dernière, et celle de M. Mégret à Limoges le 2 mars. «Je tiens à donner à ces actions un retentissement international», a ajouté M. Le Pen, en précisant qu'il organisera à Paris, la semaine prochaine, une conférence de presse à laquelle seront conviés «les corps diplomatiques et les journalistes européens». Selon le dirigeant d'extrême droite, «il apparaît clairement, aujourd'hui, que ce qui pouvait passer pour des manifestations individuelles d'intolérance procède d'une stratégie générale tendant à empêcher le Front national d'exister» et que cette campagne «est née à l'initiative du premier ministre».

Châtelleraut, ville dont M. Edith Cresson est le maire, le candidat du Front national aux élections cantonales dans le canton ouest a dit annuler une réunion publique le 2 mars, la municipalité lui ayant fait savoir, le 25 février, qu'elle ne donnait pas suite à sa demande d'accès à une salle communale.

Le juge des référés rejette une requête de M. Le Pen contre le magazine «Lui»

M^{me} Françoise Ramoff, premier vice-président du tribunal de Paris, a rejeté, mardi 3 mars, une requête en référé de M. Jean-Marie Le Pen et du Front national qui demandait l'insertion d'un communiqué dans le magazine *Lui* du mois de mars, à la suite de la diffusion d'une interview de l'écrivain Jacques Lanzmann qu'ils jugent diffamatoire.

Le juge a refusé d'accorder une provision de dommages-intérêts qu'il considère «irrecevable», car les éditions des Savanes, editrices de *Lui*, et M. Lanzmann, n'ont pas disposé du délai légal de dix jours pour préparer leur défense, entre l'assignation et l'audience.

M^{me} Ramoff ajoute que le débat sur le caractère diffamatoire des imputations de M. Lanzmann était de la compétence des juges du fond et non du juge des référés. Elle précise que l'insertion d'un communiqué s'apparenterait à une mesure de saisie «compte tenu de la périodicité de ce magazine mensuel et de sa date de parution qui remonte à des semaines». Dans son interview, M. Lanzmann imputait au FN, à l'instar de son pouvoir, l'intention de l'emprisonner, le torturer, et, sans doute, de le fusiller.

A Grenoble

Violences lors d'une manifestation de lycéens

Environ cent cinquante manifestants ont pénétré de force, lundi 2 mars, dans le lycée des Eaux-Clares, un établissement de mille quatre cents élèves de Grenoble. Selon le proviseur du lycée, le cortège était conduit par une quarantaine de jeunes venus rejoindre les élèves d'un établissement voisin qui manifestaient contre les réformes scolaires et universitaires.

Après avoir enfoncé le portail, les manifestants s'en sont pris au matériel et aux élèves. Plusieurs d'entre eux ont reçu de violents coups de tête ou ont été déshabillés de leurs vêtements. Les manifestants se sont retirés au bout d'une demi-heure, entraînant avec eux une centaine d'élèves du lycée. (Corresp.)

Des millions de documents classés « confidentiels » de l'ex-PC soviétique, accessibles au public

Depuis le 2 mars, une partie des archives de l'ex-PCUS sont accessibles au public, qui peut librement les consulter au Centre de conservation de la documentation contemporaine, situé dans les anciens locaux du comité central, à deux pas du Kremlin.

MOSCOU

correspondance

Quelque 30 millions de documents classés « confidentiels », soit toute la vie du parti entre 1952 et 1991, peuvent être étudiés sur place ou photocopiés. Il ne s'agit pourtant que d'un tiers des archives du PCUS. Le reste, quelque 40 millions de documents, sera dévoilé « par étapes » selon M. Rem Oussikov, directeur du centre.

Une commission a été récemment créée qui doit passer au crible ces archives «ultraconfidentielles» et déterminer s'il convient de les rendre publiques. «Nous ne voulons pas nous livrer à des personnalités encore présentes dans la vie publique, ni envenimer les relations internationales», confie Vladimir Tchernoïssov, membre de la commission. De plus, un gros travail nous attend car, trois jours après le putsch, nous avons reçu des sacs entiers de documents en vrac : nous n'avons aucune idée de ce qu'ils contiennent.

Pourtant, malgré cette «glasnost» affichée, des interdits subsistent : c'est ainsi que les archives du Politburo et des premières secrétaires du parti, appelées «archives du Kremlin», les plus intéressantes d'ordinaire, sont restées sous le sceau du secret.

de Rusaie qui les a rapées de M. Gorbatchev. Pourtant, on ne désespère pas, ici, de voir produits un jour ces documents les plus secrets.

Le jour de la présentation du centre à la presse, on avait exposé, dans l'ancienne salle d'éducation de l'appareil du PCUS, les cartes de membres du parti de tous les premiers secrétaires — sauf celle de M. Mikhaïl Gorbatchev : «Il l'a gardée», dit-on. Celle de Vladimir Ilitch porte, cela va de soi, le numéro 0000001, celle de Staline, le numéro 0000002, et ainsi de suite.

«Dossiers personnels»

Décédés, destitués ou réprimés, les membres du parti devaient toujours, en fin de parcours, restituer leurs cartes aux archives. Celle de Nikita Khrouchtchev, «l'enfant chéri du parti», fusillé en 1938, y figura, mais elle est barrée de deux traits à l'encre, signes de sa disgrâce. Les «dossiers personnels» (фичны дела) de Vychinski, de Gromyko et d'Édouard Chevardnadze sont également présentés. On apprend par exemple qu'André Vychinski, grand ordonnateur des procès stalinien, a donné toute satisfaction dans l'exercice de ses fonctions, bien que «menchevik en 1903» (souligné d'un trait rouge).

Rien sur M. Chevardnadze : son dossier personnel ne laisse apparaître que sa photo, le reste ayant été soigneusement recouvert par d'autres documents dénués d'intérêt : le transparent à ses limites ! On a moins lésiné sur des documents plus anciens, comme cette lettre des

gardes personnels de Lavrenti Beria qui, protestant contre leur chômage forcé dès la chute du chef de la police en 1953, expliquent : «Comment pourrions-nous savoir que Beria était un ennemi du peuple ?» Ou encore cette résolution du secrétariat du comité central pampouement intitulée : «A propos des fêtes du 70^e anniversaire de L. I. Brejnev», où il est recommandé d'inviter «620 personnes, pas plus» ; suit une liste très précise de ceux qui peuvent venir «avec leurs femmes» (les secrétaires du CC), et «sans» (les ministres) ; le tout, bien sûr, sous l'étiquette «top secret».

A la rubrique culture, on peut lire des lettres de Boris Pasternak (1959) demandant à percevoir ses droits d'auteur pour la vente du Dnepr Jivego à l'étranger, une lettre du chanteur Vladimir Vysotski (1973) qui voudrait bien chanter en public, car même si ses «chansons sont écroulées dans toute l'Union soviétique... à la Cité des étoiles et dans n'importe quel foyer d'étudiants», cela fait neuf ans qu'on lui refuse le droit de se produire. A ces requêtes, il est répondu en «et», sans plus d'explications.

Enfin, un document du 23 août 1991 : une résolution de la commission de contrôle du parti, sans doute une des dernières, qui exclut du parti les putschistes pour «violation de la législation soviétique» et qui «prend note du fait que Pougov (ministre de l'intérieur à cette période) s'est bien suicidé».

MARIE JÉGO

Pas de politique à Palavas

A Palavas-les-Flots, dans l'Hérault, le conseil municipal a voté à l'unanimité, le 2 mars, contre l'organisation d'une réunion électorale du Front national, le 14 mars, en présence de M. Le Pen, au Palais des congrès de la commune, a annoncé, mardi, M. Christian Jeanjean, maire (divers droite) de cette ville.

M. Jeanjean, lui-même candidat sur une liste de droite aux élections régionales, a précisé que ce refus de mettre à disposition une salle durant la campagne pour les élections régionales et cantonales est étendu à tous les partis ou listes qui en feraient la demande, y compris la sienne.

SOMMAIRE

DÉBATS

La politique africaine de la France : «Ni le Zambèze ni la Corée», par Jean-François Bayart ; «SOS pour le Tchad», par André Barthélemy ; «Une anulation à l'immigration», par Michel Ekwele...

ÉTRANGER

Algérie : trois militants intégristes ont été condamnés à mort... 3 Les négociations israélo-arabes de Washington : les Palestiniens réclament des élections dans les territoires occupés d'ici à octobre... 3 Etats-Unis : plus d'un tiers de l'électorat républicain désavoue le président Bush au profit de M. Buchanan... 4 Hongrie : le Cour constitutionnel rejette un projet de loi visant la prescription pour les crimes commis pendant la période communiste... 5 Un hélicoptère arménien abattu au Haut-Karabakh... 5

POLITIQUE

La préparation des élections régionales : dans le Nord-Pas-de-Calais, M. Cresson s'efforce de rendre crédible son discours de gauche... 7 Les élus gèrent le patrimoine des collectivités : «Personnalités en campagne», Pierre Mauroy et Michel Delabarre remontent sur le pont... 7-8

SOCIÉTÉ

M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, annonce des mesures en faveur des femmes... 9 Au conseil interministériel pour les villes, les départements sont invités à participer à la prévention de la délinquance... 9 Après le mort de Kamel Hached à Epinay-sur-Seine, M. Gilbert Bonnemaison évoque la colère des jeunes du 77... 9

Enquête : le cas de Christian Van Geloven, incarcéré pour le viol et l'assassinat de deux petites filles. 10

CULTURE

La présentation de la «maquette définitive» du jardin des Tuileries. 18

ARTS • SPECTACLES

Musique : le succès sans précédent du baroque à Rouen avec le compositeur Maurice Jarre et un concert de Daniel Barenboim... 21 «Cinéma» : «Dien Bien Phu», de Pierre Schoendoerffer et «Photographie» : Une exposition et un livre sur la famille Tairraz... 21 à 30

ÉCONOMIE

La privatisation d'Elf-Aquitaine. 11 Interruption inopinée du débat sur la politique agricole commune des Douze... 11 Lille se mobilise pour le retour à l'emploi de 1 100 chômeurs... 12 Premières suppressions d'emplois prévues à La Cinq... 13 Daimler-Benz veut renforcer son activité «composants»... 18

Services

Abonnements... 8 Annonces classées... 13 à 15 Automobile... 16 Marchés financiers... 16-17 Métiologie... 18 Carnet... 18 Mots croisés... 19 Radio-Télévision... 19 La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 4 mars 1992 a été tiré à 482 903 exemplaires.

A la suite d'un coup de grison

Au moins 78 morts dans une mine de Turquie

Le bassin houiller de la mer Noire est à nouveau en deuil après l'explosion qui s'est produite en Turquie, mardi 3 mars, au soir dans la mine de Kozlu, à environ trois cents kilomètres au nord-est d'Ankara. Accourus deux heures après l'explosion, les sauveteurs ont passé la nuit à remonter à la surface les mineurs blessés. En fin de matinée, mercredi 4 mars, les corps de soixante-dix-huit mineurs avaient été remontés, ainsi que quarante-trois blessés, aussitôt évacués vers les hôpitaux et dispensaires de Zonguldak, un port de la mer Noire situé à dix kilomètres de la mine.

Le bilan risque cependant d'être plus lourd encore, car les sauveteurs n'avaient pu atteindre mercredi la galerie où restent bloqués

plusieurs centaines de mineurs, par cinq cents mètres de fond. Les familles des mineurs se sont rassemblées en silence à l'entrée de la mine dans l'espoir de voir remonter les leurs vivants. Mais les chances s'amenuisent au fil des heures.

Le 7 février 1990, un coup de grison avait tué soixante-huit mineurs dans la mine de charbon de Yeniköy, près de Merzifon, dans le district voisin. Pour éviter la propagation de l'incendie, il avait fallu faire bétonner une galerie en abandonnant les corps d'une cinquantaine de mineurs portés disparus. Plus de trois mille mineurs de fond ont trouvé la mort en Turquie au cours des quarante dernières années. — (AFP, AP)

La cause kurde est « sacrée »

affirme M. Roland Dumas

Le bilan des combats qui ont eu lieu à la fin du mois de février au Kurdistan d'Irak entre les forces de Bagdad et les insurgés kurdes (le Monde du 4 mars) est de près de soixante tués, dont une cinquantaine de soldats irakiens, a-t-on indiqué, mardi 3 mars, de sources kurdes. Selon ces dernières, l'enjeu de ces affrontements était le pont de Kalak, sur la route reliant Mossoul à Erbil, tombé dimanche matin aux mains de l'armée irakienne. Cette voie était la seule à permettre encore le passage des camions de vivres en longeant les lignes irakiennes. Le pont a été repris dans la nuit de dimanche à lundi par les peshmerga (combattants kurdes), qui le contrôlaient toujours mardi.

A Paris, M. Roland Dumas a assuré mardi, après avoir reçu le dirigeant kurde Massoud Barzani, que la cause des Kurdes était «sacrée» et que la France continuait à la défendre «dans toutes les enceintes internationales». Le ministre des affaires étrangères a également indiqué que le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) avait remercié pour les initiatives prises par la France en faveur des Kurdes. M. Barzani a ainsi exprimé la gratitude du peuple kurde pour l'aide, le soutien mais aussi «la protection de la

France». Par ailleurs, les experts des Nations unies ont déploré, depuis le 25 février, soixante-quinze des quelque quatre cents roquettes irakiennes à têtes chimiques devant être éliminées, a annoncé mardi à Bagdad le chef de leur mission, le Français Michel Desgranges. Il a ajouté que son équipe procéderait désormais à la destruction quotidienne de quarante roquettes, et qu'il espérait voir «sa mission prendre fin dans huit ou neuf jours». — (AFP)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 mars

Poursuite de la reprise

La Bourse de Paris gagnait 0,43 %, mercredi matin à l'ouverture dans un marché peu animé. Une heure plus tard, l'indice CAC 40 accentuait sa hausse et progressait de 0,56 % s'approchant à nouveau du seuil symbolique des 2 000 points. A noter du côté des valeurs, les hausses de Sogerap, Essilor international, Carrefour et les baisses de Matra et IDIA.

Alerte maximum sur le territoire

Le cyclone Esau arrive sur la Nouvelle-Calédonie

Le cyclone tropical Esau était, mercredi 4 mars à 19 heures (heure locale, soit 9 heures de Paris), à quelque 180 kilomètres au nord-ouest de Nouméa. Il se déplaçait vers le sud-est à la vitesse de 20 kilomètres à l'heure ; il devait donc arriver vers 20 heures (heure locale) sur la Grande-Terre aux alentours de Thio et poursuivre sa route en direction de Nouméa. Sur tout le territoire les vents soufflaient déjà à une vitesse moyenne sensiblement supérieure à 100 kilomètres à l'heure, avec des rafales de 200 kilomètres à l'heure. Mais les services de Météo-France s'attendaient à des vents de 140 kilomètres à l'heure avec des rafales à 200 kilomètres à l'heure, accompagnés de pluies diluviennes.

Depuis 12 heures (heure locale), l'alerte maximale, a été inscrite sur une grande partie du territoire de la Nouvelle-Calédonie et elle devait être étendue à tout le territoire, à partir de 20 heures, pour au moins vingt-quatre heures. Par ailleurs, une «onde de tempête» devrait se produire sur les côtes des îles Loyauté, en particulier à Ouvéa.

Le cyclone Esau s'est formé, à la fin de la semaine dernière, au nord de l'archipel du Vanuatu. Il est d'abord allié vers les îles Salomon où il a provoqué de nombreux dégâts. Puis il est revenu passer au large de Vanuatu dans la journée du 3 mars pour se diriger vers la Nouvelle-Calédonie. Il s'agit d'un cyclone très violent, le plus violent probablement à s'être produit depuis une vingtaine d'années. — (AFP)

Un réacteur nucléaire russe arrêté à la suite d'un incendie. — Un des réacteurs de la centrale nucléaire de Balakovo (région de Saratov), à 750 km au sud-est de Moscou, a été arrêté, mercredi 4 mars, à la suite d'un incendie survenu dans une unité de production d'électricité. Selon l'agence Itar-Tass, l'accident, provoqué par un court-circuit, a été classifié au «niveau zéro» des normes internationales, et ne présente «aucun problème pour la sécurité». Le ministre russe de l'énergie atomique a déclaré que le niveau de radiation dans la centrale et dans les environs était «normal», et que le réacteur avait été automatiquement arrêté grâce au système de sécurité. — (AFP, Tass)

CINÉMA

«Dien Bien Phu»

de Pierre Schoendoerffer

PHOTO

La famille Tairraz.

quatre générations

de photographes de m

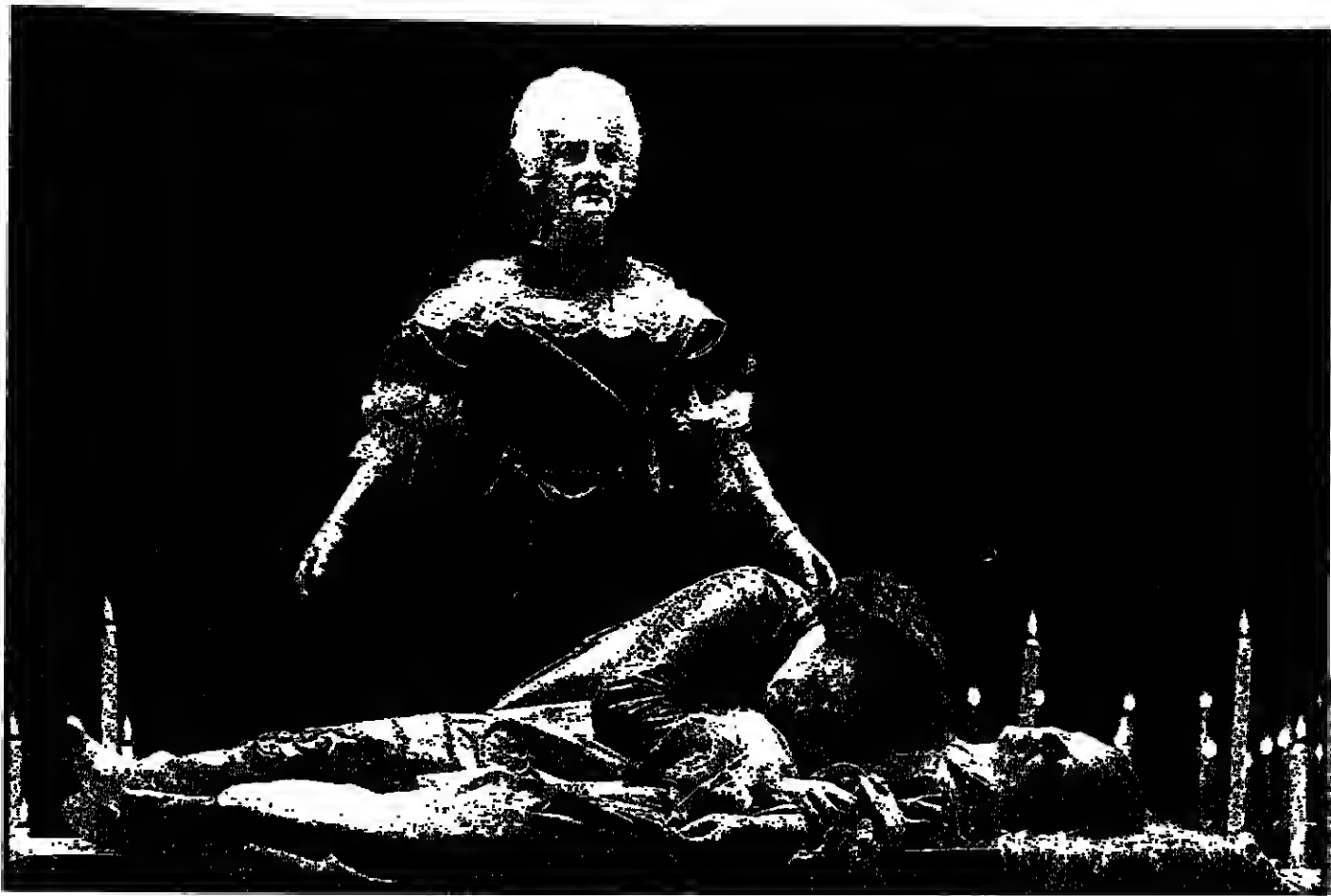
Les pages 26 à 30 la sélection

des rendez-vous de la semaine.

سكائن الوطن

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



«Atys», à l'Opéra-Comique (1987) : Lully retrouvé.



Gustav Leonhardt : artisan et théoricien.

LE SUCCÈS SANS PRÉCÉDENT DE LA MUSIQUE BAROQUE

Les instruments de la liberté

ATYS de Lully triomphe à guichets fermés et, avec lui, Villégier, Lancelot, Cauchetier, Christie, Tommasi, Ariand qui ont signé la fin des plus formidables travaux d'équipe que le théâtre lyrique ait connus ces dernières années, travail auquel il faut associer les chanteurs, la troupe des Arts florissants et la Compagnie Ris et Danceries. A l'issue de la tournée qu'elle effectue actuellement, cette production aura été présentée quatre-vingt-sept fois à Paris, Versailles, Madrid, Montpellier, Caen et New-York depuis la première, à Florence, le 20 décembre 1986. Plus de 110 000 spectateurs l'auront vue. Et bien davantage si l'on se souvient qu'Atys fut diffusé par FR3.

De telles aventures, heureuses, l'opéra en a, certes, connu en ce siècle. Les premières années des Festivals de Salzbourg et d'Aix-en-Provence, le Kroll Oper de Berlin dans les années 20, du temps où le chef d'orchestre Otto Klemperer assurait la direction, la révolution apportée par Wieland Wagner au Festival de Bayreuth dans l'immédiat après-guerre, par Chéreau-Peduzzi-Boulez vingt ans plus tard, les dix années passées par Gérard Mortier à la direction de la Monnaie de Bruxelles (le Monde du 16 janvier) témoignent de la même démarche inflexible : l'opéra est un travail d'équipe qui exige la fusion de tous ses éléments. Spectacle total qui ne peut se réaliser dans l'association de grands noms qui n'épousent pas la même cause, qui ne répètent pas de longues semaines. Spectacle total qui a peu à voir, donc, avec ce que présentent tant de théâtres lyriques tout au long de leurs saisons et tant de festivals internationaux chaque été.

Cent fois soulignée où la tragédie de Lully et Quinault a été représentée, la réussite d'Atys est portée par la déferlante baroque, victoire de la démarche esthétique et de l'attitude professionnelle, de la « philosophie » de ses acteurs. Né du silence des bibliothèques, sous les doigts de bricoleurs de génie, de l'idée toute simple qui consiste à vouloir essayer de jouer une œuvre sur l'instrument qui lui est contemporain, le renouveau « baroque » pourrait être daté de la fin du

siècle dernier. De ce fameux jour de 1889 où Louis Diemer (1843-1919), pianiste champion de la musique de son temps, ressuscitait le clavecin pour une série de concerts organisés dans le cadre de l'Exposition universelle (accordé au 415, s'il vous plaît). A la même époque, le Britannique Arnold Dolmetsch (1858-1940) restaurait pour les jouer ces instruments vénérables qui sont devenus l'ordinaire de tant d'interprètes.

Mais peut-être faudrait-il remonter aux premières années du XIX^e siècle, quand les compositeurs-interprètes commencèrent à jouer de plus en plus souvent en public la musique des époques passées et s'en inspirèrent pour écrire la leur. On pourrait aussi partir de cette fameuse exhumation par Mendelssohn de la *Passion selon saint Matthieu* de Bach en 1828, à Leipzig, ou à l'édition par Brahms, soixante ans plus tard, de la musique pour clavecin de Couperin. Voire, plus près de nous, de la première interprétation, en 1928, à New-York, par un ensemble philologiquement recevable, de la même Passion de Bach par Ossip Gabrilovitch, un pianiste-chef d'orchestre russe émigré aux États-Unis, jusque-là célèbre pour ses interprétations du répertoire romantique.

Dans les mêmes années, Mengelberg et ses confrères chefs d'orchestre ne pouvaient pas diriger Bach ou Haendel en Europe sans convoquer des divisions de chœurs, sans utiliser leurs orchestres au grand complet, sans appliquer à ces musiques une esthétique post-romantique découlant naturellement des instruments utilisés et des œuvres qui formaient l'« ordinaire » de leurs ensembles : l'outil guide la main. On le voit, cette idée n'appartient à personne : elle a accompagné, avec quelques années de retard, la diffusion de la musique dans les salles de concerts publiques. Elle s'est imposée par paliers. 1934 fut, par exemple, une grande date : Eugène Borrel (1876-1962) publiait alors son célèbre traité sur *l'interprétation de la musique française de Lully à la Révolution*. Pour la première fois, on y parlait des notes intégrales. Comment oublier, aussi, le début de la publication, en 1851, de la *Bachgesellschaft* ?

Dans la première moitié de notre siècle, cette démarche ne touchait pas un public nombreux, fût-elle propagée à grande échelle par le disque et la radio, faute d'avoir ses Caruso, ses Cortot ou ses Furtwängler pour en porter les couleurs. Le premier (et longtemps le seul) interprète qui devait atteindre pareille renommée (enfin presque), fut une femme. Wanda Landowska était polonaise, jouait sur un clavecin qu'elle avait fait construire d'après ses propres plans par Pleyel, un instrument solide qui tenait bien l'accord, capable de voyager d'un bout du monde à l'autre. Un instrument « moderne », au sens moins riche harmoniquement que les clavecins anciens, mais pour lequel Manuel de Falla, Francis Poulenc devaient composer... Ils ouvrirent ainsi la voie à une lignée de compositeurs qui ne s'est pas encore éteinte.

Landowska fut donc une pionnière, une prosélyte (ses élèves pianistes et clavecinistes ne se comptent pas) et un penseur qui joignit l'écrit à l'interprétation. Ce dernier trait est une caractéristique des interprètes qui constituent ce mouvement et ce les a pas quittés, comme il caractérisait leurs ancêtres interprètes de leurs propres œuvres : ils pensent, écrivent, éditent des partitions, quand leurs homologues « modernes » sont devenus bien secs ces dernières années dans ce domaine particulier, sauf exceptions notables (Igor Markevitch, par exemple, qui a publié chez Van de Velde une édition critique des symphonies de Beethoven, ou Claude Helffer qui s'est penché sur Debussy pour Erato-Costallat). L'exemple de la claveciniste fut accompagné ou suivi par d'autres, par August Wenzinger, notamment, dont on ne dira jamais assez l'influence considérable en Allemagne et en Suisse, où il a enseigné la viole de gambe dès 1934, à la Schola Basiliensis. Et bien sûr par Ralph Kirkpatrick, un claveciniste, hélas ! oublié aujourd'hui... sauf des clavecinistes qui le vénèrent pour ce qu'il leur a apporté sur le plan musicologique et interprétatif.

Ce n'est toutefois qu'au début des années 50 que les interprètes « baroques » ont commencé à attirer un public plus large, portés par le développement de l'enregistrement et par un grand retour à la musique baroque, à Vivaldi, Albinoni, Bach, Haendel et Telemann. Timidement d'abord, puis de façon sensible dès le début des années 60, avec les premiers enregistrements de Nikolaus Harnoncourt et de son *Concentus Musicus* de Vienne, avec ceux du Collegium Aureum, ensemble dans lequel on trouvait le claveciniste Gustav Leonhardt, le violoncelliste Anner Bylsma, les frères Kuijken, etc.

Après 1968, un nouveau public est venu au baroque. Qui ne se souvient de cette foule qui se pressait, foulard de soie mauve, barbe birsute, veste en peau de mouton sur le dos, aux premiers concerts parisiens de Brüggem, des Kuijken (qui eux-mêmes avaient une allure très baba-cool) ? Qui ne se souvient des moqueries, voire de la colère des uns et des autres contre les adeptes des diapasos anciens, pour leurs instruments vénérables ? Car lorsque les interprètes à l'ancienne sont sortis du bois, lorsqu'ils ont commencé à voir le cercle de leurs admirateurs grandir, le monde s'est soudain coupé en deux. Une guerre de tranchées s'est ensuivie.

Quelques rares balles perdues tombent encore. Elles n'empêchent pas le public de suivre, de plus en plus nombreux, les concerts de ceux que l'on affuble toujours du sobriquet de « baroqueux ». Mais l'affection remplace maintenant la dérision. L'idée que ces interprètes mettaient en pratique avait pour elle d'être logique et aventureuse. Elle aurait dû convaincre. Ne pas se satisfaire du grand orchestre pour jouer les musiques nées avant lui, ne pas se plier à une esthétique post-romantique qui ne pouvait pas coller avec la musique

des XVII^e et XVIII^e siècles, ce pas aller contre la nature même du piano en le picorant pour jouer les clavecinistes, ne pas ajouter de strates à cette bistoire de l'interprétation dorénavant fixée par le disque, ne pas se limiter aux seules œuvres imprimées : chercher. Quoi de plus sain, de plus vivant ?

De leurs tours d'observation, certains musiciens, certains critiques musicaux se sont pourtant mis à tirer à boulets rouges sur ces nouveaux interprètes. « Ils jouent faux, sur des instruments primitifs que leurs compositeurs ont reniés. » (1)

ALAIN LOMPECH
Lire la suite pages 22 et 23

(1) Cette dernière idée, en vogue dès la fin du siècle dernier, fut battue en brèche par Anton Rubinstein dès 1892, dans la *Musique et ses maîtres* : « Nous le piano perfectionné n'est pas un progrès pour exécuter les œuvres anciennes... Puisque les œuvres de telle ou telle époque ont été conçues pour les instruments qui existaient alors, et qui elles devaient en recevoir leur expression complète, je pense que ces œuvres perdent plutôt à être jouées sur les instruments d'aujourd'hui. » Cinquante ans avant Nikolaus Harnoncourt, dont certains voudraient faire à présent l'« an 1 » de la négation du progrès dans l'art de concevoir des instruments, le premier en date de la trilogie des trois R du piano russe (Rachmaninov et Richter l'ont suivi) apportaient déjà son grain de sel à un débat qui n'a que trop duré.

• • • • • **Rétrospective**
au Grand Palais
22 février-1^{er} juin 1992
Toulouse-Lautrec
Réservation
3615 Lautrec
(1) 48 04 38 86
Fnac
Musée & Compagnie
49, rue Étienne Marcel 75001 Paris
Pour offrir de meilleures conditions de visite, la Réunion des musées nationaux propose une possibilité de réservation. Pour accéder à l'exposition sans attente, réservez dès à présent.
Exposition réalisée avec le concours de
Réunion des Musées Nationaux • Fnac • Bédouin & Co

CINÉMA 24
«Dien Bien Phu»,
de Pierre Schoendoerffer
PHOTO 25
La famille Tairraz,
quatre générations
de photographes de montagne
Lire pages 26 à 30 la sélection
des rendez-vous de la semaine.

MUSIQUE

UN CHEF D'ORCHESTRE A CHEVAL ENTRE BERLIN ET CHICAGO

Daniel Barenboïm demande son treizième mois

« Pas de questions sur la Bastille », nous avait averti son agent genevois. L'ancien patron de l'Orchestre de Paris, le complice de Pierre Boulez pour des concerts à deux orchestres, ne souhaite pas rallumer la polémique qui l'opposait, au début de 1989, à Pierre Bergé, et qui se termina par son éviction du nouvel Opéra de Paris. Chef et pianiste, star internationale, fournisseur de disques infatigable, Barenboïm est un musicien comblé. Successeur de Georg Solti à la tête de l'Orchestre de Chicago, il prend dès août prochain la direction artistique du Staatsoper, vénérable établissement lyrique de l'ancien Berlin-Est. Plus près de nous, le Théâtre du Châtelet l'invite en avril pour deux programmes avec son orchestre américain. Puis en juin, avec l'Orchestre de Paris, pour un *Wozzeck* mis en scène par Patrice Chéreau. A ce compte, comment se montrer rancunier ?



THIERRY MARTINOT

lin, on a cherché des chœurs à la hauteur. Le mur était encore debout. Et Harry Kupfer, qui avait monté l'opéra de Wagner des années plus tôt au Staatsoper, nous a dit que ceux de l'Opéra de Berlin-Est étaient excellents. On les a pris. Ce fut la première coproduction Est-Ouest. Ils étaient tellement contents de ce précédent qu'ils ont fait preuve de la plus grande flexibilité, acceptant de venir travailler le matin et l'après-midi alors même qu'ils jouaient le soir.

» En 1992, ça devait être le deux cent cinquantième anniversaire de l'Opéra d'Etat. L'intendant m'a demandé de diriger une nouvelle production. Mais mon planning était déjà bouclé : j'aime faire toutes les répétitions scéniques d'un nouveau spectacle, cela représente six semaines de présence, sans compter les représentations. « Mais puisque vous êtes en train d'enregistrer *Parsifal*, m'a dit l'intendant, vous ne dirigerez pas une reprise de la production Kupfer ? » J'ai accepté tout de suite.

» Une fois que le mur est tombé, on a fait le disque de *Parsifal*, comme je vous le racontais. C'est comme ça que les pourparlers ont commencé pour la direction artistique. J'avais refusé beaucoup de propositions après mon départ de la Bastille. Je me refusais à travailler dans le système routinier des théâtres allemands. C'est ce même refus de la routine qui m'avait d'ailleurs fait accepter la Bastille. Ce que je vais faire à Berlin, je l'aurais fait à Paris : mettre sur pied des méthodes de travail interné-



THIERRY MARTINOT

« Vous avez publié un livre (1). Vous désirez faire le point ?

— Ce ne sont pas des Mémoires. Seul le fil est autobiographique : je parle des gens qui ont compté pour moi musicalement, qui m'ont formé. Mais il s'agit d'un ouvrage théorique — les trois derniers chapitres sont carrément philosophiques — sur le phénomène musical, sur ce qu'exprime le son, sur l'universalité de cette expression. La terminologie, dans notre métier, est trop imprécise. Cette imprécision m'a toujours gêné et l'empirisme, qui régit notre façon de travailler, m'a toujours laissé insatisfait. Ce livre est le fruit d'un ensemble de curiosités théoriques qui ne m'ont jamais quitté depuis que je suis enfant et que certaines valeurs m'ont été inculquées. La curiosité est le sentiment le plus positif qui existe à mes yeux. Si l'on inquiétait seulement la curiosité aux enfants, il leur suffirait de savoir l'alphabet pour comprendre Baudelaire.

— Vous êtes l'un des musiciens les plus débordés du monde...

— Mon planning est établi quatre ans à l'avance. De ce point de vue, ma vie est en effet plutôt réglée... Je passe quatre mois ou quatre mois et demi auprès de l'Orchestre de Chicago. A partir d'août 1992, date à laquelle débute mon contrat avec le Staatsoper, je passerai cinq mois par an à Berlin.

— Il vous restera deux mois et demi de liberté ?

— Ils sont réservés à Bayreuth. Je cherche un treizième

mois. Pendant deux ou trois ans, je vais devoir sacrifier le piano. Mais je suis heureux. Chicago est le paradis des chefs d'orchestre. Pour l'opéra, Berlin va me permettre de réaliser tous mes vœux. Que demander de mieux ? J'ai toujours été plutôt content de mon sort. Quand j'avais l'Orchestre de Paris, je ne ressentais pas l'envie d'aller ailleurs.

— Quel souvenir gardez-vous de la chute du mur de Berlin ?

— En novembre 1989, j'étais là-bas pour enregistrer *Così fan tutte* avec l'orchestre de la Philharmonie. J'étais complètement immergé dans le travail, je lisais à peine les journaux ; en octobre, j'avais juste vu à la télévision les manifestations de Leipzig. Un vendredi, je me réveille, je trouve le journal sous la porte de ma chambre d'hôtel : le mur était tombé. A la Philharmonie, une grande partie de l'orchestre s'était réunie, l'intendant était là aussi, quelques-uns d'entre eux étaient allés à l'Est en bicyclette. Ils ont immédiatement proposé l'idée d'un concert gratuit, dédié exclusivement à la population de l'Est — les gens n'avaient qu'à montrer leur quittance de loyer ou un document équivalent. Le dimanche, le concert avait lieu. La queue s'était formée dès cinq heures du matin. Cet esprit d'initiative m'a toujours frappé chez les musiciens de la Philharmonie de Berlin. Ils sont ouverts à tout, cela s'entend musicalement.

— Et le Staatsoper vous a tout de suite demandé ?

— C'est une autre histoire. A l'époque où l'on planifiait l'enregistrement de *Parsifal* avec la Philharmonie de Ber-

Cote berlinoise

Cinq mois ou quatre ? Daniel Barenboïm nous a déclaré qu'il consacrerait cinq mois chaque année à la direction musicale du Staatsoper, l'Opéra d'Etat de l'ancien Berlin-Est. Le quotidien *Deutsche Zeitung*, dans son numéro du 2 janvier 1992, fait en revanche état de quatre mois et stipule que les émoluments prévus pour cette durée par le contrat de Barenboïm sont de 1 million de marks (3,4 millions de francs). Outre son travail dans la fosse, le musicien devra pour cette somme trois concerts à l'Opéra d'Etat, qu'il dirige ou qu'il joue du piano, qu'il soit soliste ou accompagnateur. Ce montant correspond parfaitement, selon les gens du métier, à la cote internationale du musicien. Il faut rappeler que la pomme da discordie, au temps de l'Opéra-Bastille, avait été les exigences financières de Barenboïm, acceptées par le gouvernement en fin de période de cohabitation puis dénoncées au début du second septennat de François Mitterrand. Or son salaire, en tant que tel, était à peu près équivalent (3,5 millions de francs). Mais toute représentation ou tout concert donné par le musicien en dehors de ses vingt-cinq représentations annuelles forfaitaires devait lui être payé en supplément. On avait alors parlé d'un salaire de 6,9 millions de francs dans la période de rodage de la Bastille, et de sommes encore plus considérables lorsque l'établissement fonctionnerait à plein rendement. Pour combien da mois de présence effective ? Il semble qu'il ne se soit jamais agi sur ce point que de promesses.

A. R.

Vienne (là-bas, quand l'orchestre engage un violon, on est sûr que la nouvelle recrue est toujours l'élève de l'un ou l'autre violoniste du rang).

» Ce que les musiciens de l'Orchestre de Paris avaient d'extraordinaire, c'était leur capacité d'enthousiasme : quand toutes les conditions étaient réunies pour que ça se passe au mieux, ils faisaient des étincelles. La discipline collective est contraire à la nature latine. Toute l'éducation musicale est fondée, en France, sur la couleur sonore. Le solfège parle de noires et de blanches là où, dans d'autres langues, on parle en termes de valeurs, de durées. Le côté mathématique de la musique n'est pas primordial en France : ça m'a forcé à développer une gestique rythmique claire, une vigilance sur l'organisation des masses. Mon passage à l'Orchestre de Paris m'a donné le sens de la couleur.

— Vous enregistrez pour toutes les multinationales. Vous ne croyez pas que chaque marque a son esthétique ?

— J'ai été en exclusivité chez EMI, puis chez DG. Pour EMI, il me restait quatre ou cinq disques à faire : je viens d'enregistrer le *Concerto pour violon* de Brahms avec Perlman. Sony Classical a sorti le « Concerto du mur » et les sonates de Brahms avec Perlman. Je n'ai pas pour l'instant d'autres projets avec eux. Pour l'essentiel, je me partage entre Warner/Erato et Warner/Teldec. Les quatre opéras de Mozart et *Parsifal* ont été enregistrés par les mêmes équipes.

» Mes sentiments pour le disque sont partagés. Je ne crois pas qu'on enregistre pour l'éternité. La technique m'est assez indifférente. Je veux que la prise de son soit la plus naturelle possible, que l'orchestre joue comme il a l'habitude de jouer, qu'il se croie au concert et qu'il oublie les micros. L'œuvre qu'on a gravée a existé comme ça, à ce moment-là, et n'a plus la même existence dès le lendemain. Quand j'enregistre, je suis moins angoissé par ce que j'ai fait que par l'idée de pouvoir le refaire.

— Certains critiques ont constaté que vos tempos dans *Parsifal* étaient exactement ceux de Karajan.

— C'est bien la première fois que je me serais conformé à un tempo quelconque ! Et croyez bien que je n'ai pas utilisé le matériel d'orchestre de Karajan. En fait, je suis incapable de diriger deux fois de suite selon les mêmes tempos. On a enregistré *Parsifal* dans une église, l'acoustique était très réverbérante. Les tempos dépendent du volume de la salle, de la transparence acoustique, de l'intensité du son. Pour que ces tempos puissent vous convaincre totalement, il faudrait que vous les écoutiez dans l'acoustique du lieu d'enregistrement. C'est évidemment impossible. Je vous l'ai dit : la musique n'est pas destinée à être mise en boîte.

— Comment jugez-vous l'état d'esprit en Allemagne orientale, maintenant que le mur est tombé ?

— Leurs difficultés sont énormes, mais ils disposent indéniablement d'un bien-être qu'ils n'ont jamais connu. Ceux qui lisent Tchekhov dans le métro peuvent désormais lire *Play boy*. Le danger est évidemment que le matérialisme s'infiltre.

— Y a-t-il des musiciens qui ont tenté de quitter le Staatsoper pour l'Ouest ?

— Il n'y a que quelques pas à faire. Or, il n'y a pas eu une seule demande de départ. La fidélité à l'institution, la loyauté professionnelle étaient aussi fortes à l'Est qu'à l'Ouest. L'attachement des musiciens au Staatsoper est presque mystique, comme celui des musiciens de l'Ouest à la Philharmonie de Berlin. Il y a des institutions que l'on ne quitte pas.

Propos recueillis par ANNE REY

(1) *Une vie en musique*, à paraître en avril chez Belfond.
(2) Il s'agit finalement de *Die Brantwahl* de Busoni. Première le 5 décembre 1992.

uments de la liberté

eaux puisqu'ils vont et viennent, au gré de leurs choix, de leurs engagements, d'un orchestre à un autre, travaillent, se remettent en cause périodiquement. Vivent leur vie d'artiste.

Cette situation a son revers : elle n'est pas source de progrès social, et l'existence d'excellents ensembles tient à peu de chose — un sponsor qui décide de les lâcher, et c'est la fin. Elle a son revers, mais elle est saine puisqu'elle conduit les musiciens baroques à pratiquer des cachets plus réalistes que leurs confrères de l'autre bord. Les musiciens du rang comme les vedettes. Star des stars, le claveciniste Gustav Leonhardt demande des cachets quatre fois moins élevés que ses confrères pianistes du même rang... Cette vérité des prix, liée à la faiblesse des fonds publics reçus par les ensembles baroques constitués (2) est une arme à double tranchant : un concert de Christie ou d'Herreweghe est forcément plus cher que celui d'un orchestre subventionné dans la mesure où les musiciens qui jouent au sein de ceux-ci ne reçoivent, le plus souvent, pas de cachet lorsqu'ils sont invités en dehors de leur port d'attache puisqu'ils sont déjà salariés. Ils sont simplement défrayés.

Longtemps, les musiciens baroques se sont complu dans ce manque de moyens, ils le revendiquaient car il leur apportait la liberté vis-à-vis des tutelles et des circuits traditionnels de la musique ; il correspondait à leur philosophie « contestataire ». Le travail que fournissent aujourd'hui en France une vingtaine d'ensembles constitués, les recherches qu'ils mènent pour la mise en valeur du patrimoine musical euro-

péen devraient inciter l'Etat à réviser sa politique dans ce domaine. Les difficultés grandissantes rencontrées par tant d'ensembles les ont conduits à changer d'attitude.

De pionniers, ils sont devenus, peu ou prou, ce que nous avons de plus exportable, avec quelques solistes. Et ce n'est pas fini, puisque, logiquement, les « baroques » remontent le cours du temps pour jouer Berlioz et Brahms, appliquant à ces compositeurs les mêmes méthodes de travail qui leur ont valu leurs triomphes, voire Debussy et Schoenberg. Viendra enfin le 17 juin 2287, où le Festival de Myrnapolis (3) fera reconstruire la 4X et tous les vieux instruments à cordes, à vent et à clavier utilisés par l'Ircam pour un hommage à la vénérable institution. Il se trouvera bien un homme illustre pour pourfendre une curiosité et une démarche bien légitimes.

ALAIN LOMPECH

(2) Les finances publiques soutiennent les Arts florissants à hauteur de 4 millions de francs annuels : l'Etat leur verse 2,8 millions de francs (dont 800 000 F au titre du Fonds de programmation), la ville de Caen et le conseil régional de Basse-Normandie 1,2 million de francs. Le groupe Pechiney les mettez pour 2,1 millions de francs. A peine mieux loti, l'Ensemble de la Chapelle royale, dirigé par Philippe Herreweghe, reçoit 4,8 millions de francs et des collectivités locales. L'Etat verse 23 millions de francs pour l'ensemble de son action en faveur des ensembles et institutions qui se consacrent à la musique ancienne, soit moins que ce que l'Orchestre de Paris reçoit à lui seul.

(3) Lire *Vous avez dit baroque ?*, de Philippe Beaussant, éditions Actes Sud.

diaires entre l'Allemagne et la stagione, qui mettent à égalité le travail scénique et le travail musical.

— A quoi ressemblera une saison ?

— Quatre ou cinq nouvelles productions par an. Chaque spectacle sera repris, pour des séries, trois fois la première saison, deux l'année suivante, etc. A chaque reprise, on change deux ou trois chanteurs. Au bout de trois ans, on dispose de deux ou de trois distributions par spectacle. Pas une distribution A, avec les stars, et une distribution B, avec des chanteurs de seconde zone. Des distributions d'égale qualité. Ainsi, à la Bastille, on aurait terminé l'Année Mozart avec les trois Da Ponte dans une double ou une triple distribution, mis en scène par Patrice Chéreau.

— Le Staatsoper n'a pas trop souffert de la routine du régime ?

— Les chanteurs ne sont plus de la première jeunesse, la troupe est de niveau très inégal, mais il y a Peter Schreier, Theo Adam ! Et grâce aux méthodes de travail plus flexibles, il y a déjà de nouveaux venus, comme Siegfried Jerusalem. Vous savez comme les communistes font bien les choses quand ils s'y mettent : ils ont totalement restauré le bâtiment il y a six ou sept ans. La technique est entièrement modernisée, le bâtiment magnifique. Cette année, on fait un nouveau *Parsifal* dans une nouvelle mise en scène d'Harry Kupfer, un nouveau ballet et probablement une œuvre du début du siècle. On avait pensé au *Chemin de l'éternité*, de Weill, sur un livret de Franz Werfel. Mais la fondation Kurt Weill ne nous a pas accordé les droits (2).

— Comment s'est passée la succession de Solti à Chicago ?

— Tout avait été planifié de longue date. Solti avait partagé ses deux dernières saisons avec moi. La passation de pouvoirs s'est faite organiquement : l'orchestre savait parfaitement à qui il avait affaire. Ils sont d'un professionnalisme époustouflant. Vu la taille du pays, ils ont été formés dans des écoles différentes, au Curtis Institute, à Cleveland, à la Juilliard School, leur jeu n'a pas l'homogénéité naturelle des musiciens de la Philharmonie de

CINÉMA

« DIEN BIEN PHU », UN FILM DE PIERRE SCHOENDOERFFER

Le fantassin de la mémoire

Il était à Dien Bien Phu. Nous y sommes avec lui. Pierre Schoendoerffer est de ces guerriers qui n'aiment pas la guerre mais ceux qui la font. Un ingénieur-grogner, un fantassin de la mémoire, arpente sans cesse le champ des batailles perdues. Question d'honneur, de drapeau, ces mots trop grands, creusés de tombes. « Mourir pour la patrie, c'est le sort le plus beau », dit un chant, patriotique justement... Ça paraît idiot, ça ne peut pas l'être tout à fait.

La 317^e section, en 1964. Dix ans plus tard, un documentaire poignant aux côtés de la Section Anderson. La guerre d'Indochine est devenue la guerre du Vietnam. Ce Vietnam qui colle à la peau, à l'âme de Pierre Schoendoerffer. Rien de plus juste, de plus normal qu'il signe aujourd'hui *Dien Bien Phu*, un grand film touchant et imparfait qui allie une naïveté minutieuse à une légitimité incontestable.

Il faudrait d'ailleurs parler des deux films de Schoendoerffer, deux films en un. Le premier est presque un chef-d'œuvre. Le second est presque un désastre. Le premier, tourné non loin du site de Dien Bien Phu, c'est celui qui raconte la guerre, qui montre le guerrier comme rarement on l'a vu, dans une proximité ravageuse. Guerre terrible, plausible, les Dakotas volent au ras de nos têtes, gros hennissements blafards d'où sautent en chapelets les petits paras harnachés. Les obus explosent sur nous, les tranchées s'emplissent de sang, le ciel est noir, il n'y a plus de ciel. Les hommes sont seuls à tenir les collines aux noms de femmes, Béatrice, Huguette, Claudine, Isabelle... Les collines tombent. Les hommes aussi.

Au Q. G., à l'autre bout des radiotéléphones crachotants, sur la planète des généraux, tout le monde à l'air de s'en foutre. Demandons des renforts. Pas de renforts. Abandonnez. L'abandon, la peur, l'ennui, la pluie, c'est la guerre vécue, une épopée suicidaire et ingrate. Pas de mauvaise conscience à l'Américain, pas de lyrisme masochiste. *Dien Bien Phu* est l'anti-Voyage au bout de l'enfer (Cimino), l'anti-Apocalypse Now (Coppola), l'anti-



1954, les derniers volontaires.

Platoon (Oliver Stone). La guerre ne s'incarne pas, l'ennemi est invisible, le corps expéditionnaire français se bat seulement, modestement, contre la perte inéluctable d'une « grande illusion ».

Ce n'est qu'à la fin, dans une séquence extraordinaire, lorsque le défilé est consommé, que des blessures ouvertes d'une terre ravagée sortent des Vietnamiens par milliers, une foule exultante, puissante, indifférenciée... Ce qui est beau, c'est qu'on ait donné à Schoendoerffer, des moyens à la hauteur de ses souvenirs, des moyens grandioses pour la chronique intime de milliers de morts annoncés.

Il n'en est que plus dommage que dans « l'autre » *Dien Bien Phu*, bâti en contrepoint, toutes les scènes de « fiction » se déroulent à Hanoi soient si conventionnelles, si maladroites, si pesantes. On croise, meublé à juste titre, Ludmila Mikaël, improbable virtuose, emblématique « voix de la France », jouant du violon au milieu d'un orchestre vietnamien. On suit Donald Pleasence, articuliste un français aussi poussif que le pousse-pousse qui le transporte, censé être un journaliste américain, impossible fils naturel de Lucien Bodard et de Joseph Kessel, buvant sec, tapant furieusement sur sa Remington, tandis qu'une jeune Annemette prend des poses lascives à l'arrière-plan. Quant à Jean-François Balmer, tout enchevêtré de longueurs bourgeoises dans sa robe de chambre damassée, il a davantage l'air de sortir d'une pièce de Sacha Guitry que du desk de l'AFP...

Les soldats (Patrick Catalifo, Christopher Buchholz, Maxime Leroux), que ce soit au front ou à l'arrière, sont plus vraisemblables. Mais tout le monde parle assez faux. De façon si déconcertante qu'après un moment d'acclimation, on en vient à penser à une distanciation schoendoerffienne comme il en est une brechtienne. Ou plutôt, sans doute, à une volonté de ne poser les personnages que comme des pions de chair sur l'échiquier fou des combats...

Sous la tente de l'hôpital de campagne, on aperçoit le silhouette de Geneviève de Galard, « l'ange de Dien Bien Phu ». C'est la fille de Schoendoerffer, Amélie. Sous la mitraille, avance un caméraman timide et déterminé à témoigner. En 1954, c'était Pierre Schoendoerffer qui tenait le rôle, « pour de vrai ». Trente-six ans plus tard, c'est son fils, Ludovic. Comme si Dien Bien Phu était une affaire de famille, une affaire entre la France et lui, entre la guerre et lui. Entre lui et lui.

Outrecuidant, peut-être. Présomptueux, sûrement. Mais formidablement sincère, et, toutes réserves faites, fort et émouvant.

DANIELE HEYMANN

DE L'INDOCHINE A L'ALGÉRIE

Les responsabilités de l'arrière

Le 8 mai 1954, un titre barrait la « une » du *Monde* (daté du 9-10 mai) sur six colonnes : « Sans nouvelles de la garnison de Dien Bien Phu », tombée la veille aux mains du Vietminh. Derrière le fracas et la fumée de la pyrotechnie, martelée avec maestria par Pierre Schoendoerffer — qui a bien rendu l'atmosphère épique de la bataille et celle, délétaire, de l'« arrière » à Hanoi — Dien Bien Phu a été le symbole de cette guerre d'Indochine, perdue dans les bureaux et dans les esprits au moins autant que sur le terrain.

L'INDOCHINE, une guerre d'occasions perdues et une tragédie d'erreurs, depuis le refus de de Gaulle de traiter avec Ho Chi Minh, préférant l'affrontement, jusqu'au choix du général Navarre, qui conduisit ses unités d'élite à s'enfermer dans ce que Jules Roy a appelé — c'est le titre d'un des chapitres de son livre — le « pot de chambre » (1), cercueil des derniers rêves coloniaux français.

Fin d'une période, fin de l'empire et naissance d'un mythe d'héroïsme, de « penache », substance de ces pages d'histoire que les Gaulois aiment à écrire, une des plus belles de l'histoire militaire française même si elle se termine par une défaite, comme le pensent toujours bien des officiers. Même si, pour d'autres, histoire signifie passé, un passé qui a été définitivement exorcisé par la défaite des Américains, vingt et un ans plus tard presque jour pour jour. Les Français ont une singulière étrangeté pour les défaites, d'Alsace à Waterloo, d'Azincourt à avec laquelle Jules Roy établit un parallèle — aux charges de Reichshoffen.

On ne peut pas comprendre la guerre d'Algérie — qui débuta cinq mois plus tard, le jour de la Toussaint — la fin de la IV^e République, ou la participation d'officiers au putsch de 1961 à Alger et leur engagement dans l'OAS, sans analyser l'humiliation de Dien Bien Phu et la perte d'une Indochine où « beaucoup avaient laissé leur cœur », même s'ils n'avaient pas toujours été sourcilieux sur les

moyens. Humiliation d'avoir été vaincus par une guérilla indigène dont nombre d'états-majors ne faisaient pas grand cas ; humiliation d'avoir été lâchés par un commandement au petit pied et des politiciens lointains, préoccupés avant tout par la prochaine crise ministérielle, affaiblis par tant de commissions, tant d'éveuglement.

Un traumatisme qui continue de marquer beaucoup d'anciens d'Indo, comme on l'a vu encore récemment. Schoendoerffer — qui semble avoir, enfin, réalisé son rêve de filmer l'épopée à laquelle il avait participé — fait revivre cette « guerre des capitaines » que fut la guerre d'Indochine, une guerre contre les « Viets » dans la jungle ou les rizières, une guerre contre des généraux au fond de leurs bureaux et pour lesquels les « anciens » n'avaient souvent que mépris. Des capitaines qui deviendront colonels en Algérie. Et qui auront parfois du mal à pardonner à ces hommes politiques et à cette population française qui, à leurs yeux, les avaient laissés tomber et ne soutenaient pas un conflit à la fois impopulaire et incompris.

Le film retrace l'histoire d'un petit groupe d'officiers et de journalistes pendant les huit semaines du drame pour ne pas en diluer l'intensité. Mais le nom de ce gros village est apparu dans les colonnes du *Monde* dès le 22 avril 1954 (2). A la fin de l'année 1953, le général Navarre, nouveau commandant en chef en Indochine, décida — en dépit d'insistantes mises en garde de nombreux officiers — d'installer dans cette cuvette des confins laotiens, recouverte par les nuages et haleyée par les vents plusieurs mois par an, un « hériss » sur lequel le gros du corps d'armée vietnamien viendrait se casser les dents. Le 20 novembre, les premiers paras étaient largués sur place. Fin décembre, la base était déjà encerclée, et le chef de guerre vietnamien, le général Giap, se mettait à désirer à son tour cette confrontation à Dien Bien Phu, dont il attendait, lui aussi, une victoire symbolique.

Des commandants continuaient de considérer avec condescendance, malgré leurs précédents succès, ces « Viets » que Schoendoerffer ce nous montre qu'une seule fois, lorsqu'ils envahissent la masse la forteresse qui vient de se rendre. Jules Roy regrette, avec une plume de pamphlétaire qui ne cultive guère la nuance, « la médiocrité de nos grands chefs (...) la légèreté d'esprit qui leur a fait prendre leur ennemi pour un imbécile (...), leur contentement d'eux-mêmes, leur ignorance de l'ad-

versaire (...) Commander en Indochine, c'était passer des villas somptueuses, des voitures, des femmes, recevoir et intriguer ». Et de conclure, féroce : « Des lions menés par des ânes ? Disons, pour être respectueux, des lions menés par d'autres lions dont la crinière était mangée aux mites et qui éprouvaient le besoin de téléphoner chaque jour à bobonne pour la rassurer ».

Un an avant la chute du camp retranché, le général Salen — pourtant surnommé « le Chinois » — jugeait le Vietminh incapable de combattre à plus de 150 kilomètres de ses bases, alors qu'il fera beaucoup mieux, en partie avec l'aide des communistes chinois voisins. Le 24 décembre 1953, le général Navarre écrivait qu'à Dien Bien Phu « une bataille peut être acceptée par nous dans des conditions très favorables » et « ne peut que tourner en notre faveur », alors que le camp était déjà encerclé. Obnubilé par une autre opération, « Atlante », menée au Centre-Annam, Navarre eut du mal à comprendre qu'une défaite à Dien Bien Phu aurait un retentissement symbolique bien plus grand que les quelques 3 % de effectifs du corps expéditionnaire qui allaient y être sacrifiés. Ho Chi Minh, au contraire, l'avait fort bien compris.

Pendant ce temps, par dizaines et dizaines de milliers, des coolies vietnamiens portant à même le dos ou sur des bicyclettes Peugeot qui faisaient office de taxis de la Marne, convergèrent sur des pistes de montagne pour amener à pied d'œuvre riz, armes et munitions, protégés des avions français par la forêt et les nuages. Ils bénéficiaient d'un soutien chinois massif, en matériel et en conseillers. En stratégie aussi, du moins au début, comme l'a révélé la polémique entre Hanoi et Pékin il y a une dizaine d'années : les Chinois ont fait parler des officiers qui étaient sur place, pour insister sur leur rôle et sur l'« ingratitude » des Vietnamiens. Le général Giap a expliqué le report de l'offensive par un changement de stratégie, celle imposée par les généraux de Mao étant, selon lui, inadéquate.

Dans ces conditions, Dien Bien Phu était-il un désastre annoncé ? Pas pour tous. Du moins jusqu'au 15 mars, au surlendemain de la première attaque quand, aux yeux des plus lucides, les jeux étaient déjà faits, tandis que d'autres s'accrochaient encore à l'espoir, aux illusions, au rêve, ou « panache » de ces défenseurs, dont la mort reviendra des camps de prisonniers vietnamiens. L'envoi de renforts au compte-gouttes — de Bigard

au dernier volontaire, et, malgré le peu de chances de s'en sortir, il y en eut beaucoup, au nom d'une certaine idée de l'honneur et de la mort qui n'est plus guère à la mode — pouvait seulement, comme une perfusion pour un mourant, prolonger l'agonie jusqu'à ce que les Américains interviennent avec leur aviation — ils ne le feront pas — ou que l'on parvienne à une solution diplomatique. La conférence de Genève, qui s'ouvrit le 26 avril, n'en proposa aucune sinon la reconnaissance d'un fait : l'Indochine française avait vécu.

Sans doute était-elle déjà morte depuis longtemps. Depuis l'échec des négociations de Fontainebleau avec Ho Chi Minh en 1946. En raison, aussi, de l'absence de vision politique de la France. Car, comme le remarquait déjà Robert Guillaud dans le *Monde* du 9 février 1952 : « Si nous lâchons l'Asie rouge (Si nous lâchons l'Indochine, tout lâche) (...) Si nous gagnons : plus d'Indochine. (Notre victoire signifierait notre départ. En France, nous n'avons pas encore compris que nous avons signé une promesse d'héritage au profit du Vietnam qui ne nous laissera rien, sinon le peu qu'il consentira à nous laisser) (...) Nous louvoyons entre deux politiques, la première, qui pourrait avoir pour formule : durer pour rester, et l'autre : durer pour partir ».

Les leçons de l'histoire sont rarement apprises. Pour preuve, côté français la guerre d'Algérie, et côté américain la guerre du Vietnam. Washington estimait que l'échec français en Indochine résultait des incapacités de Paris et que les Américains, une fois sur place, feraient mieux. Moins de rigidité doctrinale d'un côté, plus de réalisme et de générosité de l'autre auraient sans doute permis d'éviter aux Vietnamiens ces deux guerres dévastatrices. Des guerres dont ils ne se sont toujours pas remis. Leurs dirigeants encore moins qui, de plus en plus seuls chez eux et dans le monde, se cramponnent à une idéologie qui, après avoir remué des montagnes, n'est plus qu'une triste fantôme.

PATRICE DE BEER

(1) *Dien Bien Phu*, Robert Laffont, 1963. A lire aussi *Pourquoi Dien Bien Phu*, du colonel Pierre Rocolle, Flammarion, 1968.

(2) Sur Dien Bien Phu et les médias, lire *Dien Bien Phu*, de Jacques Dalloz, dans la collection « Les médias et l'événement » de La Documentation française, 1991, 96 p. plus des fac-similés, 95 F.



Joseph Tairraz, vers 1959

Joseph Tairraz est un des premiers à avoir photographié depuis le sommet du Mont-Bianc, trente ans plus tard, son arrière-petit-fils malade, la tradition familiale, initiée depuis quatre générations. Le même regard et une obsession des sommets.

Quatre générations de Tairraz ont été photographes. Joseph Tairraz, père de Louis, grand-père de Pierre, arrière-grand-père de Jean-Pierre. Ils ont tous été photographes de sommets, de Mont-Blanc à l'Everest. Joseph Tairraz a été le premier à photographier le Mont-Blanc en 1858. Louis Tairraz a été le premier à photographier l'Everest en 1924. Pierre Tairraz a été le premier à photographier le Mont-Blanc en 1954. Jean-Pierre Tairraz a été le premier à photographier l'Everest en 1984.

Les quatre Tairraz ont été photographes de sommets. Joseph Tairraz a été le premier à photographier le Mont-Blanc en 1858. Louis Tairraz a été le premier à photographier l'Everest en 1924. Pierre Tairraz a été le premier à photographier le Mont-Blanc en 1954. Jean-Pierre Tairraz a été le premier à photographier l'Everest en 1984.



PHOTOGRAPHIE

UNE EXPOSITION ET UN LIVRE SUR LA FAMILLE TAIRRAZ

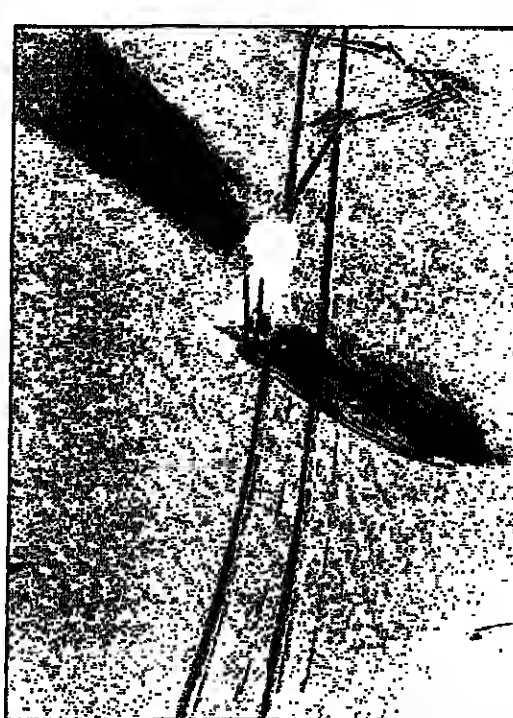
Le Mont-Blanc, de père en fils



Joseph Tairraz, vers 1890-1895.



Georges Tairraz I, 1908.



Georges Tairraz II, 1935.



Pierre Tairraz, 1973.

Joseph Tairraz est un des premiers à avoir photographié depuis le sommet du Mont-Blanc. Cent trente ans plus tard, son arrière-petit-fils maintient la tradition familiale, ininterrompue depuis quatre générations. Un même regard et une obsession : touter les sommets.

QUATRE générations de Tairraz regardent le Mont-Blanc depuis Chamonix, la ville où ils sont nés, en bas d'une montagne qui a catalysé tous leurs rêves. En cent quarante ans, le sommet de l'Europe n'a pas bougé, mais de père en fils, les clichés de cette famille de Haute-Savoie portant la même signature enfantine dans le coin en bas ont évolué, retraçant l'histoire de l'alpinisme et celle de la photo de montagne. Quelle constance ! Les deux premiers ont surtout photographié « le bas » ; les deux suivants, « le haut », passant d'une montagne enfantine à une montagne horribile. Mais Joseph (l'arrière-grand-père), Georges I (le grand-père), Georges II (le père) et Pierre (le fils) se sont approchés toujours plus près d'une des montagnes les plus photogéniques au monde, citadelle avancée entre le lac Léman et la vallée d'Aoste.

On doit peut-être à « Joseph Ter » — on ne prononce pas les « oz » et les « az » dans la région — la première photo prise au sommet du Mont-Blanc (1861), quelques mois avant l'expédition des illustres frères Bisson (1). Ses descendants poursuivront cette tradition de « photographes-alpinistes » : Georges I avait son aptitude de guide, tout comme son fils, qui a fait toutes les faces nord des Alpes. Quant à Pierre, il est monté une trentaine de fois au sommet du Mont-Blanc, réalisant plus de quatre-vingts bivouacs par an dans sa jeunesse.

Les quatre Tairraz sont persuadés que « c'est la montagne qui les a conquis et non le contraire », explique Pierre, cinquante-huit ans. Avec cet état d'esprit, on voit mieux. Il y a un regard Tairraz, au point que certains clichés sont indifféremment signés par le père ou le fils. Un regard qui traduit « la préoccupation de l'homme par rapport à la montagne », continue Pierre. Chez beaucoup de

photographes, l'homme « efface » la montagne. Chez les Tairraz, la montagne est reine, l'homme reste à dimension, noyé ou placé dans le cadre pour en donner l'échelle. L'arrière-grand-père, par exemple, manquait de « figurants » tant il était impossible de les faire poser pendant de longues minutes, sans bouger, dans des positions inconfortables. Mais il était si désespéré par le « grand vide », qu'il dessinait à l'encre la plupart des silhouettes de ses images réalisées en altitude.

Sur les douze mille photos de famille qui ont survécu à l'inondation de 1920 — et à la poubelle —, seules « mille à mille cinq cents ont de la valeur », affirme Pierre, qui a répertorié le fonds de façon sévère. Toutes traduisent une vision optimiste de la montagne. « Il y a toujours du soleil dans nos photos. » Pas de drame ni d'accidents, mais un cadre très lisible, parfois drôle, souvent lyrique, et émuant lorsque l'objectif retrace sur quatre générations une chronique de la « Jonction », paysage lunaire et photogénique où le glacier se disloque, sur les pentes du Mont-Blanc.

— Joseph Tairraz (l'arrière-grand-père, 1827-1902). — Cet autodidacte a débarqué en photographie « comme un Indien », explique son arrière-petit-fils. Issu d'une famille de laborieux (propriétaires terriens et hôteliers), ce Chamoniard a eu un coup de foudre pour la photo et s'est formé en observant les peintres qui affluaient de l'Europe entière et qui installaient leurs chevalets sur les belvédères, face aux sommets. Joseph allait également à Genève pour se tenir au courant des progrès incessants de la photographie en cette deuxième moitié du dix-neuvième siècle.

Joseph crée son studio, Photographie alpine Tairraz, en 1857, quand il s'essaye à ses premiers daguerrtypes. Il prend les alpinistes au retour de leurs courses sur fond de toiles peintes censées illustrer leurs exploits. Les clients peuvent également choisir des photos dans un gros album rouge où acheter des souvenirs. Ce genre de portrait était très répandu jusqu'au début des années 20, mais Joseph, « plus montagnard qu'alpiniste », aimait par-dessus tout laisser son studio aux femmes et partir en expédition avec son matériel pour réaliser les photos in situ.

Monter au sommet du Mont-Blanc était déjà une expédition. Mais faire des photos... Il fallait porter un mini-laboratoire de 200 kilos dont une vingtaine rien que pour

l'appareil et les objectifs. Quatre à cinq personnes portaient les plaques de verre. La manipulation était un véritable casse-tête : les plaques d'un format 21x27 devaient être émulsionnées, développées, retouchées, en une heure, sans que le colloidon humide, les sensibilisateurs au sel d'argent et autres produits ne gèlent.

— Georges Tairraz I (le grand-père, 1868-1924). — Conscient de ses limites, Joseph Tairraz a envoyé son fils à Paris pour y apprendre la technique, notamment l'art de la retouche. Georges complètera sa formation en accompagnant son père en montagne. Le résultat est impressionnant, donnant de l'ampleur au studio familial à la fin du siècle dernier : « Il faisait des paysans des images de stars », explique Pierre. Seul un œil expert devine où s'arrête le pinceau, le grattoir, le cordon. Georges Tairraz est un grand photographe, à qui l'on doit d'étonnantes « passages de crevasses », où les femmes de la Belle Époque tiennent en équilibre sur des échelles de fortune. Georges Tairraz n'hésite pas à faire poser de longues secondes ses figurants, placés sur la glace tel un corps de ballet. Chaque détail vestimentaire tranche sur la blancheur de la glace, chaque piolet, chaque corde de chanvre transformée en barre de fer sous l'effet du gel.

Si les procédés de tirage étaient simplifiés, la prise de vue était toujours compliquée, avec des appareils de plus en plus gros — une cinquantaine de kilos — pour répondre au désir de grands formats (50x60) des clients. Georges Tairraz s'amusait à faire des incrustations d'images, comme ce portrait de l'astronome Janssen, à côté de son observatoire en bois, construit en 1893 au sommet du Mont-Blanc et qui s'enlisa dans la glace quelques années plus tard.

— Georges Tairraz II (le père, 1900-1975). — Profitant des connaissances techniques de son père, Georges II n'a pas fait d'école de photo mais a commencé au labo à l'âge de douze ans avant de tomber amoureux du cinéma, réalisant de nombreux films en montagne (il est conseiller technique sur *Premier de cordée*) et dans le désert. Georges II est surtout le premier à avoir placé l'appareil des Tairraz sur les grands sommets des Alpes, de l'Eiger au Cervin, des Grandes Jorasses au Dru. « Mon père a amené l'altitude dans les images », explique Pierre, là où les lignes se dégagent et les lumières s'individualisent. A la différence de la vallée, qui est une source de

confusion, les hauteurs entraînent un apurement des lignes, avec des oppositions de masses, des structures moins chaotiques. Avec Georges II, la photo des Tairraz est devenue plus graphique, dynamique, avec des compositions plus élaborées, et l'introduction de premiers plans audacieux. Cet ami de Roger Frison-Roche et de Gaston Rebuffat, qui « avait la tête dans les étoiles », a également découvert le mouvement et l'instantané grâce aux pellicules plus sensibles, s'amusant à multiplier les vues de skieurs en plein vol parmi les montagnes.

— Pierre Tairraz (le fils, né en 1933). — « Mon père m'a dit : « Tu t'occupes du magasin ! » Je lui ai répondu que je ferais comme lui, qui l'avait déserté... Nous avons donc vendu le Studio Tairraz en 1968. Je préfère courir le monde. » Pierre Tairraz a marché sur les traces de son grand-père en suivant les cours de Vaugirard et de l'IDHEC, à Paris, avant de replonger dans la photo de montagne, aux côtés de son père : « Dans les dernières années, on plaçait l'appareil ensemble, je lui faisais des faces en modifiant l'angle de prise de vue. C'était comme un cours tranquille. C'était une photo Tairraz. »

L'arrière-petit-fils donne toujours l'échelle avec des personnages qu'il place minutieusement comme des acteurs. « Il faut bien choisir les silhouettes, les vêtements. Les guides ont une patience d'anges. C'est abominable de partir avec moi : rester deux heures sur une arête en attendant que le soleil tourne... En fait, je recherche surtout des personnages. Rebuffat, par exemple : il épousait les verticales tellement il était allongé. » Célèbre pour ses cartes postales en couleurs que l'on trouve dans toutes les stations des Alpes, Pierre Tairraz poursuit le style dépouillé et géométrique de son père, mais a quitté Chamonix en 1976, qu'il juge trop « bruyante », pour un repaire solitaire sur les contreforts des Alpes. Comme pour montrer que ce ne sont pas les Tairraz qui ont changé, mais bel et bien la vallée.

MICHEL GUERRIN

(1) Selon le superbe livre *Montagne des photographes*, Texte Elisabeth Foch, Bords-Contrejour, 244 p., 650 F.

* « Tairraz, de père en fils. Quatre générations de photographes de montagne ». Galerie Contrejour, 96, rue Daguerre, 75014, Paris. Tél. : 43-21-41-88. Jusqu'au 15 mars. « Tairraz, père et fils », Contrejour, 128 p., 350 F.

Dans le cadre du 6^e festival

les **ACTEURS**
à l'écran



LILAH DADI
Prix Michel Simon
1992 pour son rôle
dans « Les
équilibristes » de
Nico Papatakis.

Seine Saint-Denis
Conseil Général

Dans le cadre du 6^e festival

les **ACTEURS**
à l'écran



ELSA
ZYLBERSTEIN
Prix Michel
Simon 1992 pour
son rôle dans
« Van Gogh » de
Maurice Pialat.

Seine Saint-Denis
Conseil Général

LA SÉLECTION

DISQUES

Classique

Ravel

Sonate pour violon et piano - Sonate pour violon et piano - Kaddish - Tristane - Habenera - Barcarolle sur le nom de Gabriel Fauré
Régis Pasquier (violin), Brigitte Engerer (piano).
Le disque que l'on attendait ! Enlevées avec cette sûreté de trait et d'intonation, cette variété de nuances, ce vibrato subtilement changeant qui classent Régis Pasquier aux premières places du violon mondial, avec cette sonorité plantureuse, ces appuis robustes, cette expression grandiose, ses rubatos audacieux typiques de Brigitte Engerer (quelle pianiste !), cette intégrité des œuvres pour violon et piano de Ravel modifie sensiblement l'impression que l'on se faisait de cette musique. Voilà du Ravel qui n'est pas joué en abêt-jour !
1 CD Harmonia Mundi HMC 901364.

Mozart

Concertos pour piano et orchestre n° 8, 13, 25
Zoltan Kocsis (piano), Orchestre de chambre Franz Liszt, Janos Rolla (direction).
Kocsis poursuit donc pour le label hongrois d'interpréter l'intégralité qu'il avait commencée pour Hungaroton. Tant mieux ! Réaliste dans le désordre, publiée sans plan précis, cette série s'enrichit avec ce nouveau disque d'une interprétation remarquable. Orchestre et piano rivalisent de clarté dans l'exposé de leurs idées, les tempos sont stables, plutôt allants, le son est charnu, rayonnant. La prise de son parfaite. L'ambiance est à la fête. Rarément concertos pour piano de Mozart nous auront paru joués de façon si neuve, rarement interprétés autour de se méfier de l'ombre mortifère de l'imitable Clara Haskil. Et l'on réalise soudain que Kocsis et Rolla s'acheminent vers ce qui devrait

être la plus réussie des intégrales des concertos de Mozart.
1 CD Quintana QUI 903022. Distribué par Harmonia Mundi.

Jazz

Stan Getz/Kenny Barron

People Time
Il y a dans ce double objet, ce double compact gravé en duo en mars 1991, un pur joyau : l'idée même du jazz changée en perfection, l'invention dans l'instant d'un air écrit par un autre, *First Song*, de Charlie Haden. Stan Getz semble jouer *First Song* pour la première fois. Il semble en saisir la ligne avant même que la mélodie n'ait été écrite. Il précède toute idée de *First Song*. *First Song* est un air très courtisé. Certains airs sont ainsi faits que tout le monde veut les jouer. Cela arrive de moins en moins en jazz, dont les compositions se banalisent à force de s'individualiser : question de droits d'auteur, de dilution d'ego, d'enkystement de l'imagination. Ernie Watts en a donné, avec son auteur Charlie Haden à la contrebasse, la version de référence (Quartet West, *In Angel City*, Verve 837 031-2). David Sanborn et Abbey Lincoln s'y sont attelés dans des genres que l'on pourrait opposer. André Jaume vient d'en produire une leçon très réservée, toujours avec Charlie Haden (*Peace*, CELP C.19).

La trace définitive de *First Song*, d'une invisible autorité, c'est désormais celle de Stan Getz avec Kenny Barron au piano. Stan Getz sait faire dire à un thème ce qu'il ne peut pas dire, sa part cachée et même maudite. Il se met à hauteur de musique. Il l'invente. Il souffle. Et toujours avec cet air, vous savez, de jouer, pas plus, du sax ténor.

Le seul problème de ce pur joyau c'est qu'il n'est ni meilleur ni moins bon que les treize autres interprétations de *People Time*. Ni plus ni moins. Ce disque est un pur joyau. Tout juste une affaire de ténor sax dans un club, le Café Montmartre de Copenhague. Le vrai problème de ce disque, c'est qu'il est le dernier que Stan Getz ait gravé avant de mourir. On dirait le premier. C'est grave.

André Jaume/Charlie Mariano

Abbaye de l'Épau
André Jaume n'a cessé rien. Ni sur le lien - il continue son œuvre dans le Midi ou en Corse - ni sur l'idée.

C'est l'ambition avouée de François Hadji-Lazaro, chanteur des Garçons Bouchers et de Pigalle, directeur du label Boucherie Productions, que de jeter un pont entre la tradition réaliste de la chanson française et le rock alternatif. Ce disque en est l'aboutisse-

ment et marque parfois brutalement les limites de la démarche. Boucherie, le label, a toujours privilégié l'énergie, la simplicité. Mais dans le monde de Piaf et de Fréhel, il faut parfois plus de trois accords, chanter juste, même. Certains groupes présents sur cette compilation s'en trouvent tout dépourvus. D'autres, dont Pigalle avec *Pauvre Grand* de Fréhel, s'en tirent mieux. Quelques-uns emportent le morceau : *Tel qu'il est* semble avoir été écrit pour les clowns de Strella; Corman et Tusciano jouent *Tout change dans la vie* à la yé-yé, en vrais intellectuels qu'ils sont ; les Wampas mettent leur naïveté (naïf comme dans Rousseau, douanier) au service de *J'ai dansé avec l'amour* de Piaf. Reste que, souvent, la catastrophe n'est évitée que de justesse, tant l'idée a du mal à trouver les moyens de son exécution. Surtout si l'on mesure le reste de l'album à l'aune de la belle version qu'Étienne Daho donne de *Mon Manège à moi*, transformé et reconnaissable, approprié et rendu en hommage.

Boucherie 612-111 2. Distribué par Island.

Rock

The Vulgar Boatmen

Please Panic
Sous un nom vide de sens, sous un titre absurde, le meilleur album de rock de ce début d'année, réunissant des qualités rares, dépourvues des défauts qui les accompagnent d'habitude : la sobriété sans la gaucherie, la délicatesse sans le sentimentalisme, l'intelligence sans la prétention.

A l'écoute de *Please Panic*, disque bref mais complet, on se dit que les Boatmen ont adopté le travesti des groupes d'avant-garde pour se protéger du succès massif qui guette leur rock classique, élégant. Le fait que l'un des deux chanteurs ait une voix plaintive et douce qui rappelle beaucoup le jumeau Paul Simon accentue encore le risque. Mais en même temps, la présence d'un alto renvoie au Velvet Underground. Originaires de Floride, enregistrés à Toronto par le producteur des Cowboy Junkies (vague parenté, dans le côté vaste culture rock utilisée à bon escient), les Vulgar Boatmen sont universellement recommandables : aux jeunes gens assoiffés de nouveautés, aux rockers vieillissants qui ont besoin d'être rassurés sur la validité de leur musique. Et quand sur la plaine *Please Panic* arrive en bout de course, il n'y a qu'une chose à faire : reprendre le disque au début.

Rough Trade R2812 Distribution Virgin.

Otis Redding

It's Not Just Sentimental
An milieu des murailles de coffrets grand luxe qui s'élevait sur les musées des stars disparues, un simple CD : 22 chansons inédites ou prises alternatives des succès (*Respect*, à un rythme suicidaire, *Dock of the Bay*...) d'une des plus grandes voix mâles de la plus grande voix, dirait-on, si l'on ne craignait les avalanches épisto-

lares) de la soul music. Entreprise modeste qui n'apporte que des confirmations, mais aussi un supplément d'âme à une époque où la dentée reste rare. On se rend compte une fois de plus que la rythmique Al Jackson-Donald Duck Dunn était la plus élégante, que les Memphis Horns pleuraient avec une sincérité frissonnante, inconsolable. Et, comme les mixages sont parfois approximatifs, on découvre à l'avant d'un arrangement une merveille qui aurait été autrement cachée par l'architecture rigoureuse : une partie d'orgue d'Isaac Hayes, un contrechant de guitare de Steve Cropper. Enfin, il y a la voix d'Otis Redding, d'une pureté et d'une honnêteté qui inspirent avant toute chose le *Respect*.

Acca/Star-Volt COSKD 041. Import Media 7.

Leon Redbone

Up a Lazy River
Le retour du musicien à remonter le temps. Leon Redbone vit dans un monde où Elvis n'est qu'une lueur dans l'œil de Vernon Presley, où les campagnes du Mississippi ne sont pas plus électrifiées que les guitares. Ce qui ne veut pas dire que tous les disques de Redbone se ressemblent. Il y a cinquante ans, la musique américaine était aussi diverse qu'aujourd'hui.

Up a Lazy River est un album plus urbain, plus luxuriant que le précédent. *Play Gypsy Play*, le premier titre, oscille entre le Hot Club de France et les séquences de cabaret russe dans les musiques hollywoodiennes. *When Dixie Stars Are Playing* évoque la bonne société de Savannah dans les années 30, lorsque les orchestres de noies entraient par la porte de derrière et mangeaient avec les domestiques.

De toute façon, c'est toujours d'évocation, de spiritisme, qu'il s'agit avec Leon Redbone, même si, de temps en temps, il se laisse aller à des plaisirs plus terre à terre (*Gotta Shake that Thing*, chanson paillard de *Juke joint*). Entouré de ses complices habituels (Scott Rock au cornet, Cyndi Cashdollar au Dobro) et d'invités quelquefois prestigieux (Doctor John, le pianiste vaudou de la Nouvelle-Orléans) et toujours irréprochables, Redbone exauce une fois de plus le souhait de Lamartine.

Private/BMG 262566.

Les Garçons Bouchers, Pigalle et al.

Piaf-Fréhel, ma grand-mère est une rockeuse
C'est l'ambition avouée de François Hadji-Lazaro, chanteur des Garçons Bouchers et de Pigalle, directeur du label Boucherie Productions, que de jeter un pont entre la tradition réaliste de la chanson française et le rock alternatif. Ce disque en est l'aboutisse-

ment et marque parfois brutalement les limites de la démarche. Boucherie, le label, a toujours privilégié l'énergie, la simplicité. Mais dans le monde de Piaf et de Fréhel, il faut parfois plus de trois accords, chanter juste, même. Certains groupes présents sur cette compilation s'en trouvent tout dépourvus. D'autres, dont Pigalle avec *Pauvre Grand* de Fréhel, s'en tirent mieux. Quelques-uns emportent le morceau : *Tel qu'il est* semble avoir été écrit pour les clowns de Strella; Corman et Tusciano jouent *Tout change dans la vie* à la yé-yé, en vrais intellectuels qu'ils sont ; les Wampas mettent leur naïveté (naïf comme dans Rousseau, douanier) au service de *J'ai dansé avec l'amour* de Piaf. Reste que, souvent, la catastrophe n'est évitée que de justesse, tant l'idée a du mal à trouver les moyens de son exécution. Surtout si l'on mesure le reste de l'album à l'aune de la belle version qu'Étienne Daho donne de *Mon Manège à moi*, transformé et reconnaissable, approprié et rendu en hommage.

Boucherie 612-111 2. Distribué par Island.

Little Village

Comment résister à la déception de ce début d'année avec un disque exquisément joué, impeccablement produit, extrêmement malin en somme ? Il faut réunir quatre talents chargés dans (presque deux cents en tout) et de lauriers - Ry Cooder, guitariste inspiré ; John Hiatt, auteur-compositeur universellement méconnu ; Nick Lowe, humoriste, père du pub rock anglais ; et Jim Keltner, le batteur que tout le monde veut sur son disque - et les réunir en une formation baptisée Little Village.

Le groupe a déjà existé, lors de l'enregistrement du disque de Hiatt *Bring on the Family*, ici, tous les titres sont signés à quatre. Il ne faut sans doute pas chercher plus loin les causes de notre frustration. Les chansons sont fabriquées, châtées, mais l'identité des auteurs a été gommée. L'intensité de Hiatt, l'ironie de Lowe, la mélancolie de Cooder n'émergent que par instants. Seul *Do You Want My Job*, balade populiste à la Woodie Guthrie, arrive à faire plus qu'effleurer l'auditeur qui reste obnubilé par le plaisir raffiné et éphémère que procurent l'excellence technique, la virtuosité maîtrisée du quatuor.

Reprise/WEA 7599-26713-2.

T.S.

Chanson

Fabian

Bossa, rock twisté, slows (langoureusement appuyés), les filles du Paradiso, « là où les hommes tous égaux viennent vivre une autre vie pour un soir », les rames du métro, les quatre-heures du petit... Fabian s'amuse et *Charles* est stone. Gentiment ironique, jazzy et distanciée : Fabian est tout cela, un peu comme une chanteuse de cabaret. Cette jeune femme, mi-normande, mi-africaine, danseuse de profession, est une artiste de chant avec une absence de prétention absolument délicate. Du même coup, l'album est frais, plutôt drôle, dansant, sans ruptures, dans la veine de toutes les joies mélodiques qu'on aime à fredonner pour se dire que la vie est belle. Trompettes de bal populaire, piano et cuivres swing, rock'n'roll, cha-cha-chas déguisés : la voix est chaude, généreuse. Paroles et musiques sont signées Philippe Swan.

1 CD Polydor 511865.

Claire Chevalier

Savoir Brûler
De leur exil en Amérique Latine pendant la seconde guerre mondiale, Ray

Ventura et son orchestre, Paul Miraki et Henry Salvador avaient rapporté les accents de la samba. Une rythmique sous-jacente, un esprit voyageur qui, au contact des crooners américains, allaient générer la bossa nova. Sur son dernier album (*Joao*, chez Phonogram), Joao Gilberto a détecté une bossa-nova cachée derrière *Que reste-t-il de nos amours*. Claire Chevalier reprend le standard de Trénet avec une poignée de chansons françaises dont on découvre qu'elles se prêtent à merveille aux adaptations bossa-nova, comme *Syracuse* (Salvador-Dimey), *les Feuilles mortes* (Prévert-Cosma), *Couleur café* (Gainsbourg). Claire Chevalier, qui s'en est allée faire carrière au Brésil, est accompagnée par Rosinha de Valença, l'une des meilleures guitaristes sud-américaines. Vos de la-bas, Michel Legrand, Francis Lay, Gilbert Bécaud, ne manquent pas de prestance.

1 CD JSL 943 distribué par Média 7.

V. Mo.

Musiques du monde

Sheila Chandra

Roots and Wings
Depuis près de dix ans, Sheila Chandra, née à Londres d'une famille originaire du Sud de l'Inde, se livre à l'exercice périlleux du mélange pop et indien, l'indipop. Entrée dans le Top 10 anglais en 1982 avec un groupe (Monsoon), un producteur (Steve Coe) et un titre (*Ever So Lonely*), puis partie dans une carrière solo émaillée de silences méditatifs, Sheila Chandra est passée par un large éventail de styles, de la chanson à fredonner au travail vocal.

Très épuré, parfois dilué, *Roots and Wings* est un album chanté d'une voix plus lumineuse que virtuose, où les structures des ragas indiens éclatent sans disparaître pour autant - sous la pression du temps, des tempos et des instruments électriques, très présents mais toujours dominés par les tablas. Les ornements du chant indien ont subi ici une vraie cure d'amaigrissement, mais les envolées, la foi, l'effacement naturel des durées prolongent un état de rêve tout à fait exotique. Steve Coe, avec qui la chanteuse londonienne a fondé le label Indipop, veille au grain. Le résultat se tient, plus puriste que du Najma, mais à des années-lumière des grandes voix indiennes, des Parveen Sultana ou Lakshmi Shankar.

1 CD Indipop distribué par WME.

Kakoli

Bronze and Colors
« An album between the Ganges and the Seine » : une vie, deux cultures. Kakoli est née dans la banlieue de Calcutta, mais habite Paris depuis 1974. La voix parfaitement affûtée, très orientale, Kakoli reprend des mélodies traditionnelles d'Inde et du Pakistan, en fabrique certaines, chansons légères et philosophiques, où les oiseaux s'envolent, où les fleuves se révoltent, ce qui n'empêche pas Krishna le séducteur de tomber les cœurs. Derrière guitares électriques, percussions musclées, harmonica (celui de son mari, San Gupta, maître d'œuvre de l'album, de la production musicale au design de la pochette), basse et synthétiseurs habillent le propos et la délicatesse du chant. Couleurs du Pakistan, distance de l'Europe et chic parisien.

1 CD Shining/Musidisc 590262.

V. Mo.



Yvette Guilbert, violente friponne

mère, Ah que l'amour cause de peine. Avec l'abbaye caennaise pour la satire de la bourgeoisie - les Dames de la paroisse - les Dames de la paroisse... Les double-sens si fort en vogue dans les périodes portaines ne lui faisaient pas peur, elle les lançait avec une élégance redoutable.

Yvette Guilbert était insolente, jamais graveleuse. Elle eut une jeunesse très dure, s'est battue pour se faire reconnaître et faire reconnaître la chanson comme un art à part entière. « Humanité, tu es un corps dont je me sens le peau, et voilà pourquoi je sais chanter », écrivait-elle. Elle se croyait pitre comédienne et a d'ailleurs raté cette partie de sa carrière, sans aucun doute parce que la chanson seule était sa passion. Mais personne n'en a donné des interprétations aussi fines, aussi fortes.

A la fin de sa vie, cette lutteuse est devenue croyante. Sana mierrera, elle a mis sa foi dans la chanson : le *Miracle de Sainte Berthe*, le *Ballade de Jésus*... Et à soixante-dix ans, elle pouvait, en chantant le *Ficre*, envoler des gens pour qu'ils aient une légende.

COLETTE GODARD

* Yvette Guilbert, coffret de deux disques compacts EPM 982 442 avec un livret de soixante-quatre pages comportant une courte biographie - bilingue - français-anglais - des photos, et les textes des chansons.

LA LEGENDE

COFFRET 10 CD - THE PRESTIGE RECORDINGS - 723 AUTRES RÉFÉRENCES A PART D'ICHIKAWA

JOHN COLTRANE

THE PRESTIGE RECORDINGS

Prix découverte 20%

wea

MAC

LAZAR

DE LA SÉLECTION CINEMA

Tous les films nouveaux

À quel tu penses-tu ?

Deuxième partie de la trilogie *Le Dernier Tango à Paris* de Bernardo Bertolucci. Avec Maria Grazia Cucinotta et Sissy Spacek. 120 min. 1991. 14-18-20-25-30-35-40-45-50-55-60-65-70-75-80-85-90-95-100-105-110-115-120-125-130-135-140-145-150-155-160-165-170-175-180-185-190-195-200-205-210-215-220-225-230-235-240-245-250-255-260-265-270-275-280-285-290-295-300-305-310-315-320-325-330-335-340-345-350-355-360-365-370-375-380-385-390-395-400-405-410-415-420-425-430-435-440-445-450-455-460-465-470-475-480-485-490-495-500-505-510-515-520-525-530-535-540-545-550-555-560-565-570-575-580-585-590-595-600-605-610-615-620-625-630-635-640-645-650-655-660-665-670-675-680-685-690-695-700-705-710-715-720-725-730-735-740-745-750-755-760-765-770-775-780-785-790-795-800-805-810-815-820-825-830-835-840-845-850-855-860-865-870-875-880-885-890-895-900-905-910-915-920-925-930-935-940-945-950-955-960-965-970-975-980-985-990-995-1000-1005-1010-1015-1020-1025-1030-1035-1040-1045-1050-1055-1060-1065-1070-1075-1080-1085-1090-1095-1100-1105-1110-1115-1120-1125-1130-1135-1140-1145-1150-1155-1160-1165-1170-1175-1180-1185-1190-1195-1200-1205-1210-1215-1220-1225-1230-1235-1240-1245-1250-1255-1260-1265-1270-1275-1280-1285-1290-1295-1300-1305-1310-1315-1320-1325-1330-1335-1340-1345-1350-1355-1360-1365-1370-1375-1380-1385-1390-1395-1400-1405-1410-1415-1420-1425-1430-1435-1440-1445-1450-1455-1460-1465-1470-1475-1480-1485-1490-1495-1500-1505-1510-1515-1520-1525-1530-1535-1540-1545-1550-1555-1560-1565-1570-1575-1580-1585-1590-1595-1600-1605-1610-1615-1620-1625-1630-1635-1640-1645-1650-1655-1660-1665-1670-1675-1680-1685-1690-1695-1700-1705-1710-1715-1720-1725-1730-1735-1740-1745-1750-1755-1760-1765-1770-1775-1780-1785-1790-1795-1800-1805-1810-1815-1820-1825-1830-1835-1840-1845-1850-1855-1860-1865-1870-1875-1880-1885-1890-1895-1900-1905-1910-1915-1920-1925-1930-1935-1940-1945-1950-1955-1960-1965-1970-1975-1980-1985-1990-1995-2000-2005-2010-2015-2020-2025-2030-2035-2040-2045-2050-2055-2060-2065-2070-2075-2080-2085-2090-2095-2100-2105-2110-2115-2120-2125-2130-2135-2140-2145-2150-2155-2160-2165-2170-2175-2180-2185-2190-2195-2200-2205-2210-2215-2220-2225-2230-2235-2240-2245-2250-2255-2260-2265-2270-2275-2280-2285-2290-2295-2300-2305-2310-2315-2320-2325-2330-2335-2340-2345-2350-2355-2360-2365-2370-2375-2380-2385-2390-2395-2400-2405-2410-2415-2420-2425-2430-2435-2440-2445-2450-2455-2460-2465-2470-2475-2480-2485-2490-2495-2500-2505-2510-2515-2520-2525-2530-2535-2540-2545-2550-2555-2560-2565-2570-2575-2580-2585-2590-2595-2600-2605-2610-2615-2620-2625-2630-2635-2640-2645-2650-2655-2660-2665-2670-2675-2680-2685-2690-2695-2700-2705-2710-2715-2720-2725-2730-2735-2740-2745-2750-2755-2760-2765-2770-2775-2780-2785-2790-2795-2800-2805-2810-2815-2820-2825-2830-2835-2840-2845-2850-2855-2860-2865-2870-2875-2880-2885-2890-2895-2900-2905-2910-2915-2920-2925-2930-2935-2940-2945-2950-2955-2960-2965-2970-2975-2980-2985-2990-2995-3000-3005-3010-3015-3020-3025-3030-3035-3040-3045-3050-3055-3060-3065-3070-3075-3080-3085-3090-3095-3100-3105-3110-3115-3120-3125-3130-3135-3140-3145-3150-3155-3160-3165-3170-3175-3180-3185-3190-3195-3200-3205-3210-3215-3220-3225-3230-3235-3240-3245-3250-3255-3260-3265-3270-3275-3280-3285-3290-3295-3300-3305-3310-3315-3320-3325-3330-3335-3340-3345-3350-3355-3360-3365-3370-3375-3380-3385-3390-3395-3400-3405-3410-3415-3420-3425-3430-3435-3440-3445-3450-3455-3460-3465-3470-3475-3480-3485-3490-3495-3500-3505-3510-3515-3520-3525-3530-3535-3540-3545-3550-3555-3560-3565-3570-3575-3580-3585-3590-3595-3600-3605-3610-3615-3620-3625-3630-3635-3640-3645-3650-3655-3660-3665-3670-3675-3680-3685-3690-3695-3700-3705-3710-3715-3720-3725-3730-3735-3740-3745-3750-3755-3760-3765-3770-3775-3780-3785-3790-3795-3800-3805-3810-3815-3820-3825-3830-3835-3840-3845-3850-3855-3860-3865-3870-3875-3880-3885-3890-3895-3900-3905-3910-3915-3920-3925-3930-3935-3940-3945-3950-3955-3960-3965-3970-3975-3980-3985-3990-3995-4000-4005-4010-4015-4020-4025-4030-4035-4040-4045-4050-4055-4060-4065-4070-4075-4080-4085-4090-4095-4100-4105-4110-4115-4120-4125-4130-4135-4140-4145-4150-4155-4160-4165-4170-4175-4180-4185-4190-4195-4200-4205-4210-4215-4220-4225-4230-4235-4240-4245-4250-4255-4260-4265-4270-4275-4280-4285-4290-4295-4300-4305-4310-4315-4320-4325-4330-4335-4340-4345-4350-4355-4360-4365-4370-4375-4380-4385-4390-4395-4400-4405-4410-4415-4420-4425-4430-4435-4440-4445-4450-4455-4460-4465-4470-4475-4480-4485-4490-4495-4500-4505-4510-4515-4520-4525-4530-4535-4540-4545-4550-4555-4560-4565-4570-4575-4580-4585-4590-4595-4600-4605-4610-4615-4620-4625-4630-4635-4640-4645-4650-4655-4660-4665-4670-4675-4680-4685-4690-4695-4700-4705-4710-4715-4720-4725-4730-4735-4740-4745-4750-4755-4760-4765-4770-4775-4780-4785-4790-4795-4800-4805-4810-4815-4820-4825-4830-4835-4840-4845-4850-4855-4860-4865-4870-4875-4880-4885-4890-4895-4900-4905-4910-4915-4920-4925-4930-4935-4940-4945-4950-4955-4960-4965-4970-4975-4980-4985-4990-4995-5000-5005-5010-5015-5020-5025-5030-5035-5040-5045-5050-5055

THEATRE

Spectacles nouveaux

Allenor ou l'algie se réjouira

de Mathieu Fella, mise en scène de François Sourbail, avec Nadine Alari, Aïla Balasta, Dominique Chagnaud, Danielle Girard, Jacqueline Parant, Genevieve Talleud et Thierry Pasot. Affrontement entre Allenor, la mère de Richard Cœur de Lion et le dernier amant de son fils, qui ne veut pas survivre à son amour, alors qu'elle, la vieille dame indigne, veut vivre à tout prix. Nouveau Théâtre Moutetard, 73, rue Moutetard, 5. A partir du 4 mars. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-31-11-99. 70 F et 100 F.

Entre chien et loup, ou la Véritable Histoire de Ah Q

de Christophe Hein, mise en scène de Gérard Gouarin, avec Céline Spillmann, Gérard Gouarin, Pierre Abkassia, Robert Dekerue et Albert Jérôme. La pièce la plus connue, et la plus satirique d'un grand dramaturge de l'extrême gauche, il s'agit d'une histoire chinoise qui raconte comment les pauvres deviennent toujours plus pauvres. Les riches plus riches. Lucernaire Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6. A partir du 4 mars. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 71 F à 140 F.

La Mort de Pompée

de Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jacques, avec Jeanne-Marie Garcia, Marie-Anne Duguy, Eric Génovèse, Philippe Cal, Eric Petitjean, Pierre Mourad Mansouri, Emmanuel Pissier, Christophe Rotard, Yann Derru, Nicole Dogné et Laurent Colard. Après avoir monté une comédie de Corneille, Brigitte Jacques poursuit son exploration d'un théâtre baroque, rarement joué jusqu'à présent. Une tragédie du pouvoir. Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Péleus, 93000 Aubervilliers. A partir du 10 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Par si, par là...

de Frédéric et Remy Fontanarosa, mise en scène d'Agathe Constantinoff, avec Frédéric Fontanarosa et Remy Fontanarosa. La dispute de deux musiciens qui prétendent chacun avoir joué le stadin d'enregistrement, le même jour à la même heure. Pen importe le point de départ, c'est la suite qui compte. Nautilus Bateau-théâtre, Quel Male-quis, passerelle des arts, 6. A partir du

4 mars. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 40-61-84-53. 70 F et 90 F.

Roro et Saor

De par et avec Roro et Saor. Il arrive aux Bretons de se moquer d'eux-mêmes, et ce n'est pas triste.

Théâtre du Néo, 8, rue de Néo, 6. A partir du 9 mars. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 46-34-61-04. De 35 F à 100 F.

Trois petites planches et trois petits clous

de Sarah Levy, mise en scène de Jean-Pierre Pouchart, avec Eric Lablanc et Gérard Pintau. Mort et dérision. C'est le seul moyen de vivre.

Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14. A partir du 9 mars. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-27-68-61. Durée : 1 h 15. De 60 F à 100 F.

Paris

C'était bien

de James Saunders, mise en scène de Stephen Maltby, avec Estelle Agnini, Maurice Garrel, Stéphane Frein et Jacques Frantz. La nouvelle pièce d'un auteur anglais qui met aux prises un couple londonien dont la vie est bouleversée par l'intrusion de deux Tchéques en exil. Drôle, grave, souvent passionnant.

Théâtre La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 5. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-76-99. De 110 F à 190 F. Durée : 2 heures.

Gaudeamus (en russe)

de Lev Dodine, d'après Sergueï Kalédine, mise en scène de Lev Dodine, avec Oleg Dimitriev, Sergueï Karguine, Igor Konaliev, Youri Kordonovsk, Natalia de Simoni, Anton Kuznetsov, Igor Nikolajev, Tatjana Olsar, Andreï Rostovsk, Artém Tsipine, Dimitri Vitov, Igor Tchernovitch, Oleg Gaisanov, Alexandre Kuchkarev, Sergueï Koutitchev, Julie Morava, Maria Nikitova et A. Charogradski. La vie de caserne, la brutalité, la fragilité des hommes entre eux. Chez les Russes comme partout.

Maison de la culture, 11, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 45. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 2 h 15. 55 F et 125 F.

Dernière représentation le 8 mars.

Maître Puntilla et son valet Matti

de Bertolt Brecht, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Pierre Arditi, Marcel Maréchal, Annie Le Yodas, Angelo Baril, Richard Guedi, Fabienne Perinase, Jean-Paul Bordes, Anna Kupfer, Michel Demiaut, Michèle Grellier, Claire Mirande, Olivier Pica, Mathias Maréchal, Lina Maitte, Jacques Angélot, Mima Frassinio, Serge Fauthe et Nicolas Lartigue. Le fameux rapport maître-valet, avec toute l'ambiguïté de Brecht et de ses Russes. Une histoire d'amitié impossible entre deux hommes, dont l'un voudrait être bon et l'autre généreux et qui tous les deux s'efforcent d'oublier leur condition respective.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-61-16. Durée : 3 heures. De 70 F à 140 F.

Opéra équestre

de Bartabas, mise en scène de l'auteur. C'est bien d'un « opéra » dont il s'agit : des hommes et des femmes venus de mondes opposés communiquant par la musique. Et d'un opéra équestre, car bien entendu, chevaux et cavaliers tiennent les rôles principaux.



Barychnikov au Théâtre des Champs-Élysées.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Parades

de Jean Potocki, mise en scène de François Kargoulay et Natacha Chodanoff, avec Philippe Demarie, Guillaume Kargoulay, Marianne Merlo et Olivier Pignat. Comme une revue qui date de deux siècles, plus un français bizarre, brillant, exubérant.

Théâtre en actes, 112, rue Oberkampf, 11. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-67-35-13.

Ruy Blas

de Victor Hugo, mise en scène de Georges Wilson, avec Lambert Wilson, Jean-Claude Duval, Étienne Chicot, Georges Rigot, Jean-Pierre Mieux, Eugène Barlier, Jean-Claude Baïard, Jean-Michel Meunier, Michel Armin, Luc Delhomme, Jacques Marchand, Florence Darrel, Joana Leveque, Laurence Grivas, Jane Villenat, Marc Kalfayan, Frédéric Mouton et Pablo Vidal. La fougue de la jeunesse et les délices de Hugo sont parfaitement restitués, avec l'innocence et la rouerie qui conviennent.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-07-34-50. De 60 F à 130 F.

Un soir au bout du monde

de Tom Novembre et de l'Équipe Courtes, mise en scène de Pierre-Louis Rajot, avec Tom Novembre et Jerry Uppins (en piano). Dans un hall d'hôtel provincial, des personnages vont, viennent, reviennent. Ils sont drôles, ridicules, justes, ils ont tous la silhouette dégingandée de Tom Novembre et sa voix de bronze.

Théâtre Grévin, 10, bd Montmartre, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-

Une guerre de religion qui s'en finit pas, des héros fatigués, des humains désespérés, deux pièces « dissabliennes » de Roger Planchon, en alternance.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maître-Bras, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-80. De 110 F à 220 F.

Régions

Strasbourg

Feydeau and Co.

d'après Georges Feydeau, mise en scène d'Yves Reyssat, avec Francis Freyburger, Gisèle Joly, Martine Schunacher, Françoise Ustch et Nadine Zadi. Feydeau, maître de la farce cruelle, du rire explosif, du comique corréatif.

Le Matillon, 13, place André-Maurice, 67000 Strasbourg. Les lundi et mardi à 20 h 30. Tél. : 89-27-61-61. 80 F et 100 F.

Marseille

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Victor Garvis, Catherine Gaudin, Catherine Rétard, Daniel Briquet, Yves Kerouel et Patrice Leroy. Il semble bien que le lyrisme de Claudel, la richesse de son langage, ses contradictions, tentent à nouveau meilleurs de scène et comédiens.

La Cité, 30, quai de Five-Neuve, 13000 Marseille. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 120 F.

Angers

Le Pain dur

de Paul Claudel, mise en scène de Claude Yvan, avec Victor Garvis, Catherine Gaudin, Catherine Rétard, Daniel Briquet, Yves Kerouel et Patrice Leroy. Il semble bien que le lyrisme de Claudel, la richesse de son langage, ses contradictions, tentent à nouveau meilleurs de scène et comédiens.

Nouveau Théâtre d'Angers, 12, place Imbach, 49000 Angers. Le samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 41-67-80-90.

Villeurbanne

Pandora

de Jean-Christophe Bailly, mise en scène de Georges Lavautant. Georges Lavautant retrouve son auteur Jean-Christophe Bailly pour une histoire à la fois contemporaine et mythique. Pandora et sa boîte qui renferme tous les maux de l'humanité. Cette boîte qu'un homme va ouvrir...

Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Les lundi et mardi à 20 h 30. Tél. : 78-03-30-60. 120 F et 140 F.

Grenoble

La Rose tatouée

de Tennessee Williams, mise en scène d'Yvon Chab, avec Édouard Groussier, Emmanuel Amiel, Joëlle Carle, Philippa Miller-Garus, Thierry Blanc, Annie Semavon, Hélène Né, Léo Fortin, Claire Boge, Pierre David-Cava, Monique Roussel, Claude Obin et Marie-Françoise Bonpland.

Le Rio, 37, rue Sarvan, 38000 Grenoble. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 78-44-70-11. 70 F et 100 F.

Dijon

La Seconde Surprise de l'amour

de Molière, mise en scène de Gilles Bouillon, avec Pascal Simon, Pierre-Alain Chapuis, Philippe Carbonneux, Véronique Moller, Gérard Charqui et Gérard Hardy. Marivaux est sans doute l'inventeur des « je t'aime moi non plus ». Il en est en tout cas le plus subtil des orfèvres. Le spectacle se donne également à Alençon le 3 mars.

Théâtre du perron Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 1 h 40. 65 F et 105 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard.

DANSE

Mikhail Barychnikov

The Wight Oak Project. Estimant que c'est dans la danse contemporaine qu'il se passe devant des choses et qu'il a dépassé l'âge des poussettes autistiques exigées par le classique, « Michka » a tiré sur le volet une douzaine de danseurs et met sa fougue au service des créateurs d'aujourd'hui. Tous américains, pour le moment : Paul Taylor, David Gordon (une création mondiale chacun), Martha Clarke, Jane Dundley, Martha Graham, Lar Lubovitch, Meredith Monk et Mark Morris. Trois programmes, donnés chacun deux fois.

Théâtre des Champs-Élysées, les 5, 6, 7, 10, 11, 12 mars, à 20 h 30. Tél. : 47-20-38-37. De 90 F à 400 F.

Les Jaloux de la danse

Quatre jeunes chorégraphes qui n'ont pas la chance d'être tirés par une locomotive telle que Barychnikov, mais qui veulent leur place au soleil. A découvrir : Chants d'encre de Nathalie Colantoni, Opim de Catherine Bezeix et Gilles Mussard, En marche arrière de Catherine Berbeson et Je peux faire le pire, le retour d'Ami Garnon.

« Dix-huit Théâtre », les 5, 6, 7, à 20 h 30. Tél. : 42-26-47-77. 100 F.

Les Ballets de Ball

Les habitants du village de Sebati sont réputés pour conserver les traditions chorégraphiques et musicales les plus pures. A voir, avant qu'elles ne s'évanouissent comme tant d'autres... Opéra de Paris-Garçon, les 4, 5, 6, 7, à 19 h 30 ; le 8 à 14 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 240 F.

Angers

Tauride

Une création de Catherine Diversès, inspirée par la tragédie grecque. Elle convoque douze danseurs, une musique de Fred Wright, une scénographie de Jean Haas. « Je crois que nous n'avons jamais travaillé d'une façon aussi violente », dit la chorégraphe, qui n'est, pourtant, pas « africaine ».

Théâtre municipal, les 5, 6, 7, à 20 h 30. Tél. : 41-98-99-99. De 50 à 95 F.

Grenoble

William Forsythe

Le grand Billy, ses superbes mutants et ses œuvres ravageuses : The Second Detail, The Vile Parody of Address et New Sleep. Oui, la danse classique peut être moderne. Tout le monde n'en est pas persuadé. Le débat animé par Brigitte Hernandez, le 3 à 18 h 30, sera sûrement passionnant et devrait faire le point sur ce tumultueux créateur.

Le Cargo, le 5, à 19 h 30 ; le 6, à 20 h 30. Tél. : 78-51-33-71. 110 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nassac.

Le Monde DES LIVRES

théâtre de la bastille

11 au 14 mars à 19h30

TVERBOUL (MOSCOU) Spectacle Musical

12 au 14 mars à 21h

SIDONIE ROCHON Les Brèves

43 57 42 14 76 RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

TIRANO BANDERAS
de Valle-Inclán • Mise en scène : Louis Pasqual

REPRESENTATION SUPPLEMENTAIRE AU PROFIT DE L'INSTITUT PASTEUR POUR LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Dimanche 15 mars à 20 h 30
*spectacle en langue espagnole, surtitré en français

Tarif unique 200 F et 150 F 1^{er} et 2^e catégorie

RESERVATIONS 43 25 70 32

TENNESSEE WILLIAMS
Mise en scène
STUART SEIDE
à l'ATALANTE
46 06 11 90
10, place Charles Dullin 18

la mort de Pompée
tragédie de Pierre Corneille
mise en scène Brigitte Jacques
du 10 mars au 12 avril, à 20h 30
loc. 48 34 67 67

La vie parisienne
offenbach
mise en scène de Alain Françon
13 et 14 mars à 20h, 15 mars à 15h

هكذا من الأصل

